



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

BALT
6668
70

Harvard College Library



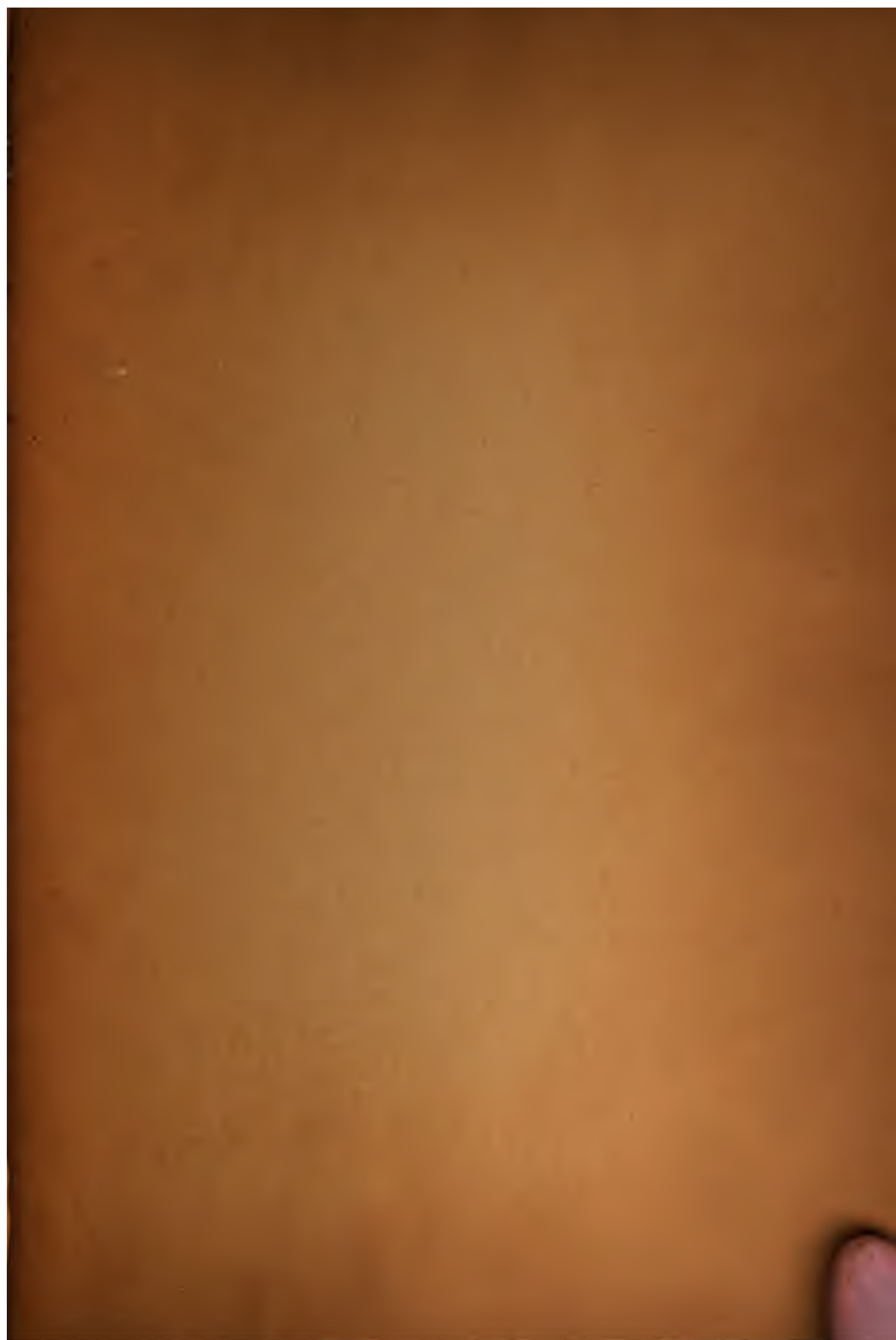
FROM THE FUND OF
FREDERICK ATHEARN LANE
OF NEW YORK

(Class of 1849)

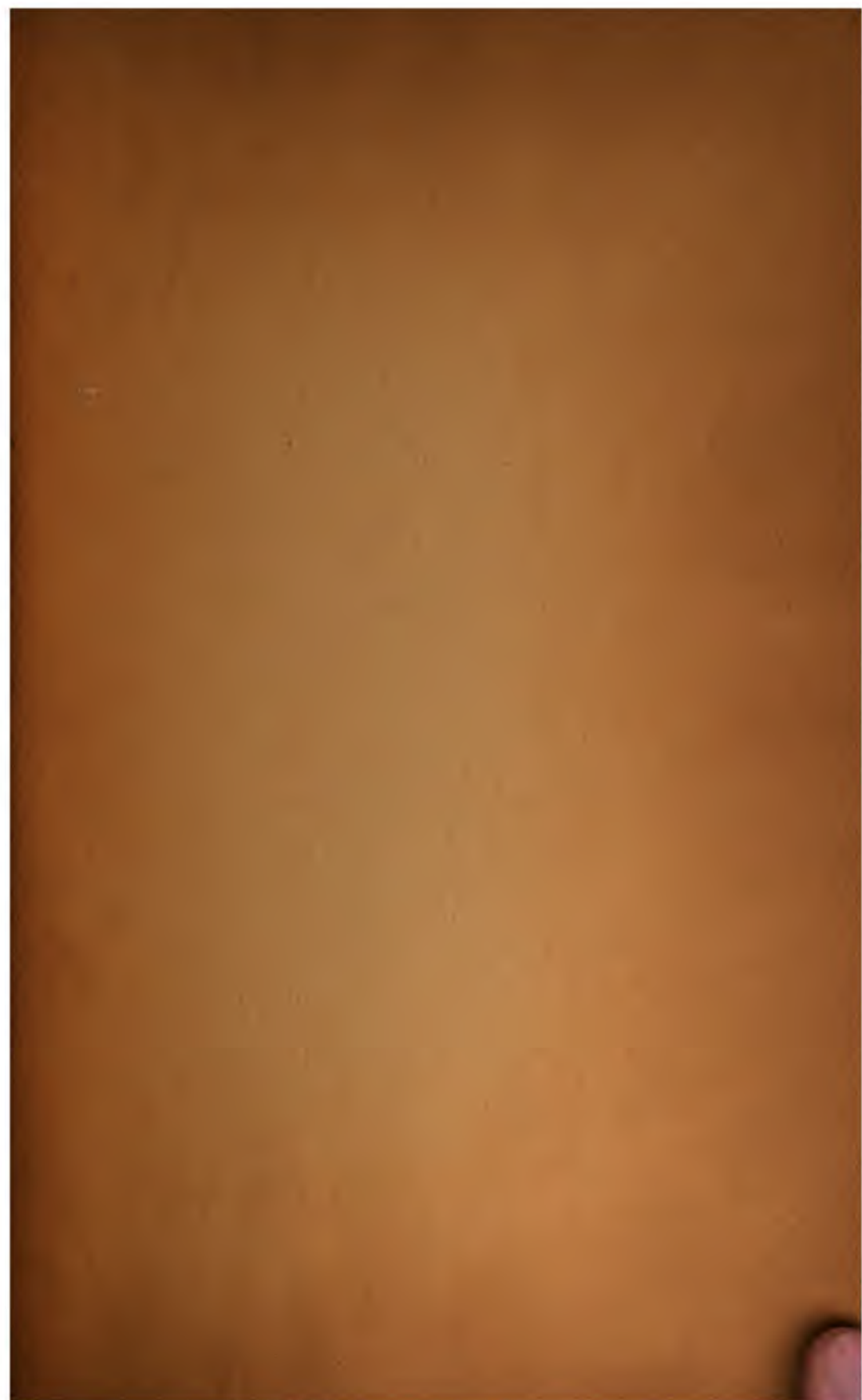














CHARLES DE SAXE
DUC DE COURLANDE

SA VIE, SA CORRESPONDANCE

DOCUMENTS

PUBLIÉS D'APRÈS L'HISTOIRE DE SON TEMPS

PAR

BOLESŁAS ŁOPACIŃSKI



PARIS

IMPRIMERIE DE B. GAUTHIER

105, RUE DE LA HARPE, 105

M DCCC LXX

180

CHARLES DE SAXE

DUC DE COURLANDE

*Tirage à 300 exemplaires
dont 100 sur papier de Hollande.*

CHARLES DE SAXE
DUC DE COURLANDE

SA VIE, SA CORRESPONDANCE

DOCUMENTS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE SON RÈGNE

PUBLIÉS PAR

BOLESŁAS ŁOPACIŃSKI



PARIS

IMPRIMERIE D. JOUAUST

RUE SAINT-HONORÉ, 338

M DCCC LXX

Balt 6668.70

~~Star 3345.20~~



Lane fund

LE DUC DE COURLANDE





LE DUC DE COURLANDE

I

EN publiant une série de documents comprenant, outre la correspondance particulière du duc Charles de Courlande, quelques lettres relatives à ses affaires politiques, nous croyons devoir faire précéder notre publication d'un exposé succinct de la biographie de ce prince et des faits qui ont amené son élévation et sa chute.

Cette correspondance du duc Charles, qui était restée ignorée et que nous livrons pour la première fois à la publicité, a été trouvée dans les

archives du comte Casimir Plater, dernier vice-chancelier de Lithuanie, archives que l'on conserve dans le château de Daugieliszki. Elle fut laissée par Constantin Plater, palatin de Mcislaw, un des commissaires chargés par Auguste III de l'arrangement des affaires de Courlande.

Il nous a semblé que ces lettres, émanées du duc Charles, du comte Brühl, premier ministre du roi, et des personnes initiées aux affaires du duché de Courlande, sont de nature à jeter une nouvelle lumière, tant sur l'attitude gardée par la maison régnante que sur la personne même du duc Charles. La carrière politique de ce prince ne dura que trois ans. Fils de roi, prince électoral de Saxe, héritier présomptif du trône de Pologne, enfin duc régnant et autocrate, il a vu sa splendeur naissante ternie en un clin d'œil, et, forcé de quitter en fugitif un trône dont il paraissait être digne, il ne revint auprès du roi son père, sur l'appui duquel il avait vainement compté, que pour recevoir son dernier soupir et sa bénédiction.

Charles, duc de Saxe, troisième fils du roi de Pologne Auguste III et de Joséphine, archiduchesse d'Autriche, fille de l'Empereur Jo-

seph I^{er}, naquit le 13 juillet 1733. Il fut celui des enfants du roi qui, dès sa jeunesse, eut le plus de relations avec la Pologne et y compta le plus de partisans ; sa carrière politique ne commença qu'en 1758, époque où son père conçut le malencontreux projet de le placer sur le trône ducal de Courlande.

Le prince Charles était le fils préféré d'Auguste III ; et, en l'établissant de bonne heure dans une position souveraine, le roi pensait sans doute lui assurer la transmission de sa couronne, à laquelle du reste l'opinion générale le semblait désigner. Mais le duché de Courlande, quoique tributaire de la Pologne, dépendait presque exclusivement de la Russie, surtout depuis que la fille du czar Iwan Alexejewitch, Anna Iwanowna, veuve de Frédéric-Guillaume, duc de Courlande, de la maison de Kettler, mort le 21 janvier 1711, avait succédé au czar Pierre II. La Courlande se trouvait en 1758 dans une position anormale, avec un trône vacant depuis vingt ans, bien que son dernier possesseur vécût encore. Ce dernier possesseur n'était autre que Jean Ernest de Buehren, nommé duc de Courlande en 1737 à l'instigation de l'Impératrice Anna Iwanowna, dont il était le

favori et qui l'avait fait agréer par la grande maison des Biron de France, dont, avec le titre de comte, il portait et le nom et les armes. Ce titre, il le devait à l'Empereur Charles II, qui, par diplôme du 2 septembre 1730, lui conféra la qualité de comte du Saint-Empire. Mais trois ans après son intronisation, à la mort de sa protectrice, survenue en 1740, Biron s'était vu dépossédé par l'Impératrice Élisabeth, non-seulement de sa couronne ducale, mais encore de toutes ses autres charges et dignités, et exilé en Sibérie. En 1758, comme nous l'avons dit, il y avait près de vingt ans que le trône de Courlande était vacant. Or, Auguste III, dans la pensée d'y faire asseoir son fils Charles, l'engagea à aller prendre du service dans l'armée de la czarine, qui en ce moment était en guerre avec le roi de Prusse.

Le 16 mars 1758, obéissant aux ordres du roi, le prince royal se mit en route pour Pétersbourg, après avoir entendu la messe dans la chapelle du château de Varsovie. Il traversa Koenigsberg, Memel, Mitau et Riga, et partout il fut accueilli de la façon la plus flatteuse. Le roi se réjouissait au récit des brillantes réceptions que l'on faisait à son fils ; et, en effet, à en croire ce qu'en rappor-

tent les journaux du temps, ces réceptions étaient réellement magnifiques et témoignaient des bonnes dispositions de la cour de Russie non moins que du dévouement de la noblesse courlandaise à la cause du jeune prétendant. Il reçut à Mitau une lettre de Stanislas Poniatowski, alors ambassadeur du roi à Pétersbourg, lui donnant avis qu'il eût à retarder jusqu'au 15 avril son arrivée dans cette capitale, pour laisser le temps nécessaire à régler le cérémonial de sa réception. Enfin, à peine à Pétersbourg, son extérieur charmant et son esprit cultivé lui gagnèrent aussitôt toutes les sympathies, et l'Impératrice ne fut pas la dernière à concevoir de l'amitié pour lui : à tel point qu'au bout de quelques semaines elle déclara publiquement que jamais Ernest Biron ni aucun de ses enfants ne rentre-
raient d'exil. A la suite de cette déclaration, elle invitait le roi à donner à son fils l'investiture des duchés de Courlande et de Semigalle, et levait le séquestre qui avait été mis sur l'apanage ducal de Courlande.

Au mois d'août de la même année, le prince Charles se rendait à l'armée, en Prusse. En même temps, M. de Schöppingk, ministre ré-

sident de Courlande à la cour de Varsovie, demandait au roi, en audience publique, de nommer son fils duc souverain de Courlande et de faire cesser par là le déplorable état dans lequel le pays restait plongé depuis vingt ans.

Cette demande solennelle, qui couronnait les démarches du prince Charles, mit le comble au bonheur du vieux roi. Le parti de la cour triompha, et les amis du jeune prince se réjouirent de sa nouvelle fortune.

Il est à remarquer que Stanislas Poniatowski, partisan des Czartoryjski, dont il était le neveu, et par là même contraire au parti de la cour et de la maison de Saxe, ne pouvait guère être agréable au prince Charles, qui connaissait ses tendances et ses secrètes ambitions. Confiant dans l'amitié que lui témoignait la grande-duchesse Catherine, Poniatowski ne se gênait que fort peu pour témoigner de son mauvais vouloir à l'égard du fils de son souverain. Or, l'Impératrice voyait d'un mauvais œil la conduite assez scandaleuse du jeune ambassadeur, et plusieurs hauts personnages de la cour de Pétersbourg, le grand-duc héritier lui-même, souhaitaient ardemment son rappel. Naturellement le prince Charles ne se fit

pas trop prier pour porter ces vœux à la connaissance de son père; Auguste III s'empressa d'autant plus volontiers de rappeler son ambassadeur que le parti de la cour se débarrassait par là d'un serviteur dangereux. Mais son départ causa à Catherine une douleur réelle, et la séparation se fit avec des scènes déchirantes que n'oublia pas celle dont la vengeance, ainsi que le dit très-justement Rulhière, devait retomber plus tard sur le prince Charles.

Les seuls détails que nous ayons pu recueillir sur le séjour de ce prince à Pétersbourg se trouvent dans les Mémoires de cette grande-duchesse devenue Catherine II. Nous ne saurions garantir l'authenticité de cet ouvrage, publié à Londres en 1859; nous n'en croyons pas moins devoir citer tout le passage relatif à notre sujet.

Page 289. — « Vers le printemps de cette
« année (1758), le bruit se répandit que le prince
« Charles de Saxe, fils du roi Auguste III de
« Pologne, allait venir à Saint-Pétersbourg. Ceci
« ne fit pas plaisir au grand-duc, par différentes
« raisons, dont la première était qu'il craignait

« que cette arrivée ne fût une augmentation de
« gêne pour lui, qui n'aimait pas que le train de
« vie qu'il s'était fait fût le moins du monde
« dérangé; la seconde raison était que la maison
« de Saxe se trouvait du côté opposé au roi de
« Prusse; la troisième raison encore pouvait être
« qu'il craignait de perdre à la comparaison.
« C'était au moins être très-modeste, car ce pauvre
« prince de Saxe n'était rien par lui-même et
« n'avait aucune sorte d'instruction; excepté la
« chasse et la danse, il ne savait rien, et il m'a dit
« lui-même que de sa vie il n'a eu de livre à la
« main, excepté les livres de prières que lui
« fournissait la reine, sa mère, qui était fort bi-
« gote. Le prince Charles de Saxe arriva effec-
« tivement le 5 avril (v. s.) de cette année à Saint-
« Pétersbourg. On le reçut avec beaucoup de
« cérémonie et un grand étalage de magnificence
« et de splendeur. Sa suite était fort nombreuse :
« quantité de Polonais et de Saxons l'accom-
« pagnaient, parmi lesquels il y avait un Lubo-
« mirski, un Potocki, un Rzewuski, qu'on appelait
« *le beau*, deux princes Sulkowski, un comte
« Sapieha, le comte Branicki, depuis grand gé-
« néral, un comte Einsiedel et beaucoup d'autres

« dont les noms ne sont pas présents à ma
« mémoire. Il avait une espèce de sous-gouver-
« neur avec lui, nommé Lachinal, qui dirigeait
« sa conduite et sa correspondance. On logea le
« prince de Saxe dans la maison du chambellan
« Jean Schouwaloff, tout nouvellement achevée
« et dans laquelle le maître avait épuisé son goût ;
« malgré quoi la maison était sans goût et assez
« mal, quoique fort richement arrangée. Il y avait
« beaucoup de tableaux, mais la plupart étaient
« des copies; on y avait orné une chambre de
« bois tchinar, mais comme le tchinar ne brille
« pas, on l'avait couvert de vernis; par là, elle
« devint jaune, mais d'un jaune désagréable, ce
« qui fit qu'on la trouva vilaine, et, pour y remé-
« dier, on la couvrit d'une fort lourde et riche
« sculpture qu'on argenta. Extérieurement, cette
« maison, grande par elle-même, ressemblait par
« ses ornements à des manchettes de point d'A-
« lençon, tant elle était chargée d'ornements. On
« nomma le comte Jean Tchernicheff près du
« prince Charles, et il fut servi et pourvu en tout
« aux frais de la cour et desservi par les gens de
« la cour.

« La nuit avant le jour que le prince Charles

« vint chez nous, je sentis une si forte colique,
« avec un tel dévoiement, que j'allai plus de
« trente fois à la selle. Malgré cela et la fièvre
« qui me prit, je m'habillai le lendemain pour
« recevoir le prince de Saxe. On l'amena chez
« l'Impératrice vers les deux heures de l'après-
« dîner, et au sortir de chez elle on le mena chez
« moi, où le grand-duc devait entrer un moment
« après lui. A cet effet on avait placé trois fauteuils
« à la même muraille; celui du milieu était pour
« moi, celui à ma droite pour le grand-duc, celui
« à ma gauche pour le prince de Saxe. Ce fut moi
« qui fis la conversation, car le grand-duc ne
« voulut quasi pas parler, et le prince Charles
« n'était pas parlant. Enfin, après un demi-quart
« d'heure d'entretien, le prince Charles se leva
« pour nous présenter son immense suite. Il avait,
« je pense, au delà de vingt personnes avec lui,
« auxquelles s'étaient joints, ce jour-là, l'envoyé
« de Pologne et celui de Saxe, qui résidaient à la
« cour de Russie avec leurs employés. Après
« une demi-heure d'entretien, le prince s'en alla,
« et moi je me déshabillai pour me mettre dans
« mon lit, où je restai trois ou quatre jours avec
« une très-forte fièvre, à la suite de laquelle je

« donnai des indices de grossesse. A la fin d'avril
« nous allâmes à Oranienbaum. Avant notre
« départ nous apprîmes que le prince Charles de
« Saxe s'en irait comme volontaire à l'armée de
« Russie. Avant de partir pour l'armée, il s'en
« alla avec l'Impératrice à Péterhoff, où on le
« fêta. Là et en ville nous ne fûmes pas de ces
« fêtes, mais restâmes à notre campagne, où il
« prit congé de nous et partit le 4 juillet. »

Le 16 novembre 1758 le prince Charles revint de l'armée, et le dimanche suivant, 19 novembre, le grand chancelier lui remit, en présence des sénateurs, des ministres et des grands dignitaires de la couronne et du grand-duché de Lithuanie, le diplôme d'investiture qui lui conférait les duchés de Courlande et de Semigalle. Le nouveau duc de Courlande, après avoir écouté la harangue du grand chancelier, qui la prononça en français, répondit dans la même langue et remercia ensuite tout le monde en polonais.

Le 8 janvier 1759 eut lieu l'acte d'investiture. Nous croyons inutile de donner tous les détails de cette cérémonie, dont les journaux du temps

nous font connaître la magnificence. On comprend que le roi, au comble de ses désirs, voyant son fils bien-aimé obtenir la position qu'il avait rêvée pour lui et le parti de la cour triompher, ne dut reculer devant aucune dépense pour rendre cette solennité aussi brillante que possible. Donc bals, spectacles et fêtes de toutes sortes se suivirent sans interruption, avec feux d'artifice obligés, où, selon le goût du temps, les allégories et les devises ne firent point défaut. C'est assez dire que la flatterie, toujours bien venue à la cour, s'y donna plus que jamais libre carrière. Ce fut parmi l'aristocratie polonaise, si riche alors et si magnifique, à qui l'emporterait en démonstrations d'allégresse; presque toutes les grandes maisons de l'époque eurent à cœur de fêter somptueusement leur prince royal devenu souverain, ce qui semblait lui garantir la chance de monter au trône de Pologne.

La noblesse de Courlande envoya à Varsovie une députation pour saluer le nouveau souverain; cette députation, composée des membres de la plus haute noblesse du pays, témoigna de la magnificence de cette noblesse courlandaise, qui de tout temps avait joui d'une si belle réputation

parmi les noblesses de la chrétienté ; c'étaient MM. de Korff, Staroste de Rzezzyca, délégué des États de Courlande; de Howen, chancelier de Courlande, avec son fils; de Nolde, Staroste de Frauenbourg; de Keyserlingk, conseiller privé de S. M.; de Manteuffel, dit de Szœge; de Behr, capitaine aux gardes de S. M.; de Brüggen; de Mirbach, chambellan de S. M.; de Heyking, lieutenant-colonel; de Halm; le baron de Roenne et le colonel d'Aloy, résident du duc de Courlande à Varsovie.

Voilà les noms que les journaux du temps nous ont conservés : nous regrettons de ne pas avoir à notre disposition d'autres documents pouvant nous faire connaître tous ceux des nobles courlandais qui, à cette époque, soutenaient la cause du duc Charles.

Au mois de mars de la même année, le nouveau duc quitta Varsovie pour se rendre dans ses États. Il alla d'abord à Bialystok, où il fut royalement traité par le grand général de la couronne Branicki. Passant ensuite par Grodno, il se rendit à Kowno. Il y trouva réunie la famille Zabiello, qui l'attendait et qui lui fit accepter l'invitation de séjourner quelque temps dans le château

de Czerwony-Dwor, peu éloigné de la ville. Cette famille, qui lui était complètement dévouée et avec laquelle il entretenait déjà des relations d'amitié, ne négligea rien pour rendre sa réception digne du royal hôte qu'elle s'était donné. Après quelques jours passés au milieu de ses amis, le duc Charles reprit sa route, et le 29 mars il faisait à Mitau son entrée solennelle. Cependant, obligé de rendre à l'Impératrice de Russie une visite de courtoisie, il dut bientôt quitter sa résidence, et le 23 avril partit pour Pétersbourg, où il arriva le 29 du même mois.

S'il faut en croire les relations officielles, il fut reçu avec toute la distinction et toute la politesse imaginables, tant par l'Impératrice que par le grand-duc et sa femme. Cependant, par respect pour la vérité historique, nous citerons encore les Mémoires de Catherine. Nous inclinons toutefois à ne voir en ce passage qu'une vengeance féminine, assez naturelle d'ailleurs, et il ne nous semble prouver qu'une chose, que Catherine n'avait point su oublier le mauvais service que le duc Charles lui avait rendu.

Pag. 350. — « Pendant ce temps-là, le prince

« Charles de Saxe était venu pour la seconde
« fois à Saint-Pétersbourg. Le grand-duc l'avait
« assez cavalièrement reçu la première fois, mais
« cette seconde fois Son Altesse Impériale se
« croyait autorisée de ne garder avec lui aucune
« mesure, et voici pourquoi. A l'armée russe ce
« n'était pas un secret qu'à la bataille de Zorn-
« dorff le prince Charles de Saxe avait été un
« des premiers à fuir ; on disait même qu'il avait
« poussé cette fuite, sans s'arrêter, jusqu'à Lands-
« berg. Or, Son Altesse Impériale, ayant entendu
« cela, prit la résolution qu'en qualité de poltron
« avéré il ne lui parlerait plus, ni ne voulait
« avoir affaire avec lui. A ceci il y a toute appa-
« rence que la princesse de Courlande, fille de
« Biron, dont j'ai déjà souvent eu l'occasion de
« parler, ne contribuait pas peu, parce qu'on
« commençait alors à chuchoter que le projet
« était de faire le prince Charles de Saxe duc de
« Courlande. Le père de la princesse de Cour-
« lande était toujours retenu à Jaroslaw. Elle
« communiquait son animosité au grand-duc,
« sur lequel elle avait conservé une sorte d'as-
« cendant. Cette princesse était alors promise,
« pour la troisième fois, au baron Alexandre

« Tcherkassoff, qu'elle épousa effectivement
« l'hiver après. »

Bien que, par son urbanité et sa sollicitude pour les intérêts du pays, le duc Charles se fût acquis dès l'abord les esprits des Courlandais, il ne jouit malheureusement pas longtemps de sa popularité. Le règne de ce prince ne dura que trois ans, qu'il passa à Varsovie et à Mitau, capitale de ses duchés. Sa mauvaise fortune commença à la mort de l'Impératrice Élisabeth. A peine l'empereur Pierre III était-il monté sur le trône, que déjà il graciait tous les exilés politiques condamnés par ses prédécesseurs. De ce nombre se trouvait naturellement Biron, dont le retour fut le signal des malheurs qui allaient fondre sur Charles. Tout d'abord, dans sa communication faite aux États de Courlande par M. de Simolin, ministre résident de Russie, à l'occasion de l'avènement de Pierre III, la personne du duc régnant n'était aucunement mentionnée; le représentant de la Russie s'adressait exclusivement aux États, qu'il invitait à l'envoi d'une députation à Pétersbourg, pour y saluer le nouvel Empé-

reur. Pierre III reçut gracieusement la députation envoyée et lui déclara que la Courlande, professant la religion luthérienne, ne saurait dorénavant être gouvernée par un prince catholique. Charles, de son côté, n'en avait pas moins envoyé aussi un délégué ; mais l'Empereur ne lui accorda pas d'audience. Ce procédé effraya le duc ; mais les rapides événements qui firent passer si inopinément le sceptre des mains de Pierre III à celles de Catherine II lui firent un instant espérer que les choses prendraient une tournure plus favorable. Par malheur, il n'en fut point ainsi. La correspondance du duc Charles avec le comte Plater et les Zabiello qui se rapporte à cette époque renferme des détails curieux sur la position critique de ce prince infortuné. Nous ne citerons ici que les deux lettres de Mgr de Kierski, évêque suffragant de Plock et grand secrétaire de la couronne, adressées au comte Plater, et qui lui annoncent les événements déplorables dont Mitau a été le théâtre.

Varsovie, le 20 janvier 1763.

Le 31 du mois de décembre passé, à 3 heures de la nuit, un courrier est arrivé ici de Mitau, porteur d'une lettre

au Roi de la part du duc Charles, dans laquelle Son Altesse Royale annonce à Sa Majesté que le 24 décembre M. de Simolin, en vertu d'un ordre de l'Impératrice, fit mettre le séquestre sur les revenus de l'apanage ducal, si bien que les personnes préposées à la recette desdits revenus ont été obligées de s'engager par écrit de ne livrer dorénavant aucun des revenus au duc Charles, mais bien de les retenir au profit de l'Impératrice; on a également mis des scellés sur les magasins à blé de S. A. R. On a mis une sentinelle russe aux magasins de foin et de bois de chauffage appartenant au duc. Quand le duc, après avoir subi de pareilles violences, envoya demander à M. de Simolin quelle était la raison qui le faisait agir si arbitrairement dans un État qui ne dépendait que de lui, du Roi de Pologne et de la République, M. de Simolin répondit qu'il agissait en vertu d'un ordre supérieur, fondé sur ce que, lorsqu'une partie de l'armée russe prenait les quartiers d'hiver dans les biens faisant partie de l'apanage ducal, le duc Charles avait dit qu'il ne manquerait pas de faire part de cet acte arbitraire au Roi et à la République, paroles que l'Impératrice avait prises pour une offense personnelle; à la suite de quoi elle donna ordre de mettre le séquestre sur les revenus du duc. Les États de Courlande, fidèles à leur souverain, protestèrent publiquement contre cet acte de violence au nom du duc et de la Courlande. Une copie de cette protestation portée *ad acta* fut envoyée ici. Quant au duc, nous ne savons pas s'il compte venir ici, mais je présume que, puisque les magasins à blé sont mis sous scellés, le fourrage et le bois de chauffage gardés par des soldats, les équipages ne pourront plus être entretenus, et le duc, manquant de tout et réduit à la dernière nécessité, sera forcé de revenir

à Varsovie. Nos magnats, confondus par cette nouvelle, ont le projet de faire venir ici Mgr le Primat et de convoquer, à ce qu'il paraît, les Hetmans de la Couronne, ainsi que les Sénateurs les moins éloignés de Varsovie, pour délibérer sur ce qu'il va falloir aviser en cette occurrence. L'avenir va nous faire voir le résultat de cette démarche.

Varsovie, le 2 janvier 1764.

Je n'ai point d'espoir que la présente puisse vous trouver à Lemberg, car aussitôt après l'arrivée du courrier à Varsovie, le 14 de ce mois, apportant la nouvelle que l'Impératrice engagea le duc, le 10 courant, par l'entremise de M. de Simolin, de consentir de bon gré à céder le duché à Biron, lui promettant pour plus tard des marques de sa faveur, on réexpédia immédiatement le même courrier à Brzoza, où le Roi se trouvait à la chasse. Dès que le Roi fut revenu à sa résidence, samedi le 15 courant, on envoya sur-le-champ M. de Borch à Moscou, avec des dépêches et muni d'un passeport signé de Sa Majesté. M. de Lipski fut invité de partir pour Mitau, le 19 au matin, et l'on vous expédia une estafette de la Cour pour vous inviter à y aller aussi, afin de conduire ces négociations avec votre collègue. Je ne saurais rien augurer du succès de ces deux expéditions, d'autant plus que Biron a déjà publié des lettres aux États de Courlande pour les convoquer à Mitau pour le 22 de ce mois, afin de lui prêter serment, jour auquel il se propose de prendre les rênes du gouvernement. Qui sait si vous et votre collègue

trouverez encore le duc Charles au lieu de votre destination, et s'il n'a pas déjà été forcé de céder la place à son compétiteur; dans ce cas, la peine que vous vous serez donnée aurait été inutile; mais le mérite vous en resterait et Sa Majesté le Roi saurait vous en être reconnaissant. Nous attendons pour la semaine prochaine l'arrivée d'un courrier de la Courlande : Dieu veuille qu'il soit porteur de meilleures nouvelles !

Sur ces entrefaites, dès que le séquestre eut été mis par M. de Simolin sur les biens et propriétés privées du duc Charles, un mémorandum fut adressé par la cour de Russie à celle de Pologne, tendant à expliquer la conduite politique du cabinet de Pétersbourg dans les affaires de Courlande. Il y était dit : que si la Russie prenait fait et cause pour le duc de Biron, c'est que ce prince n'était coupable d'aucun méfait qui pût le priver de ses droits; que dans la question de sa souveraineté sur la Courlande il n'avait été ni jugé ni même entendu; que la loi naturelle et les devoirs de bon voisinage exigeaient qu'un secours efficace fût donné au duc et à la Courlande contre l'injustice et la violence. C'était pour le roi et pour les États de Pologne une mise en demeure d'abandonner le duc Charles. Il faut se rappeler en effet

que les droits de Biron primaient les siens, et par acte du roi lui-même. Ainsi, après que, le 4 mai 1737, se fut éteinte avec le duc Ferdinand la maison des Kettler, la noblesse courlandaise, sur l'instigation de l'Impératrice Anne, s'était arrogé le droit de choisir un souverain dans la personne de son favori, et, malgré que le Sénat siégeant à Frauenstadt eût infirmé ce choix, soutenant qu'aux termes de la Convention passée à Grodno en 1727, la Courlande devait être, à l'extinction de la famille des Kettler, incorporée à la république, le roi, pressé par l'impératrice et la noblesse courlandaise, s'était vu contraint de ratifier l'élection de Biron et lui avait conféré l'investiture des duchés de Courlande et de Semigalle par une convention conclue à Dantzig le 12 novembre 1737. Toutefois, certaines conditions étaient imposées au nouveau duc. Voici les plus importantes de ces conditions : A une époque fixée par Sa Majesté, le duc devait venir rendre hommage au roi et à la république ; les catholiques jouiraient en Courlande de la pleine liberté de leur culte, et une église catholique s'élèverait à Libau ; le duc dégagerait l'apanage ducal de Courlande au profit de ce fief ; enfin, en cas de guerre, il

fournirait à la république cent cavaliers armés ou cinq cents fantassins. Toutes ces conditions furent signées le 20 mars 1739. M. de Finck, chancelier de Courlande, muni de pleins pouvoirs de Biron, qui pour cause de santé était empêché de se rendre à Varsovie, avait reçu en son nom l'investiture.

Or, le mémorandum russe tendait à prouver que Biron, n'ayant manqué à aucun de ses engagements, conservait la plénitude de ses droits. — La cour de Pologne répondit par un contre-mémoire où l'Impératrice prétendit se voir offensée. Elle demanda satisfaction par l'organe du comte Keyserlingk, son ambassadeur, lequel, ne pouvant pas obtenir d'audience à cause de la maladie du roi, transmit la demande dont il était chargé à Mgr le Primat.

Quand le roi eut recouvré la santé, on décida que Biron serait cité devant le tribunal par le procureur général de la couronne et par celui du grand-duché de Lithuanie, et l'on confirma les instructions données l'année précédente aux commissaires royaux en Courlande, le palatin comte Plater et le castellan Lipski, auxquels M. de Simolin, résident de Russie, avait déclaré

que l'Impératrice ne reconnaissait pas et ne reconnaissait jamais leur juridiction. Vers la même époque, M. de Benoît faisait savoir, au nom du roi de Prusse, que son maître ne reconnaissait à personne le caractère de duc de Courlande, à l'exception de Jean-Ernest Biron.

L'armée russe occupait Mitau et y avait rétabli Biron comme duc souverain; déjà les États et le peuple avaient prêté serment au prince restauré : Charles n'avait plus qu'à fuir. Il déclara cependant que, vassal de la république de Pologne, il ne se retirerait que sur l'ordre exprès du roi son père; et, les armes à la main, il repoussa les attaques dirigées contre sa personne. Le vieux roi, brisé moins par la maladie que par les infortunes de son fils, se hâta d'envoyer le consentement que celui-ci attendait. Charles fit alors cette déclaration qu'il ne quittait la Courlande que pour des motifs de santé et qu'il se rendait aux eaux. Mais ce n'est plus sa souveraineté, c'est son existence même que l'on met en question, et les mécontents le bloquent dans son château. Le comte Plater, les *Zabiello* et autres amis dévoués soulèvent la noblesse de la Livonie polonaise, de la Lithuanie, de la Samogitie, et accourent pleins d'ardeur à

Mitau. Ils se rendent maîtres du château ducal et Charles est sauvé après un siège de six mois, ainsi que les Polonais de sa suite. On accorda au prince le temps nécessaire pour faire ses préparatifs de voyage, et à son départ il reçut même les honneurs dus à son rang. Il ne sortait de Mitau, disait-il dans sa dernière proclamation, que pour un temps seulement; il déclarait Biron usurpateur de ses droits, et engageait les États à lui garder fidélité comme à leur souverain légitime.

En passant par Varsovie il se rendit à Dresde, où il trouva son père mourant. Celui-ci s'éteignit le 5 octobre 1763.

L'infortuné prince gardait encore un faible espoir d'hériter de la couronne royale; mais, lorsque le destin en eut autrement disposé, il se voua tout entier à sa famille, et le 16 juin 1796, après une existence paisible et retirée, il mourut à Dresde, âgé de soixante-trois ans.

Cette notice biographique serait incomplète si nous passions sous silence un des faits principaux de la vie du duc Charles, nous voulons parler de

son mariage secret avec Françoise Krasinska, d'autant plus que ce mariage n'a peut-être pas été absolument étranger à son éviction du trône de Pologne et à sa fin obscure.

Le duc Charles, doué d'un extérieur agréable, avait le talent de plaire aux femmes et le désir de triompher de leur cœur. Ce désir peut mener un homme loin, et l'on sait qu'en pareilles affaires les difficultés que l'on rencontre vous font souvent perdre la tête. Il est pourtant difficile de concevoir qu'entouré d'un nombre considérable d'amis dévoués et de conseillers éprouvés, le jeune duc ait pu contracter une alliance aussi contraire à ses intérêts et qui lui fermait presque invinciblement l'accès du trône de Pologne. Ce n'est pas que Françoise Krasinska ne fût d'une grande et illustre maison : elle avait pour père le comte Stanislas Corvin Krasinski, Staroste de Nowemiasto, et pour mère Anna Humiecka, fille d'Étienne Humiecki, palatin de Podolie ; mais, aux yeux des magnats qui à cette époque gouvernaient la Pologne, une union contractée avec la noblesse du pays constituait un empêchement absolu à ceindre la couronne. Aussi ce mariage eut-il tout le caractère d'une escapade de collégien, et pendant plusieurs an-

nées fut-il caché avec autant de soin par l'épouse que par le mari. Quant à celui-ci, nous en donnons pour preuve la correspondance qu'il entretenait avec les Zabiello, ses amis les plus intimes. Il leur raconte les moindres détails de sa vie; il leur parle de tout, de ses chevaux, de ses chasses, de ses amours, mais pas une seule fois il ne fait mention de sa femme.

Il y avait à peu près deux ans que Charles de Saxe occupait le trône de Courlande quand il contracta cette union, sans le consentement et à l'insu du roi son père (21 mars 1760), et contrairement aux lois qui règlent les alliances des princes du sang. Comme on était en carême, Charles obtint une dispense de Mgr Louis de Riancourt, évêque de Ptolémaïs, autorisant Michel Neyman, chanoine de Brześć, supérieur des chanoines de Latran, à lui donner la bénédiction nuptiale. Cependant il n'a point été fait usage de cette dispense, le mariage ayant dû ensuite être célébré par l'abbé Joseph Dymuchowski, lequel, pour cause de maladie, transmet ses droits, par un écrit daté du 6 mars 1760, au révérend père Antoine Lipiewicz, des frères mineurs. Ce fut en effet celui-ci qui donna aux époux la consécration religieuse, le 21

mars 1760, à l'hôtel Krasinski, à Varsovie. La cérémonie eut lieu sans aucune pompe, ainsi que l'exigeait le secret dont elle s'entourait. Seuls y assistaient, en qualité de témoins, le père de la mariée, le prince Antoine Lubomirski, palatin de Lublin, le colonel Félicien Kwaśniewski, staroste de Nowesioło, et Stanislas Jaszowski, capitaine au régiment de la reine.

Il semblait que ce mariage, élevant subitement Françoise Krasinska à une position inespérée, la dût rendre heureuse. Il n'en fut pas ainsi, et la belle Françoise passa sa vie entière dans l'affliction et la douleur. Elle put croire un instant qu'adorée de son époux, à l'exemple de Barbe Radziwill, elle partagerait un jour avec lui le trône de Pologne; mais bientôt elle vit ses espérances tomber et s'évanouir. Tandis que ses parents étaient heureux de la brillante union qu'avait contractée leur fille, elle-même pleurait en secret sur les fréquentes infidélités de son mari. Bientôt même elle en fut réduite à venir chercher des consolations auprès d'eux; et lorsque, plus tard, la mort lui eut fermé ce naturel refuge, elle fut obligée à demander asile et secours à sa sœur aînée, Barbe Swidzińska.

Comme nous l'avons dit, Françoise avait su tout d'abord observer la plus complète discrétion quant à son mariage ; mais lorsque la fortune sembla abandonner son mari, effrayée de l'avenir auquel elle se voyait réservée, elle avait pris la résolution de déchirer le voile et de réclamer sa position légitime. Le grand secrétaire de la couronne, M^{sr} Kierski, évêque suffragant de Plock, en parle dans une lettre adressée au comte Plater, palatin de Mscislaw, à la date du 11 juin 1762, et que nous croyons devoir rapporter :

Biron, étant reconnu duc de Courlande, devait repasser ses droits au Tsar, ce dont l'empereur (Pierre III) a fait faire part aux États de Courlande par un de ses accrédités qu'il y a envoyés à cet effet. Il est donc facile à reconnaître que l'Empereur destine ce duché au duc de Holstein son frère, sans respect pour les droits de la République et surtout pour la personne du duc Charles, dont la femme, après la mort survenue de son père le staroste de Nowe Miasto, a écrit au grand chancelier de la couronne, prince Lubomirski, mari de sa tante, en le suppliant de lui accorder sa protection et lui envoyant des copies de tous les documents relatifs à son mariage, savoir : celle du contrat de mariage, du certificat de mariage, du perm's du curé, et enfin celle du permis de l'évêque. Toutes ces copies ont été envoyées ici, ce dont on instruisit le duc, auquel on a expédié un courrier, en lui

faisant comprendre que cet acte ne peut plus demeurer secret. Aussi faudrait-il en instruire le père (le roi) avant qu'il l'apprenne d'autre part. On a expédié également un courrier à Madame, pour qu'elle n'eût pas l'idée de venir ici, et l'engager à ne pas trop ébruiter ce mariage, car elle peut être cause du malheur de son mari ainsi que du sien propre. D'ailleurs, le temps nous fera voir ce qui va advenir de tout cela.

Nous ignorons quelles furent, après la perte de la Courlande et la mort d'Auguste III, les dispositions du duc Charles à l'égard de sa femme ; mais nous la voyons longtemps encore vivre à l'aventure en quelque sorte, tantôt au couvent des filles du Très-Saint Sacrement à Varsovie, tantôt à celui des Franciscaines à Cracovie, à Czenstochow ou à Oppeln ; et au milieu de cette existence nomade, elle n'avait de bonheur que lorsque son mari, inconstant dans son inconstance même, revenait auprès d'elle.

Le roi Auguste III étant mort à Dresde, les princes Lubomirski, parents de Francoise, employèrent l'influence de l'impératrice Marie-Thérèse, qui amena le duc Charles à écrire à sa femme une lettre pleine de tendresse, dans laquelle,

après lui avoir demandé le pardon des fautes passées, il l'invitait à venir le rejoindre à Dresde, où il promettait de la faire reconnaître pour son épouse. Elle se rendit aussitôt à cette invitation ; mais l'électeur lui refusa la qualité de princesse royale et ne lui permit d'habiter ses États qu'à la condition expresse de garder le plus strict incognito. Quoique profondément blessée, elle accepta cette condition et demeura auprès de son mari, habitant Dresde qu Elsterwerda. Bien des années après son mariage, le 7 décembre 1779, elle mit au monde une fille à laquelle on donna le nom de Marie-Christine-Albertine-Caroline.

Malgré l'immense fortune qu'elle tenait de sa famille, malgré la donation de la magnifique terre de Lanckorona, que lui fit l'impératrice Marie-Thérèse, Françoise était presque toujours gênée et manquait souvent de nécessaire, tant elle avait le cœur généreux et la main prompte aux libéralités. Aussi, abandonnée de tous les siens, ne cessa-t-elle d'être entourée des sympathies de la nation. La Diète de 1776 lui assigna une pension viagère considérable et la reconnut pour la femme légitime du prince royal et duc de Courlande (*Volumina legum*, tome VIII, page 897). Elle

mourut en 1796. Marie, sa fille unique, épousa, le 28 octobre 1797, le duc Charles-Emmanuel de Savoie. Elle fut la mère de Charles-Albert, roi de Sardaigne. Veuve de son auguste époux, cette princesse épousa plus tard le duc de Montléart, et mourut à Paris en 1851.





II

LE duc Charles fut le seul parmi tous les ducs de Courlande qui usa réellement du droit de siéger au Sénat de la république de Pologne et de voter dans les affaires de l'État. Les ducs de Courlande ses prédécesseurs, ainsi que les anciens ducs de Prusse, quoique jouissant du même droit, ne furent point admis à assister aux conférences, n'appartenant pas à la religion catholique. Le duc Charles, en sa qualité de prince royal et de prince catholique, prenait une part active aux affaires de la république, et il est

avéré qu'aucun duc de Courlande, à l'exception de Jean-Ernest Biron, dont le règne fut si court, n'avait pris plus d'activité dans les affaires politiques du duché. Son activité politique fut l'objet de travaux fort consciencieux de deux historiens courlandais, Charles-Guillaume de Cruse et de Richter. Nous y renvoyons ceux de nos lecteurs qui voudraient leur emprunter des renseignements plus détaillés.

A peine arrivé à Mitau, le duc Charles consacra immédiatement ses soins aux affaires. Son premier acte fut de réviser soigneusement le traité conclu par M. de Mirbach avec la noblesse du duché, traité qu'il refusa de sanctionner. La diète, convoquée pour le 16 août 1759, fut peu nombreuse, et se trouva, dès son ouverture, blessée par la présence dans son sein du conseiller Ziegenhorn, que le duc avait adjoint aux grands conseillers de l'État. Bien que plein de mérite, il se trouvait être d'extraction bourgeoise; or, si les statuts de 1617 n'avaient pas exclu les bourgeois de pareilles charges, la noblesse jouissait d'une certaine préférence à cet égard. Aussi la diète, présidée par le maréchal de Koschkul, se refusa-t-elle obstinément à reconnaître Ziegenhorn pour conseiller

ducal. Enfin la diète, convoquée pour la révision du traité de Mirbach par le duc, fut dissoute le 5 septembre et prorogée au 1^{er} octobre, jusqu'à ce qu'on eût reçu de nouvelles instructions. Le duc déclara en même temps qu'il était prêt à signer les lettres réversales pour le maintien des privilèges de la noblesse et d'écouter les demandes des États avant la prestation du serment de fidélité, mais qu'il ne désirait pas la remettre au delà du 5 novembre. Lorsque la diète se rassembla de nouveau, les représentants de cinq paroisses ne parurent point. Les députés présents proposèrent un nouveau projet de lettres réversales et adoptèrent néanmoins celui du duc, qui différait peu du leur, non point à titre d'ultimatum, ce qui eût été contraire aux lois fondamentales d'un État libre, mais comme un amendement justifié par des motifs d'urgence. Furent exclues des lettres réversales toutes les restrictions demandées par la noblesse à l'égard des catholiques, comme leur exclusion des charges de l'État, l'interdiction de l'enterrement public et le renvoi des jésuites. Conformément aux dispositions antérieures, on n'accorda aux catholiques qu'un nombre restreint de charges ; on ôta à leurs églises le droit d'asile,

à l'évêque de Livonie le droit de compétence sur le clergé catholique de la Courlande, et le retour des jésuites aussi bien que l'entrée de tout autre ordre religieux furent interdits. Les possessions héréditaires et hypothétiques de la noblesse furent confirmées ainsi que le privilège exclusif pour les arendes, les charges et les biens ducaux. Toutes les autres concessions sollicitées par la noblesse ne furent point prises en considération, non plus que les engagements, compris dans le projet présenté par les États, de faire participer la noblesse à toutes les affaires publiques et de n'accorder de charges qu'à des nobles exclusivement (25 octob. 1759) (1).

La cérémonie de la prestation du serment eut lieu le 5 novembre, aussitôt qu'on eut reçu la nouvelle de la confirmation royale des lettres réversales, après quoi la diète continua de siéger. L'examen des plaintes portées devant elle dut être remis à la diète fixée pour l'été prochain (2). En attendant, on s'occupa de diverses dispositions

(1) Ziegenhorn. Christoph.-Georg., Staatsrecht, der Herzogthümer Curland und Semgallen. *Königsberg*, 1772. — Nos 355-356.

(2) Prorogation de la diète, 26 novembre 1759.

concernant pour la plupart les lois sur la chasse, dont plusieurs furent promulguées sans être revêtues de la signature des grands conseillers de la régence, ainsi que d'autres lois, par exemple celles concernant les juifs et la monnaie, sans que la diète en eût délibéré au préalable (1). Sur ces entrefaites parut une ordonnance royale favorable aux vues du duc, confirmant la nomination du conseiller Ziegenhorn et concluant en général à l'admission des bourgeois aux charges des conseillers du gouvernement. Ces derniers furent même mis à l'égal des grands conseillers, et il fut en outre décidé qu'un voyage du duc, de peu de durée et sans changement de résidence, ne serait point taxé d'absence, impliquant la nécessité d'une régence (12 mai 1760) (2).

La diète de 1760 n'ayant abouti à aucune conclusion, fut dissoute; plusieurs députés, entre autres Frédéric de Heyking, se retirèrent pour ne pas assister à la prestation du serment et pour continuer les délibérations. Ce même Heyking et

(1) Johann Christoph Schwartz *Volständige Bibliothek Kurländischer Straatschriften. Mitau, 1799. — N° 100.*

(2) Ziegenhorn, n° 357.

Georges de Plettenberg furent délégués pour porter plainte contre le duc. Ils attaquaient même les lettres réversales dans leur pétition présentée à la diète, comme extorquées par la force, et les déclaraient nulles, se fondant sur ce que plusieurs députés avaient dépassé leurs instructions (1). Ils excitèrent par là tant de troubles que l'Impératrice de Russie jugea nécessaire d'ajouter à la circulaire conciliatrice du duc Charles une déclaration de sa part qu'elle n'était rien moins qu'indifférente à ces discordes et qu'elle conseillait aux délégués d'y mettre fin dans leur propre intérêt. Cette déclaration fut non-seulement remise avec de vives remontrances par l'ambassadeur russe, M. de Simolin, au conseiller privé de Mirbach, l'un des chefs des mécontents, irrité d'avoir été frustré des biens de Rutzau, et qu'on avait essayé en vain d'indemniser en lui donnant l'ordre de Saint-Alexandre Newsky, mais de plus elle fut envoyée dans toutes les paroisses (2). La diète alléguait de

(1) Schwartz, n° 100.

(2) *Archives de l'État de Courlande*, t. VIII, in-4°, p. 167. — *Lettre de M. de Simolin à M. de Mirbach*, du 14 août 1761, — et *Lettre d'un gentilhomme courlandais à un ami*, du 29 août 1765.

son côté la convention ducale et les statuts en vigueur, et déclara n'avoir pu encore s'entendre avec le duc (1). La scission ne discontinua pas; à la tête du parti du duc Charles se trouvait le grand maître du duché, Othon Christophe von der Howen, ministre de cabinet royal et électoral, personnage intermédiaire entre le père et le fils. A lui se joignirent les familles de Mirbach, Heyking, Brincken, Schöppingk et Nolde, tandis que les Medem, Sacken, Kloppmann, Keyserlingk, Sass, Schröder, Franck, formaient l'opposition et tâchaient d'entretenir des relations avec le duc Biron, ne fût-ce que par des félicitations à l'occasion du nouvel an et de sa fête (2). M. Ewald de Kloppmann, qui fut plus tard grand maréchal de la cour, fit paraître à Londres, en 1761, une brochure dans laquelle il déclara que la Courlande étant un État électif, les lettres réversales du duc avaient été inutiles, et qu'il eût suffi d'un traité réciproque entre le duc et les États; que le duc

(1) Note de M. Simolin, du 9 septembre 1761. — Réponse du maréchal de la diète von Klopmann, du 11 septembre, et celle du député von Heyking, du 16 septembre. — *Schwartz*, nos 103-104.

(2) Carl Wilhelm Cruse. *Curland unter den Herzögen Q. Baude*. — *Mitau*, 1833-37, t. II, p. 71.

Charles était obligé de reconnaître l'acte de Mirbach, et que le serment de fidélité qui lui avait été prêté n'était pas obligatoire du vivant de Biron, duc légitime de Courlande. Charles trouva un appui dans l'ordre des francs-maçons, qui s'était établi depuis quelques années en Courlande. Le 13/24 juin une loge fut ouverte à Mittau, fondée par le duc de Brünswick-Wolfenbüttel, un des chefs de l'ordre, qui comptait déjà à cette époque (13/24 juin 1763), quatre-vingt-quinze membres. Leur activité ne se bornait pas seulement à soigner les pauvres, ils travaillaient encore à améliorer le choix des maîtres d'écoles et des membres du clergé, ainsi qu'à protéger les paysans contre les propriétaires et à réprimer leurs abus et leurs actes arbitraires, ce qui, dans l'espace de six ans, fut mis en pratique à l'égard de cinq propriétaires, et plus tard envers beaucoup d'autres. Le duc Charles était non-seulement franc-maçon, mais il fut élu en 1765 grand-maître de toutes les loges existant en Pologne, en Courlande et en Russie. Il ne l'était pas que de nom : la révision de la comptabilité de la loge de Mitau démontre que parmi les dix-huit élèves pris dans la noblesse et les vingt-six élèves appartenant à la bourgeoisie,

que l'ordre faisait élever, il y en avait quatre que le duc élevait à ses propres frais. On sait en outre qu'il promit d'allouer sur sa fortune particulière des fonds aux écoles de Goldingen et de Mittau, et de fonder un gymnase dans cette dernière ville (1).

L'amnistie accordée par l'impératrice Élisabeth aux exilés politiques, et surtout l'avènement au trône de Pierre III, le 25 décembre 1761 (5 janvier 1762), relevèrent les espérances de l'opposition. Pierre III reconnut immédiatement Biron, dès son retour à Pétersbourg, duc de Courlande, et entra en négociations avec lui pour la cession de ses droits au duc Georges - Louis de Holstein - Gottorp. Cela n'entraîna pas dans les vues de Biron, qui demandait à quitter l'empire avant de se prononcer sur ce sujet. Le délégué de la noblesse de Courlande, le chambellan Dietrich von Heyking, antagoniste du duc Charles, donna une déclaration évasive, bien que le czar s'engageât à maintenir la constitution primitive et la préséance de la confession évangélique. Le duc Ernest Biron, affaibli par l'âge et des infirmités,

(1) Cruse, t. II, p. 82.

céda aux instances du czar. L'acte de cession fut rédigé, et il n'y manquait plus que la signature du duc Pierre, son héritier, qui la refusait. Une ambassade envoyée par le duc Charles à Pétersbourg n'eut aucun succès. L'ambassadeur russe à Mittau reçut au contraire l'ordre de mettre de rechef arrêt sur les apanages ducaux et de retirer les revenus au duc Charles, attendu que le czar ne le reconnaissait pas pour duc légitime. Les grands conseillers, fort embarrassés, s'adressèrent au roi, qui leur ordonna de ne point faire intervenir les puissances étrangères dans les affaires de Courlande et de les renvoyer à lui (13 juillet 1762) (1).

La position du duc Charles était d'autant plus périlleuse que la diète du 1^{er} février 1762 avait exigé de lui de faire élever ses enfants mâles dans la confession luthérienne, ce dont il n'avait point été question dans les lettres réversales. La loi fondamentale, dans un sens contraire, confirmée par le roi, n'était même pas restée incontestée. Les instructions des députés exigeaient : les unes le remaniement des lois fondamentales, les autres la

(1) Rescrit royal du 13 juillet 1761. — *Collection courlandaise*, à la bibliothèque de Riga. Vol. II, in-folio.

conclusion d'une autre convention ou bien d'un acte de compromis. Contrairement à la volonté du duc et malgré la tentative d'un arrangement de la part des grands conseillers, lesquels, en leur qualité de frères aînés, se rassemblaient souvent pour délibérer, la noblesse choisit, pour porter à Pierre III des félicitations à l'occasion de son avènement au trône, entre autres députés, le même Heyking, qui n'avait jamais prêté serment au duc, sans que celui-ci eût osé entreprendre quoi que ce fût contre lui ou contre ses collègues. En vue de l'attitude ouvertement hostile de la diète, le duc Charles, pour sortir de son embarrassante position, eut recours au seul moyen qui lui restât, c'est-à-dire de proroger la diète jusqu'à l'année suivante. Avant son départ pour Pétersbourg, Heyking protesta contre cette mesure en déclarant que ses commettants ne s'étaient décidés à faire partie de la diète que dans l'espoir de voir conclure une nouvelle convention, mais qu'il voyait avec peine que le pays était livré à un état de choses incompatible avec les prérogatives d'une *nation libre* et gouvernée sans aucune garantie de la part du duc souverain. Il est vrai que le parti du duc tenta une contre-protestation en fa-

veur des lettres réversales⁽¹⁾; sa proposition de proroger la diète fut acceptée, et l'abdication de Pierre III, survenue à cette époque, débarrassa le duc Charles de la concurrence menaçante du prince de Holstein. Sur ces entrefaites, le délégué à la cour de Russie Heyking usa de tous les moyens, malgré les protestations de ses collègues, pour desservir le duc Charles et nuire à ses intérêts ⁽²⁾. L'impératrice Catherine ne demandait d'abord que des quartiers d'hiver pour l'armée russe, qui rentrait dans le pays après le traité de paix conclu avec la Prusse. Le duc Charles éluda cette demande en alléguant la nécessité d'obtenir à cet effet l'agrément du roi. L'impératrice s'entendit avec Biron sur les conditions de sa réinstallation sur le trône ducal et engagea le roi Auguste III d'y coopérer de son côté, le duc Ernest Biron ayant recouvré toute sa liberté, ce qui écartait tout prétexte au maintien du duc Charles sur le trône ducal de Courlande. — 5 août 1762. — Biron se désista de toutes ses ré-

(1) *Collection courlandaise*, à la bibliothèque de Riga. Vol. III, in-fol., p. 169.

(2) Rescrit royal du 13 juillet 1762 et *Lettre d'un gentilhomme courlandais*.

clamations contre la Russie, et l'Impératrice renonça à son tour à toutes celles qu'elle pouvait élever contre lui au sujet des biens obtenus par lui de l'Impératrice Anne, et fit lever le séquestre mis sur les biens du duc Ernest (1). En vain le roi faisait-il valoir l'investiture octroyée à son fils en forme légale, déclarant que lui et la république étaient seuls juges compétents à prononcer sur la validité des prétentions du duc Ernest. La cour de Russie répondit que l'investiture du duc Charles était une violation patente de la constitution de Pologne, garantie en 1716 par Pierre I^{er}, étant l'œuvre d'un sénatus-consulte, et non la conséquence d'une décision de la diète. Le fait de la présence en Courlande d'un prince polonais de la maison de Saxe, qui ne pouvait rien moins qu'être favorable aux vues de la Russie et qui impliquait même l'éventualité de l'incorporation du duché au royaume de Pologne, si ce prince venait à succéder à son père, corrobora considérablement les arguments mis en avant par la Russie au sujet de Biron, qu'elle déclarait injustement destitué et

(1) Actes impériaux russes de donation et de rénovation du 4 août 1762.

sans arrêt légal (1). Comme ces mêmes circonstances devaient rendre les Polonais d'autant plus favorables aux intérêts du duc Charles, il en résulta que la réponse faite à la note présentée par le comte Keyserlingk fut si péremptoire que ce ministre fut obligé de demander la radiation de quelques expressions, ce qu'il obtint en effet (2).

Sur ces entrefaites, le duc Ernest était accouru à Riga et sollicitait auprès du roi sa réintégration. La diète se rassembla le 5 août 1762 ; mais comme sur vingt-sept assemblées paroissiales plus des deux tiers, c'est-à-dire dix-neuf, se déclarèrent contre le duc Charles, la diète dut être prorogée sur la demande du duc Ernest, sans que celui-ci entrât autrement en rapport avec son adversaire. Le ministre russe, M. de Simolin, engagea la noblesse à obéir au duc Ernest, en déclarant que sa souveraine était prête à l'appuyer et à maintenir les droits et les privilèges de la Courlande et à n'y faire entrer aucun changement au préjudice de leurs droits. Déjà, au mois de septembre, une

(1) Exposé des motifs de S. M. I. de toutes les Russies dans la *Collection courlandaise*, à la bibliothèque de Riga. Vol. II.

(2) Correspondance du vice-chancelier de la couronne avec le comte de Keyserlingk, des 9, 10 et 12 janvier 1763.

partie de la garnison de Riga était entrée à Mitau (1). En vain le roi fit appel à la fidélité et à l'obéissance de la noblesse (18/27 janvier 1763), en vain s'adressa-t-il à l'Impératrice le 9 janvier 1763; le chambellan Borch, qui était porteur d'une lettre du roi à Moscou, essuya un refus, et, comme il y prolongeait son séjour afin de continuer à veiller aux intérêts du duc Charles, il reçut l'ordre de quitter la résidence impériale dans les vingt-quatre heures, au risque d'être renvoyé à la frontière sous escorte (avril 1763) (2). Le 10 janvier, le duc Biron parut à Mitau, annonça par une circulaire sa réintégration dans les États de Courlande, due à la grâce et à la générosité de l'Impératrice, et convoqua la noblesse pour le 10 février. Douze jours après il y reparut avec toute sa famille, à laquelle Simolin avait fait préparer, de la part de la municipalité de la ville, une réception solennelle, sous peine d'une exécution militaire (3). Le même jour, Simolin engagea les

(1) Manifeste du duc Charles du 22 avril 1763, *Collection des Archives courlandaises*, à la bibliothèque de Riga. Vol. II.

(2) Circulaire de M. de Borch au Corps diplomatique, à Moscou, du 11 avril 1763, et une Circulaire, en réponse à la précédente, du Cabinet russe.

(3) Manifeste du duc Charles du 22 avril 1763.

grands conseillers à lui remettre la direction des affaires ; et comme ils lui alléguèrent, à lui ainsi qu'aux autres délégués de la noblesse, qu'ils attendaient les ordres du roi, toute l'assemblée de la noblesse se rendit le 24 janvier 1763 à la maison du grand maître de la couronne, Howen, en lui renouvelant la même demande, sur quoi les grands conseillers se décidèrent à céder à la force et à remettre leurs pouvoirs à Simolin (26 janvier 1763) (1). Simolin réussit à obtenir du clergé de substituer dans les prières le nom du duc Ernest à celui du duc Charles. Bien qu'il ne restât à celui-ci que le seul palais ducal qu'il occupait, ainsi que plusieurs maisons avoisinantes cernées également par les piquets russes, et quoique le gouverneur général de la Livonie, comte Browne, l'engageât dans une audience privée (le 12 février), au nom de l'Impératrice, à quitter la ville et le pays, il s'y refusa cependant avec fermeté, en déclarant qu'il ne le ferait avant d'avoir reçu les ordres du roi et la décision du sénat de la république, convoqué à cet effet. Les délégués du roi,

(1) Protestation des premiers conseillers faite chez le notaire Werner le 26 janvier 1763, *Coll. courl.*, à la biblioth. de Riga. Vol. VIII.

le palatin comte Plater et le castellan Lipski n'eurent aucun succès. Les seigneurs que Lipski fit inviter ne se rendirent pas à son invitation ; les proclamations qu'il fit répandre (1) et que le parti contraire trouva outrageantes, ainsi que les placards qu'il fit afficher aux portes des églises, furent arrachés par ordre de Simolin, et sa protestation, portée jusque dans la salle des conférences de la noblesse, n'eut aucun résultat favorable. Le duc Ernest avait, de son côté, convoqué la noblesse ; sa circulaire était accompagnée d'une déclaration du ministre russe, dans laquelle celui-ci annonçait qu'il venait d'être accrédité en qualité de ministre plénipotentiaire de l'Impératrice auprès du duc Ernest, en y faisant en même temps prévoir la disgrâce impériale à tous ceux qui se refuseraient dorénavant à prendre part aux assemblées paroissiales. Les fermiers des domaines ducaux qui n'avaient pas obéi aux dispositions du séquestre furent sévèrement punis, et l'on retira même à quelques-uns leur droit de fermage. A la conférence du 21 février, un ma-

(1) *Mémoire sur les affaires de Courlande*, de Battel, dans l'intérêt du duc Charles, *Coll. courl.* Vol. II. — Manifeste de la noblesse des 21 et 28 février 1763.

nifeste fut signé par les grands conseillers, ainsi que par cent trente-neuf autres seigneurs, dans lequel ils proclamèrent le duc Ernest leur souverain légitime, destitué précédemment contre toute justice, et déclarèrent en même temps le duc Charles, prince catholique et qui leur avait été imposé par la seule décision du Sénat, déchu de ses droits (1).

Il est vrai que M. Guillaume de Heyking essaya de démontrer, dans un écrit rédigé par lui, que la religion catholique du prince n'était nullement un obstacle valide pour sa destitution; que de pareils cas étaient prévus par la loi fondamentale de l'État (2). Quant à la forme de l'investiture, il est vrai que la constitution de l'État de 1607 obligeait le roi de ne disposer des duchés (Prusse et Courlande) qu'avec l'agrément de la diète; mais Auguste III avait été autorisé par la diète de l'année 1736 à nommer un duc de Courlande de son propre gré, ce que les partisans du duc Charles invoquaient en sa faveur (3). Quant à Biron, ni

(1) *Coll. courlandaise*, vol. III, p. 172.

(2) *Coll. courl.*, vol. II.

(3) Note de M. de Lipski à M. de Simolin.

son séjour à Pétersbourg, ni son investiture octroyée par procuration, ni son élévation à la régence de l'empire russe, ne purent lui être imputés comme vices de forme, parce que, quant à la première, il y a été formellement autorisé, et, quant à la seconde, le roi l'en fit complimenter par un ambassadeur extraordinaire, et, de plus, que de fois depuis sa chute, la Courlande et la Pologne ne l'ont-elles pas reconnu pour duc et demandé sa liberté. Les droits des deux prétendants étaient devenus alors l'objet d'une polémique dont les arguments de part et d'autre ont été déjà suffisamment établis (1). Au sein du sénat de Pologne, plusieurs sénateurs, même de ceux qui avaient voté précédemment pour le prince Charles, se déclarèrent maintenant pour Biron. Parmi les plus véhéments fut le prince Czartoryjski, grand chancelier de Lithuanie, qui déjà en 1758 s'était ouvertement déclaré en faveur de Biron. Malgré cela, le sénatus-consulte du 7 mars 1763 avait lancé un mandat d'amener contre le duc Biron et ses partisans, et demandait

(1) *Sénatus-consulte* du 25 août 1850, — et *Lettre* du roi Auguste à l'impératrice Élisabeth, de la même année.

l'éloignement des troupes étrangères des provinces vassales de la couronne. Ces mesures ne pouvaient avoir aucune portée en vue de l'animosité manifeste de la plupart des Courlandais contre le duc Charles, et surtout en présence des troupes russes. Le duc Ernest repoussa cette sommation par un manifeste du 11 mai. Le duc Charles se décida enfin à quitter Mitau le 27 avril; mais en quittant la Courlande, il y laissa un parti considérable qui, dans la suite, suscita à son compétiteur bien des soucis et des embarras.



LETTRES

DU

DUC CHARLES DE COURLANDE



LETTRES

ADRESSÉES A M. DE ZABIELLO

GÉNÉRAL MAJOR ET CHAMBELLAN

DE S. M. LE ROI DE POLOGNE

I

Mitau, ce 25 janvier 1762.

MONSIEUR,

QUOIQUE je sois plus que persuadé de votre attachement et des vœux sinceres que vous faites constamment pour tout ce qui me concerne, l'attention cependant que vous avez bien voulu avoir à me les renouveler à l'occasion du nouvel an m'est un témoignage de plus de votre chere amitié. Je vous en suis infiniment obligé, et souhaite reciproque-

ment que tous vos desirs puissent s'accomplir dans le cours de cette année; et si de mon côté je pourrai y contribuer, comptez que c'est avec la plus grande satisfaction, que j'y concourrai de tout mon possible. Vous avez sans doute appris la mort de l'Impératrice de Russie, et vous en infererez aisément combien cet événement me doit être sensible, ayant perdu en elle une Grande Bienfaitrice à laquelle je pouvois recourir dans mes propres affaires, ainsi que pour rendre quelque service aux autres. Ce n'étoit aussi qu'en vertu des mêmes dispositions que je me suis intéressé pour Monsieur le Chambellan votre Cousin, mais vous voyez à présent comment le destin vient d'en disposer autrement, à notre commun regrêt. Aussitôt que je pourrai achever la Diète d'ici, dont la reassomption est au 1^{er} Fevrier prochain, je tacherai de me rendre incessamment à Varsovie. Partout où je puisse être je saisirai chaque occasion qui se présentera pour vous prouver que je suis avec une inalterable et très parfaite estime, Monsieur mon cher Comte, votre très affectionné ami,

CHARLES.

Varsovie, ce 21 avril 1762.

MONSIEUR,

Les attentions que vous m'avez bien voulu marquer par votre lettre du 7 du courant à me souhaiter les bonnes fêtes de Pâques m'ont fait autant de plaisir que j'en sens toutes les fois que j'apprens que vous vous ressouvenés de moi ; je vous en suis infiniment obligé, et souhaite pareillement que vous les ayez passé en parfaite santé, car ici aussi bien qu'en Courlande il y a eû peu de gens qui n'ayent pas souffert de la maladie qui a presque partout régné.

Ce que vous souhaitez de savoir des suites que la mort de l'Impératrice de Russie a produites n'est pas encore assés au claire ; les apparences de tout ce que le nouvel Empereur fait et a envie de faire ne sont rien moins que flatteuses tant en general pour les Cours de l'ancienne Alliance que pour mes intérêts en particulier. Il semble qu'il voudroit enlever sa maison d'Hols-
tein à quelque prix que ce fut ; et comme je ne me trouve pas en état de lui opposer une centaine de milliers d'avocats pour plaider, quelque juste que soit ma cause, s'il bannit la bonne foi de tout traité que ses prédécesseurs ont conclu, je ne répons pas que la République ne se ressente un jour des evenemens que

nous avons sujet de prévoir et d'apprehender aujourd'hui. Je n'ai pas manqué de faire des insinuations touchant une starostie pour vous, mais quelques sortes qu'elles puissent être, elles ne seront jamais si efficaces que lorsque l'on y peut veiller sois même en tems et occations propres pour l'accomplissement de vos souhaits. En attendant je souhaite que vous vous portiés bien, et vous prie d'être persuadé de l'inalterable et plus parfaite Estime avec la quelle je suis, etc., etc.

III

Mitau, ce 13 septembre 1762.

MONSIEUR,

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez fait le plaisir, de m'écrire de Horynka du 24 du passé, et y ai vû avec toute la satisfaction imaginable la continuation des mêmes sentimens que je vous ai toujours connus par la part que vous prenez a tout ce qui me regarde. — Depuis que le gouvernement a changé en Russie avec la détronisation de Pierre III, qui est-ce qui n'auroit pas crû que je düsse me promettre un avenir plus doux sous celui de l'Imperatrice d'aujourd'hui ? Mais comme je ne doute nullement que vous en

ayez déjà appris tout le contraire par la voye publique, je vous en épargne la repetition. — Dans cette, cependant, situation de mes affaire, comme toute la République ne sauroit que prendre ombrage sur les démarches déplacées de la Cour de Russie, parce qu'elles attaquent directement les droits incontestables du Roi, de la Patrie, et les miens, dont vous connoissez toute la solidité et l'autenticité, j'ai lieu de me flatter que vous tacherez de concourir à en détourner toutes les suites fâcheuses par tout ce qui sera en votre pouvoir, tant par vous même que par vos amis ; et comptez, en revanche, que je ne laisserai échapper aucune occasion de vous convaincre du cas que je fais de votre chere personne, et combien je désire, mon cher Comte, de m'attacher votre amitié par la plus parfaite et inalterable estime, avec laquelle je suis et serai à jamais, etc., etc.

IV

Mitau, ce 29 novembre 1762.

MONSIEUR,

Sacchant parfaitement bien, que vos merites envers Sa Majesté le Roi et toute la Republique n'ont plus besoin ni de recommandation, ni d'appui pour quelque

sollicitation que vous vous presentiez, je n'aurois plus osé d'en faire le moindre souvenir tant auprès de Sa Majesté le Roi qu'envers Mons^r le Comte de Brühl; mais comme vous paroissiez de souhaiter que je fisse quelque mention pour obtenir une bonne starostie, je vous aime, et vous estime trop pour différer un instant à m'employer pour vous, dans toute occasion dans laquelle je puis vous être utile. J'ai fait pour cet effet l'incluse pour M^r le Premier-Ministre, et que vous aurez la bonté de lui remettre, dès que vous la trouverez conforme à vos désirs. — Indépendamment de cet objet, je m'étois proposé de vous écrire au sujet de la présente situation de mes affaires, pour que, la résolution prise en Cour, vous eussiez la bonté d'y contribuer autant qu'il dépendra de vous, et comptez du reste sur la vive reconnoissance que je vous aurai de tout ce que vous avez fait et ferez encore pour moi, et soyez persuadé de l'inalterable et la plus parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

V

Mitau, ce 15 février 1763.

MONSIEUR,

Je ne saurois vous exprimer la joie que je ressens de votre approche, et moins encore l'impatience avec la-

quelle j'attends votre arrivée en cette Ville. Si M^r Simolin alloit s'oublier de vous empêcher d'entrer ici à force ouverte, ce seroit bien vous qui seriez le premier exemple, depuis que la Courlande est fief de la Pologne. Mais vous ne savés pas les manigances de cet homme : il en a fait autant à M^r le Castellan, votre Colleague, ainsi qu'à M^r le Chambellan de Livonie Borch, et cependant, non seulement, ils sont entrés à Mitau, mais le dernier à même passé Riga sans le moindre obstacle, dont neanmoins Simolin avoit fait faire ici tant de fracas. Il est impossible qu'il puisse avoir des ordres de sa Cour pour empêcher un Sénateur d'entrer ici, mais il fait tout cela pour faire sa cour à Biron. C'est pourquoi, mon cher Comte, je vous prie de n'y faire aucune attention, et, sans répondre à la petite sentinelle qui est devant la porte, de suivre tout droit les deux palfréniers que j'envoie à vos devants. Il me tarde déjà de vous pouvoir embrasser, et vous assurer de bouche de l'inviolable plus parfaite estime avec la quelle je suis, etc., etc.

VI

Mitau, ce 6 décembre 1762.

MONSIEUR,

Comme vous me marquez dans votre lettre que l'ancienne mode de boire à excès est tellement de nouveau

introduite, qu'aucun diné ne se passe sans que l'hôte et les convives n'aient une pleine dose et ressemblent au Général Delachinal tel qu'il étoit au 5 novbr. 1759, je vous avoue que je suis bien charmé que je ne me trouve pas a ces Dinés, car la bonne compagnie m'engage facilement à ces debauches, et avec l'état présent de ma santé, où je n'ose boire deux verres de Vin sans que les douleurs hemoroïdales ne se fassent sentir, je serais crevé au deuxième diner. — Je suis fâché que le pauvre Ambassadeur de France se soit adressé durant le bal masqué à la petite Dars, et que tant de soins et caresses aient été inutiles. Il ne sera pas content des beautés de la Pologne, puisqu'il a toujours le malheur de s'adresser où il ne réussit pas. — Je plains pareillement le pauvre Pal. de Smolensk de ce que le chagrin d'avoir reçu un affront d'une comédienne ait assez de pouvoir sur lui que de le rendre malade ; mais pourquoi aussi ces deux figures a Calot se mellent-elles de vouloir faire les amoureux ? Je vous avoue cependant que j'ai ri comme un fou, lisant l'aventure de ce vieillard avec M^e Druene, et il me paroissoit de le voir dans cet instant, masqué en Ramoneur de Cheminées, ainsi qu'il a été souvent à la Redoute à Varsovie, ce masque étant très-propre pour sa fine taille. Voici la première, mais aussi la seule nouvelle bien intéressante que je puisse vous mander d'ici :

Patapuff (Nicolas Korf) va bientôt prendre femme, mais quelle femme ! la plus jolie personne de toute la Courlande, la petite Liserle Grott-Hausen. Plaignez, oui, plaignez bien cette pauvre créature destinée à être

la compagne inséparable de ce grand animal. Quelle nuit ! Quel moment affreux quand elle sera obligée de soutenir les premières caresses de ce monstre ! Beaucoup de personnes craignent que le premier moment de plaisir qu'elle devrait avoir seroit le dernier de la vie, mais je n'ai pas cette crainte , puisque je crois qu'aucune fille n'en est encore morte ; mais j'apprehende que l'haleine*empestée de ce Patapuff n'infecte cette pauvre victime, ou que, s'oubliant dans l'excès de sa brutale passion, il ne creve de son long museau ces beaux yeux qui brillent avec tant d'éclat. Mes chasses sont pitoyables depuis quelque tems, ne consistant qu'en lievres ; mais ma meute est excellente et belle, et vous seriez enchanté si vous voyiez mes recrues de Rudel dont cependant sept couples ne pourront me servir que l'Automne prochaine. J'attends les deux chiens de M. le Lowczy votre frère, et je vous prie de faire presser leur départ de Czerwony Devor. Je suis et serai à jamais, avec la plus sincère amitié et parfait estime, etc., etc.

Faites , je vous prie, de ma part beaucoup d'assurances de mon amitié à M^r le Lowczy de Lith, s'il est encore à Varsovie.

VII

Mitau, ce 25 octobre 1762.

MONSIEUR,

J'ai reçu avec bien de plaisir votre chere lettre du 18 d. c. et vous suis très obligé de ce que vous y avés joint les manifestes en Polonois, quoique je les avois déjà traduits en François; mais les copies que vous m'en avés envoié m'étoient beaucoup plus agreables, pouvant mieux voir par ces derniers la force et solidité d'un chaqu'un.

Celui de Czartoryski ne contient selon moi qu'une pure haine contre le premier Ministre, qu'il lui porte depuis longtems et qu'il ne faut éclater que maintenant, puisque Sa Majesté le Roi n'a pas distribué les vacances selon leur bon plaisir, et que l'avancement du Pr. Radziwill au Pal. de Vilna est un grand obstacle pour eux en Lithuanie, surtout pour l'établissement des Tribunaux, et c'est ce qui les fache le plus. Celui du Comte de Bruhl me parroit très bien écrit avec solidité et en même tems bien de la moderation; je serois bien curieux de sçavoir qui l'a écrit. Je ne sçaurois vous nier que j'ai été scandalisé de la conduite que beaucoup ont tenu à cette occasion, mais de personne plus que de Branicki, qui s'est fermé par la toutes les portes aux graces du Roi au moment pour

ainsi dire qu'il alloit voir que S. M. le Roi le comble-
roit de bienfaits. C'est un grand fou, et malheureuse-
ment tout ce que je lui ai predit que sa grande liaison
avec les Czartoryski lui feroit un jour beaucoup de
tort se verifie. Entre ceux qui ont souscrit le Mani-
feste de Czartoryski, j'en ai trouvé encore un qui m'a
beaucoup étonné, c'est le nonce de Kowno, Chel-
chowski, etc., etc., etc.

VIII

Mitau, ce 28 février 1763.

MONSIEUR,

J'ai reçu avec bien du plaisir votre lettre du 21 d.
c., mais j'étois bien fâché d'apprendre que mes prières
pour que M^r le Lowczy et vous participiés aux vacances
après la mort de M^r le Podczaszy Massalski n'avoient
pas encore eu leur efect, et je suis bien de votre avis que
c'est une mauvaise politique de laisser augmenter le
nombre de pretendans à ces vacances. Comme mes af-
faires empirent ici journellement, je doute que je reste
plus longtems ici, et, me rendant alors sans m'arreter
à Varsovie, je serois plus à portée de pouvoir m'inte-
resser avec viguer pour mes amis, au nombre des

quels vous et M^r votre frère n'occupés assurément pas les dernières places. J'ai écrit aujourd'hui à M^r le grand Ecuier Troutfehlér pour qu'il vous donne Mortcher, Foerster et la Pie de Vietinghoff à monter quand vous les demanderez. Je finis en vous assurant de la plus sincère amitié et parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

Bien des compl. à Cettingen.





LETTRES
ADRESSÉES AU COMTE PLATER
PALATIN DE MSCISLAW

I

Czervony-Dwor, ce 1^{er} mai 1763.

MONSIEUR,

L'EXPRÈS que vous avez dépêché pour Vilna
étant venu pour me communiquer ce que l'on
y jugeoit de convenable relativement au sujet
de sa mission m'a fourni une trop belle occasion pour
le laisser partir sans ces lignes pour vous, pour vous
marquer qu'après avoir tout bien pesé, il a été chargé
de s'acquitter de sa Commission de papier. Comme il
vous pourra mettre au fait de tout, je vous en épargne
une repetition tout à fait inutile ici. Mais je ne saurois

me dispenser de vous faire bien de remerciemens du plaisir que vous m'avez fait en m'avertissant par M^r de Ryk de la maniere dont les Russes se mirent en possession de mon palais à Mitau, peu de momens après mon depart. Les chemins sont execrables dans toute la route ; vous en jugerez par vous-même, si vous considerez que, quelque diligence que j'aye apportée pour presser mon voïage, je n'ai pû atteindre Czerwony Dwor qu'avant hier vers le midi. Le Gen. La Chinal n'arriva qu'hier au soir, Le Pere Idzel ce matin avant midi seulement, et M^r le Drossard Schöpping lutte encore avec le vent, qui est extraordinairement fort, sans que je sache s'il arrivera aujourd'hui ici ou non. Du côté de Roginiany j'ai trouvé grand quantité de neige encore. Les inondations et le debordement de rivières près de Kowno sont si extraordinaires que l'on me persuade beaucoup d'attendre une couple de jours encore jusqu'à ce qu'ils ayent tant soit peu diminué ; cependant je compte de partir après demain d'ici, esperant que je pourrai passer ces eaux sans danger. Mes interets d'ailleurs étant inseparables de ceux de patrie, je n'ai pas besoin de vous les recomender, mais bien de vous prier de me conserver votre chere amitié et d'être persuadé de la sincerité de la mienne envers vous, ainsi que de la plus parfaite estime avec laquelle je suis, Monsieur mon cher Comte, votre très affectionné ami,

CHARLES.

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait le plaisir de m'écrire en commun en date des 29 d. p., par

la quelle j'ai appris que les Russes et S^r Simolin vous avoient déjà fait dormir deux nuits hors de la fabrique et que vous êtes obligé de vous transporter dans une autre maison, ce qui n'est pas une des moindres violences de la Russie, qui se mele présentement en tout des affaires de la Pologne, de ses provinces; j'espère que vous n'oublierez pas les protestations et manifestations nécessaires à ce sujet. Si Madame de Korf se trouve encore à Mitau, je vous prie de lui renouveler de ma part les assurances de ma vive reconnoissance pour toutes les marques de son amitié. Je vous suis bien obligé que vous m'avez envoyé le discours du Landhoffmeister, et vous prie de temoigner ma reconnoissance à Vitinghoff de ce qu'il vous l'a procuré et de ce qu'il se charge de vos lettres circulaires.

P. S. — L'affaire des citations au Tribunal aiant été bien pée, j'ai préféré d'en différer encore l'exécution par des raisons que je ne puis pas coucher cette fois-ci sur le papier. Je tâcherai cependant de faire *idem per diversa* pour intimider ceux de la noblesse qui voudroient se prêter à la convocation de Biron pour le 26 du courant en faisant insérer les noms des citandorum au Registre de l'actorat, ce que vous aurez grand soin de divulguer dès que vous en aurez la notice de M^r le grand Chambellan de Lituanie Mareschal du Tribunal, que j'ai prié de vous faire parvenir comme une vacanda.

II

Varsovie, ce 16 mai 1763.

MONSIEUR,

Je ne saurois Vous exprimer la sensibilité avec laquelle J'ai appris par vos lettres du 6 et du 9 d. c., tant le mal de gorge dont vous étiez attaqué que la continuation de l'énorme conduite que Biron tient à vos égards, ainsi que le refus que quelques Districts égarés ont fait d'accepter Vos lettres circulaires. Je suis cependant consolé de ce que dans Votre dernière vous ne vous plaignez plus de l'incommodité de gorge, et, quand au reste, ces nouvelles Me fâchent plus qu'elles ne surprennent, aiant été aisé d'être toutes prevües.

L'inhumanité de refuser des logemens aux troupes de la Republique, les excès d'assassinat non-poursuivis, sont tous de caracteres distinctifs d'un homme parvenu par de vils moyens, et qui n'a d'autres sentimens que ceux que des momens de boutade lui inspirent. Il est vrai que l'imprimé du Manifeste ne s'accorde pas avec l'original que vous avés entre vos mains, le changement en aiant été fait ici. Je vous prie de supprimer le dit original comme une piece qui n'est plus necesaire, car j'en deposerai un en Polonnois au Grod d'ici. Je suis charmé du temoignage que vous rendés au notre digne M. le Landhoffmeister, auquel J'écris aussi aujourd'hui

pour lui marquer Ma satisfaction. Mon discours et le sien paraîtra après-demain pour sûr, dont je ne manquerai pas de vous envoyer quelques exemplaires, et attendant que je puisse avoir soin pour les faire passer aux Gazettes d'Hollande. M. le Chambellan de Borch a écrit à son Epouse, qui est encore ici, qu'il va arriver incessamment à Varsovie, d'où je ne compte de partir que la dernière fête de Pentecôte. Pour les nouvelles d'ici, Je me rapporte à ce peu que J'en mande à M^r le Castellan. Je vous prie de me continuer toujours Votre chère amitié et d'être persuadé de la sincérité de la mienne, ainsi que de la très parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

III

Varsovie, ce 21 mai 1763.

MONSIEUR,

La poste de Lituanie ne m'ayant rien apporté de votre part, je n'est qu'à vous accuser la réception de votre lettre du 13 d. c. et de vous remercier de ce que vous m'y avez marqué au sujet de la convocation du District de Mitau et de sottes propositions dont on y a traité. Comme vous réussissez, mon cher Comte, à distribuer si bien les papiers destinés au publique, Je vous

prie instamment d'avoir le même soin pour les ci-jointes reponses au discours du grand Chancelier; elles pourront servir de preparatif pour la tenuë de la belle Diette Bironienne. J'y ajoute aussi les deux discours imprimés dont je vous ai parlé dans ma précédante. D'ici je n'ai rien à vous mander, si non que je viens de tomber d'une extremité dans l'autre, c'est à dire de l'extrême gêne de Mitau dans les divertissemens continuels. Les diners publics chez les uns et chez les autres sont d'ordinaire suivis de soupers, et la plûpart de ceux-ci finissent par un bal. Il n'y a qu'hier qu'il n'y a pas eu de Consert chez M^e Marschall de Biberstein. Je compte de partir d'ici le mercredi prochain, c'est à dire le lendemain des fêtes, et comme M^r le Primat m'a fait inviter à Skierniewice et qu'il n'y a que trois miles de détour, je dînerai ce jour-là chez lui. Les nouvelles de Dresde que je reçus ce matin du 16 d. c. confirment le plus parfait état de santé de Sa M. le Roi, et quoique le Comte de Brühl m'eût aussi écrit de sa propre main, il est cependant entre Un bon nombre de medecins encore. Les amis de Czartoryski cherchent à m'insinuer cette famille, et conseillent de les recevoir plus favorablement que n'étoit le premier accueil que je leur fis; j'ai fait sentir à mon tour à ces amis qu'il depend d'un chacun de m'avoir pour ami, et que je ne saurois que mépriser ouvertement mes ennemis ouverts. Je suis charmé d'apprendre que l'onction de vos persuasions ont effectué en M. le Staroste Korff, et surtout en le Grand Drossard de Sacken, à faire passer vos lettres circulaires. Continuez toujours de même, Messieurs, et esperons que le

ciel secondera vos efforts, dont je vous saurai toujours gré, et particulièrement à vous, mon cher Comte, des obligations renouvelées, pour vous convaincre de la vive reconnoissance que je vous en aurai, et de la plus parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

IV

• Dresde, ce 3 juin 1763.

MONSIEUR,

Je ne saurois vous exprimer la sensibilité avec laquelle j'ai appris, dans votre lettre du 20 du passé, le bon effet que votre séjour à Mitau fait sur les esprits timides ou égarés en Courlande. N'étant arrivé ici que le 28 d. p. et n'ayant pas encore tout ce qu'il me faut pour m'arranger en tout genre, je vous prierai de vous patienter aussi pour quelque tems, jusqu'à ce que je puisse trouver jour pour vous écrire au sujet de votre séjour ulterieur. Sa M. le Roi se porte, grace au Seigneur, parfaitement bien; on Lui conseille d'aller dans le courant du mois aux bains de Teplitz, mais le jour n'en est pas encore fixé. M^r le Premier Ministre se remet petit à petit, il essaye même de sortir tous les jours. Je suis au désespoir d'apprendre que la méchanceté va déjà jusqu'à défendre de l'eau et l'aire libre,

amples matieres pour la protestation que vous faites si bien de projetter en cas de votre départ; j'espere qu'elle contiendra bien toutes les violences qui se sont commises depuis le moment de mon départ, ou bien depuis celui que l'on s'est saisi du palais, dont le public doit absolument être exactement informé.

Vous pouvez assurer M^r le Chambellan de Plater, dès que vous en aurez l'occasion, que je manquerai d'écrire au sujet de sa sœur au Maréchal du Tribunal. En attendant, je vous prie de redoubler du soin pour aneantir la pseudo-Diete du 22 du courant, de me continuer votre chère amitié, et d'être persuadé de la sincérité de la mienne envers vous, ainsi que de la très parfaite estime avec la quelle je suis inviolablement, etc., etc.

V

Dresde, ce 13 juin 1763.

MONSIEUR,

Ayant attendu après vos nouvelles deux jours de poste consecutifs, je suis à la fois dedommagé par celles de votre chere lettre du 3 d. c. qui m'est parvenue hier au soir. Elle est toute interessante qu'il me semble de trouver du soulagement, dans la situation présente de mes affaires, de ce que ma fidele noblesse seconde si

bien vos vûes et vos soins. Marquez, je vous prie, la sensibilité avec laquelle j'apprenne que M^r le Drossard de Hahn ainsi que M^r le Baron Roenne signalent particulièrement leur zele et leur activité dans les circonstances présentes; assurez aussi, si vous en avez l'occasion, de ma satisfaction M^{rs} les Chambellans de Medem, de Sacken, de Kleist et M. de Schôge de Blackenfeld, de ce qu'ils donnent un si bon exemple de leur probité et de leur fermeté. Il est fort fâcheux pour M^{rs}. les Livoniens de ce qu'il se trouve parmi eux des ames venales et qui vont jusqu'à passer en Courlande pour jouer des Comedies fort ridicules. Je vous suis infiniment obligé de la belle lettre et énergique que vous avez envoyée au Pseudo-Maréchal Wettberg; si ce Gentilhomme et d'autres de la clique étoient susceptibles de quelque bon sentiment, ils embrasseroient bien sans hesiter l'avis que vous leur donnez par ces paroles : *præbetisque nobis blandam necessitatem*, etc. Quoiqu'il en soit, je suis extrêmement charmé de ce que le dessein de l'Usurpateur, au sujet de l'hommage pour le 22 d. c., paroisse vouloir échoûer; je sai à qui j'en dois l'effet, c'est votre présence qui encourage les bons et anime les autres, pour ne pas s'aveugler jusqu'à devenir solennellement parjures; je trouve que Biron a bien raison de souhaiter que Vous fussiez à cent miles de Mitau pour ne plus l'offusquer et pour ne point déranger l'exécution de ses projets et souhait; mais s'il a raison de penser de la sorte, j'en ai bien plus à vous prier et esperer que vous ne quitterez pas Mitau ni la Courlande tant qu'il y aura à craindre que cet homme

puisse parvenir à son but, come, par exemple, si la Pseudo - Dietine étoit limitée, pour que les Députés aillent chercher des instructions plus favorables pour lui; il pourroit bien arriver que, vous voiant partis, et les païs se croïant entierement abandonnés à la discretion de Biron et des Troupes Russes, ils s'aviseroient de se livrer aux desirs de Biron; c'est dont le ciel veuille préserver cette pauvre nation, qui n'a encore jamais été dans un cas pareil. Je vous conjure encore, mon cher Comte, de ne pas partir plutôt de Courlande que lorsque vous verrez qu'il n'y a plus de possibilité que les mal-intentionnés reussissent à preter l'hommage à l'usurpateur. Ne croyez pas au reste que je languis ici sans travailler pour remedier à mes affaires, elles m'occupent jour et nuit; mais si je ne confie ce que je fais à ce papier, étant même obligé d'user de la même reserve vis à vis de bien de gens qui sont ici avec moi.

Je suis fort en peine du coup que le Tribunal a porté à M^r votre cousin et tacherai par la premiere poste d'écrire et de faire écrire par d'autres tant au Palatin de Vilna qu'au Mareschal du Tribunal, du quel je ne me serois pas attendu qu'il useroit de rigueur envers mes amis quand même il auroit raison de favoriser les siens. Je souhaite au reste que vous vous portiez bien et que vous souffriez encore patiemment les désagréments moyennant lesquels Biron cherche à vous faire quitter le séjour de Mitau, persuadé que mon principal soin est et sera de m'acquitter des obligations que je vous ai, ainsi que de vous convaincre de la plus parfaite estime avec laquelle je suis et je serai inalterablement, etc., etc.

VI

Dresde, ce 16 juin 1763.

MONSIEUR,

J'ai eu le plaisir de recevoir par l'ordinaire d'hier votre obligéante lettre du 6 d. c. ainsi que la reponse y ajoutée au memoire des affaires de Courlande, qui vous a été remise de la part de Byron. Autant je vous sais, mon cher Comte, bon gré de la première et de son agreable contenû, autant Je me trouve scandalisé de l'autre; c'est une piece que je n'ai pû regarder sans me sentir saisi d'une juste indignation contre l'auteur d'un ouvrage si monstrueux, et vous vous êtes épargné une mortification de plus en ne la faisant que parcourir. Partant d'une mauvaise source et ne roulant que sur de faux principes, cette piece justificatoire ne peut qu'empirer la cause de Biron, quand mêmes ses prétentions étoient justes et équitables. Mais c'est là le sort ordinaire, quand on s'embarque à plaider une mauvaise cause, la fausseté des arguments que l'on est obligé de tirer par les cheveux pour l'appuyer, du moins en apparence, sautant tros aux yeux des lecteurs pour ne pas les distinguer d'avec de solides et de bien fondés.

Je suis fort fâché que l'on ne peut pas parvenir à tirer plus de connoissance de la soi disante diete qui se tient actuellement à Mietau. J'en suis cependant un peu

consolé par ce que vous me faites le plaisir de mander relativement aux assurances qui vous ont été données par plusieurs Députés, et que la Noblesse se refusera constamment à prêter hommage à l'usurpateur. Je sais trop combien Je suis redevable en ceci à vos soins et bons offices pour ne pas vous en avoir une juste obligation. Mais c'est aussi par les mêmes sentimens que je me vois engagé de Vous prier instamment, mon cher Comte, de prolonger autant que faire se pourra votre séjour à Mietau, votre precence et celle de votre digne Collegue y étant plus necessaires apresent que jamais. Car si les Bienintentionnés venoient à manquer, dans le cas present, de l'appuy et de l'assistance, je crains beaucoup que Biron, mettant à profit les moindres circonstances, ne trouvât moyen par ses intrigues et menaces de les contraindre, et que, se voyant pour ainsi dire abandonnés, ils ne pliassent à la fin sous ses procedures violentes. Me rapportant au reste à ce que J'ai eu le plaisir de vous marquer sur ce sujet dans ma derniere lettre, Je suis bien aise de Vous reiterer ici, Monsieur, que la reconnoissance que Je vous aurai de cette marque de votre attachement pour moi repondra entierement aux sentimens que Je vous porte à Vous et à toute votre maison.

Je vous suis bien obligé de la nouvelle que vous avés bien voulu me communiquer du passage de M^r l'Envoyé de Dannemarck par Mietau. J'ignore à la verité ce qui peut avoir été le sujet de sa visite ches Simolin; mais je sais bien que les ordres de sa Cour, à l'égard de Biron, sont tels, que quelque attaché qu'il puisse

être à la famille, il n'osera jamais porter si loin ses intrigues, que de le traiter de Duc à mon prejudice, n'ignorant pas la declaration si interessante que sa Cour a fait faire à Moscou en ma faveur. Voici, Monsieur, les copies des lettres que j'ai écrites conformément à vos desirs à M^r le Prince Radziwill dans l'affaire de M. votre Cousin. Je crois qu'elles sont suffisantes pour engager l'un et l'autre à satisfaire nos desirs, et si le succès en repond à mes intentions, ainsi que je m'en flatte, j'en aurai une satisfaction toute particulière, d'autant plus que rien ne m'est plus agreable, que d'avoir occasion de pouvoir vous prouver, mon cher comte, par des effets réels, les sentiments de la plus parfaite estime et consideration très distinguée, avec lesquels Je suis inalte-
rablement, etc., etc.

VII

Dresde, ce 23 juin 1763.

MONSIEUR,

C'est avec bien du plaisir que Je viens de recevoir par l'ordinaire de ce matin votre obligéante lettre du 13 d. c. Je me doutois bien, ainsi que Je vous l'ai déjà fait entrevoir dans ma précédante du 20 d. c., que le bruit repandû de vous obliger à quitter la place ne

seroit qu'une ruse inventée par Biron et ses adhérents pour Vous intimider ; en attendant, Je suis fort charmé de ce que je ne me suis pas trompé dans mon opinion à cet égard, et que ces menaces sont restées sans aucun effet.

La conduite que M^r le Capitaine de Vietinghoff a observée vis à vis de soi-disants Deputés relativement à la lettre que ceuxci se sont empressés de lui faire parvenir, de même que la fermeté avec laquelle il a parlé sur ce sujet, à leur facteur, trouve mon entière approbation, et Je ne suis pas moins charmé de ce que, pour éviter plus de desagremens de leur coté, il a pris le parti de se retirer pour quelque tems.

Je ne saurois que croire ni que penser de nouvelles que vous me faites le plaisir de me mander au sujet de la prochaine entrée des Russes en Lithuanie. Si ce que M^r de Soltykoff a fait transpirer de cette demarche à quelques uns de ses amis est fondé, il est evident que l'Impératrice a formé quelque dessein pernicieux sur ce Royaume, et que, bien loin d'avoir pour motif en ceci son mecontentement sur le dernier resultat du Conseil du Senat, Elle ne se sert de ce pretexte que pour colorer ses sinistres intentions et pour cacher d'autant mieux son jeu. Tout le monde sait que ce qui s'est passé au dernier Senatus Consilium, ne regardant que les droits de la couronne de ce Royaume, ne peut nullement lui fournir un sujet de mecontentement. Il en est de même du memoire qui a été présenté à son Ambassadeur de la part de notre Ministere. Car pour peu qu'elle veille rendre justice à une nation libre, cette Princesse ne peut aucunement

se trouver offensée de ce que le Ministère d'une puissance voisine tache de soutenir les droits et competences de son Roy, et s'il s'y trouve quelques expressions desagreables, il n'en faut pas rejeter la faute sur ceux qui s'en sont servis, mais sur l'affaire elle même, qui les a demandées indispensablement. D'ailleurs, qui est ce qui entre nous est si peu versé dans les principes de la politique pour ne pas s'apercevoir d'abord, au premier coup d'œil, que cette Souveraine, animée par des vuës ambitieuses et intéressées, a toute autre chose pour objet dans cette entreprise et qu'Elle ne cherche qu'une bonne occasion de lever le masque? Au reste Je ne saurois rien dire si ces nouvelles et avis sont bien fondés, ceux que l'on a reçus en Cour de ce coté là ne contenant rien de pareil. Mais tout cela n'empeche pas que Je ne sois plus que persuadé d'un certin plan malicieux que la Roussie a formé contre nous, et qu'Elle s'empresse de mettre en Execution. C'est aussi par ces motifs que Je Vous prie, mon cher Comte, de vouloir bien m'informer de ce que vous pourriés apprendre de plus spécial sur ce sujet interessant, et de croire, au reste, que c'est avec une consideration des plus parfaites que Je suis, etc., etc.

VIII

A Dresde, ce 27 juin 1763.

MONSIEUR,

Voulant vous répondre à l'obligeante lettre que vous m'avez adressée en date le 17 d. c., Je commence par vous témoigner, mon cher Comte, ma sensibilité à la part que vous voulez bien prendre à mon heureuse arrivée en Saxe, ainsi qu'à la satisfaction que Je ressens maintenant de me trouver auprès de l'Auguste personne du Roy, mon très honoré Pere et maitre.

Il est vray que J'ai fort souhaité que l'on eût pû trouver moyen de dissiper la soi-disant Diète qui se tient actuellement à Mietau et de rendre ses deliberations infructueuses; mais Je vois bien par ce que Vous me faites le plaisir de me mander sur ce sujet, que la reussite en auroit été ou impossible, ou du moins infiniment difficile. D'ailleurs Je suis trop persuadé de votre zèle et attachement pour le Roy et la Patrie ainsi que des sentimens que Vous me portés particulièrement à moi pour ne pas croire que vous ayés mis toutes vos pierres en oeuvre pour rompre cette assemblée illegale, et quelque peu que le succès ait repondû jusqu'ici à vos tentatives et à mes souhaits, cela n'empêche pas que Je vous en sache à vous et à Mr le Castelan un gré parfait et que je ne reconnoisse avec satisfaction les soins que

vous avés employés pour parvenir à ce but d'ailleurs également salutaire et utile. Dans une situation aussi critique que celle où se trouvent maintenant les affaires de Courlande par rapport à Biron et où cet Usurpateur, soutenu par la protection et la force Russe, se permet d'employer tous les moyens possibles, les uns pires que les autres, il suffit de veiller, comme vous avés fait soigneusement, sur le maintien des droits du Roy et de la République. Si les assurances qui vous ont été données comme quoi le plus grand noble de la noblesse se refusera constamment à prêter hommage, me tranquilisent beaucoup en quelque manière, et si elles vont être réalisées ainsi que je l'espère et le souhaite encore d'avantage, Biron ne gagnera pas beaucoup par le serment de fidélité par quelques partisans intéressés, quelque peu qu'il paraisse se soucier actuellement de la pluralité. L'hommage de la Noblesse en Courlande, bien loin d'être une pure solennité, influe essentiellement sur la possession de ces Duchés, et Biron se trompe furieusement dans son compte s'il croit vouloir consolider ses prétendus droits par l'escroquerie de cette cérémonie. Tant que les Lois fondamentales en Courlande sont ce qu'elles sont, il ne peut que se ressentir tôt ou tard de sa façon d'agir, vû que chaque déviance augmente le nombre de ses crimes et le rend plus coupable vis à vis son Seigneur souverain.

Si j'ai été charmé d'apprendre que M^r de Franck Vous a rendu visite, Je ne suis pas moins aise des assurances qu'il vous a faites à cette occasion. Je souhaite fort que ces dernières soient fondées, et que sa conduite, de

même que celles de Son frere et de M^r de Plettenberg, reponde à l'avenir à ce qu'il vous a protesté. Aussi me suis-Je d'abord douté de ce que le Bruit que l'on a fait courir si soigneusement de la garantie solennele que M^r de Heyking doit apporter de la Russie n'étoit qu'une pure invention de Biron pour éblouir les Gens et pour les rendre plus souples à son égard : et dans ce cas là Je crois le pronosticon de M^r de Franck bien fondé, que le nombre même de ceux qui sont aveuglement adonnés à Biron diminuera beaucoup.

C'est avec autant d'étonement que d'indignation que Je viens de lire la reponse de quelques uns de soi-disants députés à vôtre lettre monitoriale. Le langage que ces gens y tiennent est non seulement tout à fait contradictoire, mais il ressemble encore à un parfait fanatisme plutôt qu'à un attachement réel pour Biron. Et comment peuvent-ils combiner leur fidelité au Roy et à la Republique par un parjure dont ils se rendent coupables en reconnoissant pour Duc un homme que cette même Repub. leur a defendu expressément de reconnoitre pour tel ? D'ailleurs Je ne puis pas Vous cacher, Monsieur, que cette reponse m'a un peu allarmé, non pas par son contenu illegal, auquel Je me suis d'abord attendû, mais parce que vous ne me mandés rien de la façon dont elle vous est parvenue. Je ne veux ni ne puis pas presumer que cette pièce vous a été insinuée formellement ; ne sachant cependant qu'en croire proprement, Je vous prie, mon cher Comte, de vouloir bien me marquer quelque chose de plus special sur ce sujet.

Pour en venir aux nouvelles que vous me mandés

relativement à la marche des troupes Russes, Je ne disconviens pas que les bruits qui s'en rependent ne soient fondés en quelque manière. Mais que ces troupes doivent diriger leur marche vers la Lithuanie, dans la vüe d'y protéger les fidels sujets de la Republique contre les vexations du Palatin de Vilna, c'est là une chose dont Je doute encore beaucoup, et d'autant plus que ni les avis de Petersbourg ni ceux de Lithuanie, que le Cabinet du Roy a reçûes, n'en disent pas môût jusqu'à l'heure qu'il est. Independamment de ceci, il y a encore d'autres circonstances qui nous font croire que ce n'est qu'un pur bruit que l'on fait courir, à dessein peut être, pour intimider M. le Palatin de Vilna, et pour l'obliger à un accomodement avec la famille de Czartoryzki.

Je n'ai que faire de vous dire, mon cher Comte, que Je m'emploierai avec plaisir pour M^r votre Cousin par rapport à la starostie de Wilkomierz. Les sentimens d'estime et d'attention que Je vous porte, à Vous et à toute votre famille, me feront embrasser avec satisfaction chaque occasion où Je puis vous être utile ; et dans cette disposition, dont Je vous prie d'être entierement persuadé, vous pouvés compter que Je concourerai également et en autant qu'il dependra de moi aux vuës de M^r votre Cousin à cet égard.

Vous priant au reste de me conserver votre chere amitié en vous persuadant de la durée de la mienne, Je finis par les assurances de la plus parfaite estime et de la consideration très distinguée avec laquelle Je suis inalterablement, etc., etc.

IX

A Dresde, ce 20 juin 1763.

MONSIEUR,

Vous accusant la bonne reception de votre obligéante lettre du 10 d. c., Je me fais un sensible plaisir de vous témoigner, avec un gré parfait des avis et nouvelles que vous m'y donnés, aussi ma juste reconnoissance des soins et sages arrangemens que vous prenés pour le menagement de mes affaires en Courlande. Ce que vous me faites le plaisir de me mander d'abord au commencement de la dite lettre relativement à la conduite et façon de penser suspecte de Mr d'Osten, bien loin de me surprendre, ne m'a que confirmé dans l'opinion que J'ai de tout tems eû de lui. C'est un homme aussi adonné aux intérêts de la famille dont il est Pensionnaire, qu'il ne fait que s'étudier continuellement pour complaire en tout à la cour de Roussie, et son attachement pour cette derniere va si loin, qu'il ne se feroit peut être pas trop de scrupule de sacrifier une partie des intérêts de son maitre pour faire avancer ceux de l'Impératrice. Et c'est aussi là le vray motif qui a engagé cette Princesse, qui connoit également et son engagement pour Elle et sa façon de penser, de le demander au Roy de Danemarck pour relever Mr d'Haxthausen. Toutes ces circonstances bien considerées, Je ne m'é-

tonne nullement de ce qu'il ne pense pas pour sa personne plus avantageusement au sujet des affaires de Courlande. En attendant, Je ne saurois jamais m'imaginer qu'il voudroit se laisser aller si loin en ceci, que d'oser contrevenir diametralement aux ordres et intentions de sa Cour à cet égard; et ceux-ci sont d'une nature, ainsi que Je le sais de bonne main, qu'ils lui enjoignent expressement, non seulement de remonstrer à la Cour de la Roussie le tort manifeste que l'on me fait, mais encore de s'interesser auprès d'Elle de tout son mieux en ma faveur, comme Prince d'une maison qui appartient par de liens du sang à celle du Roy son maitre. Au reste, Je vous sais très bon gré, mon cher Comte, de ce que, non obstant ses sinistres sentimens à mon égard, vous ayés témoigné de la consideration pour, lui d'autant plus que, l'ayant invité à diner chés vous, vous lui avés fourni une belle occasion de se desabuser par ses propres yeux du bruit peu fondé de l'attachement de toute la noblesse pour Biron, et que ce sont uniquement les procedures violentes de la Roussie qui ont déterminé quelques uns d'entre eux de se declarer en sa faveur.

Pour Vous repondre à ce que vous marqués au sujet de votre lettre monitoriale envoyée aux presents Deputés de la soi-disant diète, Je suis bien aise de Vous en témoigner à Vous et à Mr votre digne Colleague ma satisfaction, bien que J'eusse souhaité que les circonstances eussent permis d'y employer plus de force et d'energie. Il est vray que dans les presentes conjonctures, et vü la façon de proceder de Biron, je ne m'en promets pas beaucoup d'effet, du moins pas celui auquel on devoit s'attendre

sous d'autres circonstances ; mais tout cela n'empêche pas que Je ne vous ai une obligation toute particulière de cette démarche, d'autant plus nécessaire qu'elle ôte entièrement tout prétexte aux adhérents de Biron de n'avoir pas été averti à tems de l'égarement de leur devoir, ce qui pourroit dans la suite influër avantageusement sur mes intérêts et droits. Je sais de même beaucoup de gré à Mr le Capitaine de Vietinghoff de ce qu'il a bien voulu s'employer avec autant de soin et de dextérité dans cette affaire, et me donner par là de nouvelles marques de son attachement connu pour moi.

Je vous prie, Monsieur, de l'assurer de ces sentimens, de même que de ceux de ma reconnoissance et estime toute particulière pour lui. Pour ce qui est de la lettre de sauvegarde, qu'il desire que Je lui obtienne de Sa Majesté, nè sachant en quelle forme et sur quoi il veut l'avoir, ni même si une telle lettre peut être expédiée ici dans l'absence du Chancelier, je ne puis rien faire en ceci à son avantage jusqu'à ce que Vous aures la bonté de me donner des éclaircissements la dessus. Indépendement de cela, Vous pouvez l'assurer que, comme je me fais un plaisir d'être utile à ceux qui me sont vraiment attachés, Je concourrai de même avec beaucoup de satisfaction à le soutenir dans le cas present, ce qui est d'autant plus juste, que c'est pour l'amour de mes intérêts qu'il se voit exposé, et que je ne voudrois pas qu'il encourût quelque danger par son devouëment pour ma personne.

Si les nouvelles qui Vous sont parvenues des presentes deliberations diétales son bien fondées, ainsi que Je n'en

doute nullement, Biron est à la veille de se voir entièrement frustré dans sa belle Esperence. L'opiniâtreté de la Noblesse en Courlande, quand elle est entêtée une fois de quelque chose et se croyant lésée dans ses droits, m'est trop connue pour que Je puisse croire qu'il sera si aisé à Biron de trouver des moyens pour la ramener, et dans ce cas là il aura beau tenter tout ce qu'il voudra, et il ne fera que de l'eau toute claire. Il en sera de même, et encore bien moins, du moyen qu'il a dessein d'employer dans la vuë de se faire rendre hommage, et pour l'exécution du quel il veut se servir de la protection et force Russe; et J'ose avancer qu'il n'y reussira absolument, à moins que l'on n'en use de la dernière violence vis à vis de la noblesse, dans quel cas elle ne saura que plier; mais aussi leur serment, preté sous la force des armes, ne sera-t-il d'aucune valeur et ne les engagera à rien.

Quelque persuadé que Je sois de l'intention de l'Imperatrice de maintenir Biron dans la Courlande, Je ne sais cependant pas si la garantie authentique qu'Elle en doit avoir delivrée si solennellement à son émissaire Heyking soit telle qu'on l'a mandée à M^r le Conseil. Privé de Mirbach. Mais, quoiqu'il-en-soit, il est toujours probable et quasi sûre que cette demarche, toute avantageuse qu'elle paroisse pour Biron, ne pourroit qu'embrouiller d'avantage ses affaires, au lieu de les avancer. Je suis fort curieux d'en savoir quelque chose *de plus special*, et vous m'obligerés beaucoup, mon cher Comte, si vous m'en donnés des nouvelles aussitôt que vous en apprendrés. Je ne doute nullement que Biron

h'attribue la fomentation qui se fait contre lui , et dont il a assurant raison d'être fort peu satisfait, à vos arrangements et soins, et que par ces motifs il n'ait formé le plan de se forcer pour Vous éloigner de Mietau. Mais s'il voudra oser aller tête levée contre vous et se servir a cet effet de la force, c'est une chose dont je ne saurois jamais me persuader. Il est trop fin pour ne pas apercevoir qu'une telle demarche le perdrait entièrement tant dans le Païs qu'auprès de la Républ. D'ailleurs, tout bien considéré, Je suis tenté de croire que ce sera un bruit inventé à dessein pour Vous intimider et Vous faire donner dans les piege, ainsi que l'on a déjà fait plusieurs fois. Je vous avoüe cependant franchement que, non obstant, Je serois un peu ambarassé de cette nouvelle, si je ne savois que les principes de constance, de fermeté et de patriotisme, que Je connois à vous sont et seront à toujours inébranlables, et que vous ne cederés qu'à la dernière extrémité.

Vous temoignant encore, mon cher Comte, ma sensibilité de ce que vous avés bien voulu me mander au sujet de M^r le Conseiller P. de Mirbach et de Kettenberg, Je finis par vous prier de me conserver votre chère amitié et d'être assuré de la realité de la mienne de même que de la consideration très distinguée avec laquelle Je suis, etc., etc.

X

A Dresde, ce 30 juin 1763.

MONSIEUR,

Quelque sensible que Je sois toutes fois au Contenu de vos Lettres, Je ne puis pas vous cacher que celle que vous m'avés fait le plaisir de m'adresser en date le 20 d. c. m'a allarmé en quelque façon. La nouvelle que vous m'y donnés de l'arrivée de M^r de Heyking et de ce qu'il a apporté effectivement à Biron un acte solennel de l'Imperatrice par lequel cette Princesse lui garantit la tranquille Possession des Duchés de Courlande, n'est pas un sujet de Consolation pour moi, et il faut avouer que, pour le coup, Je me suis extrêmement trompé dans mon Comte. Il est vray que, faisant reflexion sur la façon de penser de l'Imperatrice à mon égard, de même que sur les motifs qui L'ont engagée d'en user de cette façon criante vis à vis de la Republique et de moi, Je ne me suis jamais flatté de pouvoir parvenir à La rectifier ni à La faire changer de sentimens. Mais Je L'ai crû trop fine et plus versée dans l'art de dissimuler et de cacher ses veritables intentions pour que J'eusse dû m'imaginer qu'elle voudroit commencer à lever le masque par une demarche telle que la Garantie en question et si contraire aux sentimens de Justice et d'e-

quitte que cette Princesse affecte aux yeux de l'univers. C'est une preuve indubitable qu'elle en veut venir à une rouverte ouverte avec la Pologne. Et est ce qu'il faut quelque chose de plus pour une declaration manifeste de guerre que cet acte qu'Elle vient de delivrer à Biron ?

Voilà, Monsieur, la seule Reflexion qui me rend un peu inquiet sur ce sujet. Mais si Je considère de l'autre côté combien peu la Roussie se soucie de ses Engagemens et que l'on ne peut nullement compter là dessus, comme J'en ai fait l'experience moi même par l'acte que J'ai conclû si solennellement avec cette Cour du tems de fêie l'Imperatrice Elisabeth de G. M., et que ni Biron ni Sa noblesse de Courlande ne sont pas en état de requerir la Garantie d'une puissance étrenière sans se rendre criminels vis à vis de leur Seigneur Souverain, ces pensées ne laissent pas de me consoler. D'ailleurs il est bien evident que la demande de cette Garantie est une felonie de plus manifestes, tant pour Biron qui l'a cherchée que pour la Noblesse qui l'accepte ; et tant que la connexion féodale entre la Courlande et la Pologne subsiste dans sa viguer, elle ne peut que tourner au dernier desavantage de l'un et de l'autre. Vous sentés donc bien vous même, mon cher Comte, que, me reposant sur l'incontestabilite de mes droits, il s'en faut beaucoup que Je perde mes Esperances par cette garantie illegale. Je ne disconviens cependant pas que quelques personnes mal avisées se peuvent laisser éblouir par là ; mais ceux qui pensent solidement et qui regardent ces affaires de leur vray point de vûe ne chan-

geront pas pour cela de sentiments, et Je crois que c'est aussi par cet argument là qu'il faut tacher principalement de rassurer les mal informés. Il en est de même de ce que Vous me marqués relativement à une deputation de la soi-disante diète envers le Roy de Prusse dans le dessein d'obtenir de ce Monarque une pareille Garantie. Quelque soit la reussite de cette Entreprise illegale, ni la Noblesse ni Byron ne gagneront rien par là. Au reste Vous pouvés être assuré que l'on ne manquera rien de notre Coté pour prevenir cette derniere, et J'ai trop haute opinion de la Penetration du Roy de Prusse pour que ce Monarque, informé de la vraye Combinaison des affaires, se prêtera si aisement aux instances des M^{rs} les Courlandois. Vous temoignant egalelement et ma sensibilité et ma reconnoissance des autres nouvelles que vous avés bien voulû me communiquer et dont J'ai été fort charmé, Je vous prie, mon cher Comte, de ne point discontinüer, comme vous avés fait jusqu'ici, avec autant de dexterité ni de zele, à ramener les Errants et à rassurer ceux qui ne sont pas assés forts pour resister aux magnigances de Biron. Si M^r de Plettenberg pense effectivement comme il paroît le faire à l'egard de Biron, et si l'on peut faire fond sur les promesses qu'il Vous a fait donner, Son Exemple *animera* beaucoup de Gens, me semble, à l'imiter.

Recevés, Monsieur, les assurances de mon amitié inalterable envers vous, et soyés persvadé que c'est avec des sentimens de la plus parfaite Estime que Je suis, etc., etc.

XI

Teplitz, ce 20 juillet 1763.

MONSIEUR,

Me trouvant ici sans secretaire et surchargé d'occupations il m'a été impossible de repondre aux deux lettres que vous avés ecrites en date du 1^{er} et 4^{me} d. c., mais aiant aujourd'hui quelques moments à ma disposition, je les saisis avec tout l'empressement possible pour vous témoigner, mon cher Palatin, ma reconnoissance pour la peine que vous vous êtes donnée à detourner tant de personnes de la prestation de l'hommage à Byron et de fortifier ceux qui d'eux mêmes étoient fidels à leur devoir, en les exhortant de perseverer dans leurs bons sentimens.

Votre lettre du 1^{er} d. c. ne m'a rien laissé à deviner sur tout ce qui s'est passé avant et après le 22 Juin à Mitau. Vos details, Monsieur, et les judicieuses reflexions qui les accompagnent feront le principal sujet de ma reponse, et je ne serois pas fâché que vous la communiquiés par tout où vous le jugerés à propos, et même de faire faire une traduction allemande des passages qui vous paroîtront le plus propres à confirmer la partie de la Noblesse qui m'est restée fidele par le zele que vous avés constamment temoigné jusqu'ici pour le service du Roi, de la Republique, et pour mes intérêts.

Je n'ai jamais douté que l'acte soi-disant d'Homage n'existât dès le moment que l'interet de conserver et d'acquérir, la crainte de perdre et de ne rien obtenir, devoient servir de pretexte aux parjures. Quoique la liste de ceux qui ont preté hommage ne fasse que grossir la honte dont ils se sont couverts, je puis cependant vous assurer et leur promettre qu'avec l'aide de Dieu et les arrangemens que je ne discontinue de prendre de concert avec le Roi mon Pere et Seigneur, j'espere de trouver des moïens suffisans pour faire repentir ces parjures de leur faute. Il m'est en revanche bien doux d'apprendre que ceux qui jusqu'ici sont restés fermes dans leur devoir persistent avec autant de fermeté que de prudence dans leur conduite, et que plusieurs qui ont signé l'indigne protestation envoyée à Varsovie ont été effraïés du dernier précipice dans le quel ils étoient prêts à se jeter. Les Districts de Dünaburg et Uberlantz, par Vos soins, Monsieur, ont sans doute été preservés de cette Maladie épidémique. Je sens trop bien la difficulté qui s'est rencontrée, pour ne pas dire l'impossibilité d'empêcher entierement cet hommage.

Si j'ai manqué de repondre à une lettre de Mr le Conseiller Privé de Mirbach, ce n'est peut être que la cantité d'occupations dont j'étois accablé au moment de mon depart de Mitau qui m'ait fait connaitre cette faute involontaire, et ce n'est nullement ma faute si je n'ai pu obtenir un ordre du Roi pour se rendre à Mitau et travailler conjointement avec vous à empêcher la prestation de l'hommage ; je l'ai assés sollicité par lettres de Mitau et de Varsovie, et de bouche dès

mon arrivée à Dresde; mais vous sçavés bien, mon cher Palatin, qu'il se trouve des difficultés inattendues dans les choses où il ne s'en devoit nullement rencontrer. Assurés le, je vous prie, cependant que je lui tiens bon compte pour sa bonne volonté et que j'espère qu'il sera persuadé de la confiance que j'ai en son attachement et bons sentimens.

Ne croiës pas que tout ce qui s'est passé de contraire à ce que des vassaux et sujéts doivent à leur Roi reste impuni, ni qu'on puisse fouler ainsi impunement aux pieds des constitutions du roïaume, ni les privileges et les loix fondamentales du Duché; la peine, quoique tardive, ne manque jamais d'atteindre les coupables, et le ciel, pour punir tard, n'en punit pas moins severement.

Quand à l'entretien que vous avés eu avec M^r de Plettenberg, je vous dirai que je ne fais pas de fond sur les offres qu'il vous a faites ni sur celles que vous pourront faire ceux qui une fois m'ont manqué de foi et de fidélité; ce seroit de gaieté de cœur vouloir être trompé que de se fier à des trompeurs: car, à moins que ceux-ci n'abandonnent l'Usurpateur, ne reconnoissent leurs fautes et la légitimité incontestable de mes droits, la Roussie persistera toujours, à l'ombre des fausses couleurs qu'on lui a présentées, à soutenir Biron dans mes Duchés, et à lui preter main forte pour garantir son injuste possession; au lieu que si l'Imperatrice venoit à être informée que toute la Noblesse s'attache à soutenir ses droits et son honneur dans ma personne, je ne doute pas que cette Souveraine ne fit retirer toutes ses troupes de la Courlande et ne me laissat les mains libres, ainsi

qu'au Roi mon Pere, pour agir en consequence ; et c'est alors que je crois pouvoir me faire fort d'obtenir de la Clemence du Roi l'entier pardon à tous ceux qui d'avance se seront repentis de leurs fautes.

Si je ne puis encore vous faire part, ainsi qu'à M^e la Starostine Korff et à cette partie de la noblesse qui m'est toujours restée fidele et qui m'est par là si chere, des moïens qu'on juge à propos d'emploïer pour me remettre dans ces Duchés, vous voudrés bien considerer vous même que dans ces circonstances l'on n'ose pas tout confier à la plume ni publier les mesures prises en consequence ; toute fois je prie d'être persuadé et de les assurer que je ne perd pas mon tems, n'ayant de plus grand desir que de me voir ajoint à eux et de leur marquer toute l'estime et reconnoissance à laquelle ils peuvent s'attendre de ma part.

Ce que vous me dites de l'entrée de deux corps Russes en Lithuanie, l'un par Smolensk, l'autre par (.....?), m'est encore presque incroyable, car il me paroît trop au dessus de la grandeur de l'Imperatrice de faire marcher des troupes pour accabler des particuliers qui, sous la protection et severité des loix du Roïaume, sont toujours responsables de leur conduite dans les Tribunaux. Il se peut d'ailleurs que cette marche cache quelque autre dessein qui jusqu'ici m'est inconnu ; celui d'une confederation en Pologne, par exemple, ne serviroit, à ce que j'entrevois, que de signal à une longue et forte guerre dans le nord, qui peut être à la fin pourroit faire un grand bien à la Pologne. Sa Majesté le Roi, qui est ici depuis le 4 d. c., se porte, grace à Dieu, aussi bien que

nous le desirons, et me demande fort soigneusement des nouvelles de Mitau, marquant un plaisir et vrai contentement de la fermeté de ceux qui sont restés fidels à leur devoir.

J'aurois bien souhaité l'expédition des citations, mais le peu d'apparence qu'il y a eu, avant le départ de Dresde, d'une prochaine Diète extraordinaire, ainsi que l'indisposition de M^r le Comte de Brühl, qui a été hier si mal qu'on craignoit qu'il ne touchât aux derniers moments de ses Jours, ont été les plus grands obstacles qui ont empêché l'exécution de bien de bonnes choses.

Quand à votre lettre du 4, dans laquelle vous me marqués la conduite que M^r de Nolde Drossard de Panenburg a tenue quand, par une Commission, il devoit perdre la terre de Wurtzau, je trouve qu'il a agi ainsi que la fermeté qu'il a temoignée en toute occasion me le laissoit esperer, et je n'ai d'autre peine en ceci que les circonstances ne permettent pas que je le tire dans ce moment-ci de l'ambarras dans lequel la cruauté et l'injustice de l'Usurpateur le mettent; mais j'espere que je me trouverai à même de lui prouver toute la justice et de-dommagement qu'il peut pretendre. Bironi, en prenant, contre toutes les loix du païs, les terres à tous ceux qui m'étoient restés fidels, et voulant aussi déplacer de leurs emplois M^r le Landhoffmeister, les deux Grands Drossards et les Drossards, qui sont constamment attachés à leur devoir, devroit, par une si indigne conduite, revolter toute la noblesse contre lui; mais comment s'y attendre de gens qui ne connoissent plus du tout la voie et les sentimens de l'honneur?

Dans le moment que j'allois finir celle-ci, je reçois votre lettre du 7, par laquelle vous me marqués que les Russes étoient déjà entrés en Ukraine. Si le Manifeste qu'ils veulent publier contient en effet que c'est à la priere de quelques Polonois que l'Imperatrice fait entrer ses troupes, je crois qu'on ne pourroit les regarder que comme de vrais traitres de la patrie, y attirant contre les loix et pour leurs interets particuliers les forces d'une puissance étrangere et aussi formidable que la Russie. Il est assurément bien fâcheux que la Pologne se trouve dans cet état de foiblesse à ne pouvoir faire tête d'aucun côté, et je suis au desespoir que vos terres, Monsieur, par leur position, se trouvent précisément exposées à la fureur de ces troupes, qui ne sçauroient que causer un degat infinit par tout où elles viennent ; j'en sens un chagrin d'autant plus vif que ma reconnaissance pour toutes les peines que vous vous donnés pour moi me fait souhaiter de vous savoir tout à fait à l'abri de pareils malheurs.

La reponse de M^r le Land Hoffmeister à la dernière deputation envoiée de la part de Biron est digne de sa fermeté et de ses bons sentimens, ainsi que celles du vieux Grand Drossard de Mitau et du M^r le Drossard Nolde. Je suis au desespoir que l'on lui prenne si indignement Wurtzau ; son opposition seule seroit digne que Biron eut plus d'égard pour lui.

Je sçais très bon gré au Cap. Vietinghoff de la protestation qu'il a déposée aux actes.

Le Comte de Brühl se porte, surtout depuis quelques jours, si mal, qu'il nous ôte casi toute espérance qu'il

puisse trainer encore quelque tems. Cette indisposition est même cause que bien des affaires languissent et qu'il n'y a presque pas moïen d'avoir et obtenir l'expedition des affaires les plus necessaires.

N'aïant plus rien à vous mander, je finis en vous demandant la continuation de votre chere amitié et vous assurant que je n'aurai de vraie satisfaction que quand je vous aurai pû convaincre de la sincerité de la mienne envers vous ainsi que de la plus parfaite estime avec laquelle je suis, Monsieur, etc., etc.

XII

Teplitz, ce 27 juillet 1763.

MONSIEUR,

Je suis trop sensible aux marques de votre amitié, que vous m'avez bien voulu donner à mon jour de naissance, pour ne pas commencer par où vous avez fini Votre chere lettre du 14 du courant, et que c'est augmenter en moi de beaucoup le nombre des obligations que je vous ai déjà d'ailleurs. Je trouverai assurément une satisfaction particuliere, dès que je pourrai m'en acquitter en partie de toutes les manieres possibles à la premiere occasion qui se présentera. En attendant, croyez-moi, je vous prie, qu'il me tarde infiniment

de vous convaincre de ces sentimens de reconnoissance, tant que je m'en verrai privé.

Que la garantie que Heyking a apportée à Biron soit signée du Ministère de la Russie ou de l'Imperatrice même, ces formalités ne sauroient me consoler un peu plus, ni disconsoler d'avantage, de ce que je ne verrai pas que la Roussie ait adopté la Politique des autres nations policées : que le Successeur soit tenu à observer ce que son Predecesseur a fait et établi. Toute-fois je suis charmé au possible que Vous ayez trouvé à Riga mes amis dans les mêmes sentimens qu'ils m'ont témoignés par le passé. Ce n'est pas une petite consolation que de savoir qu'il y a d'honnêtes gens qui sont persuadés de ce que souffre si innocemment. Vous avez bien raison de dire qu'il faut user de menagement vis-à-vis du Conseiller de la Régence Plettemberg, et que l'on ne peut pas faire trop de fond sur son repentir en ce qu'il a suivi le parti de Biron, sa conduite ne m'aïant encore donné aucune preuve de fidélité ; mais l'insolence que son frere le Colonel a eue de passer devant vos fenetres au son de trompettes et de timbales a été parfaitement bien tournée en ridicule de ce qu'il avoit montré par là un regret de n'avoir pas été de votre fête. Jusqu'ici l'on ne peut pas encore percer dans le dessein pour lequel les troupes Russes devoient entrer en Litvanie : car la Republique n'a donné aucun sujet à une guerre, et que si c'est pour caresser un Palatin Vilna, il n'y a non plus moyen de s'imaginer qu'une telle Puissance que la Roussie aille se compromettre avec un Prince de Radziwill ; et cela pour l'amour d'une famille ingrate au Roi

et infidèle à la Patrie. L'on prétend que le Stolnik Poniatowski se vante que, s'il n'y a point d'accomodement avec la famille, son plan se développera vers le Mi-Septembre. Peut-être vivrons-nous jusqu'à ce tems-là, nous verrons donc ce qu'il en sera. Vous ne sauriez croire combien je suis bien-aise que Vous ayez d'abord senti le panneau que Vous a tendu le jeune Comte Keyserling en vous conseillant de s'adresser à son pere, sur ce qu'il a débité de l'entrée de 200 Cosaques dans la Starostie de Bialacerkiew ; quoiqu'il soit notoire d'ailleurs que ces M^{rs} ne se font aucun scrupule d'infester souvent le Palatinat de Miscislavie, et autres lieux limitrophes de la Roussie, M^r de Nolde a pris, à mon avis, un sage parti que d'accepter l'argent que Biron lui a offert pour Würtzau ; car il pouvoit bien importer peu à l'Usurpateur d'avoir un crime de plus, c'est à dire de prendre ce baillage moyenant les 20 m. ecus ou sans aucun argent. En attendant je le trouve en règles de ce qu'il s'est réservé ses droits par une protestation.

La recompanse que Vous proposés actuellement pour son beau Père M^r de Land Hoffmeister est très à sa place. Mais vous qui connoissez le cas que l'on a fait de notre Cordon de Pologne, pour lequel il faut au moins avoir le rang d'un Ministre de Cabinet, vous conviendrez aussi que je n'y réussirai pas tout d'un coup ; je verrai cependant les moyens, si je ne pourrai pas surmonter ces difficultés. Comme Vous me marquerez la fin prochaine des Séances du Conventicule Bironien, et après laquelle Vous quitteriez le séjour de Mietau, je ne saurois douter que Vous en previez aupara-

vant Sa Majesté le Roi, et me ferez savoir en même tems le canal ou la route que nous pourrons observer pour la suite de notre correspondance. Continuez-moi, je vous prie, Votre chere amitié, et soyez persuadé de la sincerité de la mienne envers Vous, ainsi que de l'inalterable et plus parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

XIII

Dresde, ce 5 septembre 1763.

MONSIEUR,

Plusieurs de Vos lettres, que Vous m'avez fait le plaisir de m'écrire, m'ayant successivement instruit que Vous étiez intentionné de partir de Mitau, sont cause de ce que je Vous en accuse aujourd'hui la reception de celles du 17 et du 20 Juillet et de la dernière du 5 du passé; c'est que j'ai voulu savoir la route que vous m'indiqueriez pour la continuation de notre correspondance. Venant à la fin d'apprendre que Vous avez passé par Jacobstatt, je m'empresse de Vous adresser ces lignes par Vilna, comptant qu'elle vous pourroient trouver sur Vos terres en Livonie. Je ne vous entretiendrai donc plus sur leur contenu en ce qui conserne l'intérieur de mon Duché, Vous ne pouvant plus continuer

à le faire changer de face, ni y faire plus que ce que Vous y avez fait. Si, dans mes réponses que je vous fis avant d'accompagner le Roi aux bains de Teplitz, je n'ai point ajouté d'Instructions pour le Manifeste dont nous étions convenus lors de mon départ de Mietau, et dont vous m'assuriez positivement dans vos lettres, je l'ai pris pour une résolution décidée, et me flattai que vous le feriez dresser sur le sujet que les circonstances des tems vous fournissoient, et que Vous ne prendriez pas la résolution finale de partir de ce païs sans en prévenir le Roi. Mais comme les choses faites ne sont plus à refaire, je suis bien aise que Vous ayez déposé chez le Notaire la limitation de Votre Commission selon la teneur dont Vous m'avez bien communiqué la Copie authentique. Je sai parfaitement bien, mon cher Comte, que c'est à Votre Direction que je dois cette fermeté Romaine, que temoigne du depis M^r le Landhoffmeister de Howen, s'étant ligué avec les autres fidels Officiers du païs à ne se departir jamais du devoir que la conscience et l'honneur leur impose. Aussi Sa Majesté le Roi en a été tellement touchée qu'Elle a daigné de l'élever au Rang de ses Ministres de Cabinet, et le decorer ensuite du Cordon bleu de Pologne. Mais je ne fais pas moins consister mon ambition à trouver des occasions pour Vous marquer ma vive reconnoissance pour la part que vous avez bien voulu prendre au retablissement des mes interets ; le desir que j'en ai est si grand, que je ne saurois me tranquilliser que lorsque je verrai mes souhaits accomplis à Votre égard, dont j'espère de Vous pouvoir convaincre dès que Sa Majesté le Roi se

sera décidée par une Diète extraordinaire, qui paroît indispensablement nécessaire dans les circonstances présentes. La maladie du premier Ministre est un grand obstacle, de ce que beaucoup d'affaires restent accrochées, sans que l'on puisse pénétrer leur issue ; la mienne de Courlande en est du nombre, quelque vigilance que j'apporte pour lui donner quelque ressort. Si j'avois des millions à hasarder, je parierois toujours que l'entrée des Troupes Russes en Lituanie n'étoit qu'une suite du langage grimassier, auquel la Cour de Roussie veut nous accoutumer, et qu'elle regardera bien de nous faire quelque tort de plus. La contenance du Prince Palatin de Vilna fait beaucoup d'impression sur les Czartoryjski, qui se voyent trompés dans leurs espérances, et font actuellement agir cette cour, qui les a déclarés pour ses amis, Epoque à jamais mémorable pour les particuliers de la République de Pologne. En conséquence, M^r l'Ambassadeur de Keyserling est entré en négociation avec le Primat et avec le grand Général de la Couronne pour obtenir du dit Palatin : 1^o que le Tribunal de Vilna ne poursuivroit pas les amis de la Roussie, ni ceux qui lui ont été contraires lors de son Etablissement ; 2^o que les Condamnés, dont l'exécution est remise à tempus bene visum, n'aient point lieu. S'il obtenoit cette complaisance du Prince Radziwill, il s'offre de faire évacuer le territoire de la République de ces troupes étrangères. C'est aujourd'hui que nous attendons des nouvelles de Pologne, pour savoir jusqu'à quel point le Pal. de Vilna agréera cette proposition. D'autres prétendent que l'Ambassadeur Keyserling re-

garde l'article de la satisfaction que l'Imperatrice paroïssoit d'exiger de notre Ministère comme arrangée, pourvû que chacun des 4 Ministres écrivent une lettre à cette Princesse. Quelle facilité! Mais sur quoi se fonde-t-elle? C'est le temps qui nous le développera. Continuez-moi, je vous prie, Votre chere amitié, et soyez persuadé de la sincérité de la mienne envers Vous, ainsi que de la plus parfaite estime avec laquelle je suis inalterablement, etc., etc.

P. S. — Nous venons d'apprendre que M^r l'Amb. de Keyserling a déjà donné ses ordres au General Solतिकoff pour rebrousser le chemin aux troupes, qu'elles ont pris en entrant en Liti. Ils sont datés du 29 du mois passé.

XIV

A Dresde, ce 30 septembre 1763.

MONSIEUR,

Apprenant par votre lettre du 1^{er} d. c. que les postes d'ici jusque chez vous alloient bien régulièrement, j'étois sur le point d'y répondre; mais, celle du 12 étant survenue, j'ai différé de l'effectuer plutôt aujourd'hui, ce qui ne fait chez nous qu'une intervalle de 3 jours,

tendis que c'en est une de 12 chez vous. Quoi qu'il en soit, je vous suis toujours très obligé de la peine que Vous vous donnez à me communiquer ce que vous avez de remarquable dans vos contrées, ainsi que de l'amitié qui vous fait confirmer les bons Courlandois à persister dans les sentimens d'honneur et à ramener les égarés à leurs devoirs. Comme l'on pourroit vous fair accroire dans l'éloignement bien des choses avantageuses effectuées par le S^r Velsen, qui vient de s'en retourner de Berlin, en voici le précis exempt de toute contestation. Arrivé en cette ville, il attendit que le Roi vint de Postdam pour donner audience au General Ried Envoyé de Vienne, ainsi qu'à Mr. Goltz Envoyé de notre Cour. Velsen n'y eut point d'autre distinction que celle qui est commune à tous ceux qui se font presenter dans le cercle par le Ministre Mr. le Comte de Finckenstein ; c'est là qu'il remit ses depches au Roi, disant ces mots : que c'étoient des lettres de felicitation sur la paix conclüe. Ensuite il n'y a été gueres fêté, il s'est tenu fort retiré chez lui, et a même fort peu frequenté les compagnies invitées. Lorsqu'il a crû de recevoir les reponses aux Lettres dont il étoit Porteur, il n'en eût qu'une pour Biren lui-même, et point pour la Noblesse du Conventicule, et l'on a remarqué que le Roi lui a laché ces mots : Faites mes complimens au Duc. Ce que je regarde comme une suite de la complaisance que ce Prince a eüe pour l'Imperatrice de Russie, lorsqu'à la conclusion de la paix avec elle, il l'a reconnu tel, ayant de faire celle avec le Roi mon Pere. Je suis au reste sans cesse oc-

cupé aux moyens propres à tirer mes Duchés de mauvais draps, dans les quels ils se trouvent. Et comme il me semble de voir par vos lettres que vous ne voulés pas rendre compte au Roi de votre Commission qu'après la reception de la presente, je viens d'y ajouter à la fin, par maniere de remontrances, que les seuls moyens naturels que le Roi a pour remedier aux maux de ces Duchés sont une Diette extraordinaire à fixer au plutôt possible, et les Jugemens de la Relation, sans compter ceux que S. M. en aura en attendant concertés avec les Cours amies et alliées : parceque ce Conseil partant, de votre part comme d'un Senateur Plenipotentiaire delegué, ne sauroit produire qu'un très bon effet. Au reste, il n'y a rien de plus sûr que les attentions que j'ai pour vous de vous recommander constamment au Roi et de renouveler mes instances à chaque occasion qui se presente pour procurer quelque agrement de de pane bene merentium. S. Mté paroît chaque fois les agréer, sans cependant vouloir se decider au sujet de quelque vacance que ce soit qu'à son arrivée en Pologne, tandis qu'en attendant la nouvelle de la mort du Prince Sietkowski n'a pas été verifiée. Quand au facheux Procès de M^{me} la Starostine Strutynska et de Mrs Vos parens le Chabellan Plater et Rudomina, je me suis à plusieurs reprises très vivement interessé en leur faveur pour obtenir qu'enfin cette affaire fût applanie à l'amiable; mais Mrs les interessés negligent d'y concourir de leur coté eux-mêmes, il n'y va pas de ma faute si je ne reussis pas entierement à leur souhaits. Par la

ci-jointe copie de la lettre du Prince, Grand Chambellan de Lithuanie, Vous verrez ce que j'en ai pû obtenir, car je puis vous assurer que tout ce qui me vient de votre part, et tout ce qui regarde Votre famille, leurs interets, me sont si chers que les miens propres. Conservez-moi, Mon Cher Comte, toujours votre amitié, et soyez persuadé de la sincerité de la mienne envers vous, ainsi que de la plus parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

XV

Dresde, ce 6 octobre 1763.

MONSIEUR,

Vous jugerés facilement, mon cher Comte, que ma plume se remplit plus de larmes que d'ancre, quand vous en apprendrés par ces lignes le Juste sujet.

Une goutte remontée dont Sa Majesté le Roi a souffert depuis plus d'une semaine vient de nous enlever hier entre 4 et 5 heures du soir ce bon Roi, ce Prince aimé de ses enfans et sujets, sans que tous les remedes, dont aucun n'a été negligé, y ait pu apporter le moindre soulagement.

Votre attachement pour ce bon maitre vous fera

sentir le chagrin le plus vif de ce facheux evenement, et je me flatte que votre amitié pour moi Vous fera prendre part et envisager toute l'étendue de la perte je fais par là, car je puis dire qu'en perdant ce Roi et Pere, j'ai tout perdu, excepté la confiance en notre chere amitié et le desir de prouver à toute la Pologne que je sacrifierai avec plaisir ma vie pour aider à la preserver des malheurs que ce triste accident pourroit lui attirer. En attendant que j'aie l'occasion de prouver la sincerité de ces sentimens, je vous prie, mon cher Comte, d'être persuadé de l'inviolabilité de mon amitié et de la plus parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

XVI

A Dresde, le 24 octobre 1763.

MONSIEUR,

Si J'ai reçu avec une satisfaction toute particuliere l'obligeante lettre que vous m'avez fait le plaisir de m'écrire en date le 4 d. c., Je n'en ai pas moins à vous le temoigner, Mon cher Comte, également et ma juste sensibilité et ma plus vive reconnoissance des marques convainquantes que vous voulez bien m'y donner de Votre souvenir et amitié envers moi. L'un

et l'autre me sont et me seront à jamais d'un prix très distingué et d'autant plus estimable que Je suis intérieurement persuadé de leur réalité. C'est une vérité que Je n'ai que faire de vous constater. Les sentimens que vous me connoissés d'ancienne date pour votre personne vous en doivent convaincre pleinement. C'est aussi par une suite naturelle de ces sentimens que, considerant le zèle dont vous vous interessés constamment pour ce qui conserne mes affaires, Je ne puis que vous avoir une obligation des plus vives des nouvelles que vous me communiquez de l'Etat facheux où se trouvent acttiellement reduits mes Duchés. Quelque envie que J'aie d'y repondre en detail, la triste situation dans laquelle Je me trouve par raport à la Perte irreparable que Je viens de faire du meilleur des Rois et des Peres, et dont Je vous suppose deja informé par la lettre que Je vous ai adressée le lendemain même de son decès, ne me permet encore guères de penser à mes interêts. D'ailleurs, si ce funeste Evenement apporte un grand changement dans toutes les affaires en General, et par consequant aussi dans celles de Courlande, ce seroit entierement inutile que de vouloir tacher à la terminer par la voye consertée ci-devant. Mais cela n'empêche point que je n'aye de bonnes esperances d'en voir en peu de tems une decision positive et finale. Car tant il est vray que la mort du Roi ne peut qu'influer également sur la Courlande, comme un fief relevant immediatement de la Pologne, tant il est aussi à croire qu'à la prochaine Diète d'Election le sort de cette Province sera decidé finalement. Je me flatte que ce sera en ma

faveur, d'autant plus qu'en ayant été investi de la manière la plus legitime, Je ne saurois jamais me figurer que la Republique voulut permettre qu'une puissance etrangere s'empare par la voye de violence d'un dont elle est maitre depuis deux siecles, et encore moins qu'on me ravit d'une façon si criante un Duché que Je possède à si juste titre. Voila, mon cher Comte, sur quoi Je fonde mes espérences. Je sais d'ailleurs très bien que l'issüe en dependra pour la plus grande partie du Concours et de l'assistance efficace du Senat, ce qui m'engage de vous prier très instamment de ne pas me refuser le Votre, sur lequel Je compte particulierement et avec d'autant plus de confiance que Je vous connois incapable de dementir ces sentimens que vous portés.

Independant de ceci, Je suis encore bien aise de vous demander, Monsieur, Votre attachement et amitié pour mon frere ainé l'Electeur. Vous ne pouvez plus ignorer les vües qu'il a formées relativement à la Couronne de Pologne. Il a des Esperances d'être soutenu dans ses intentions par les bons offices des Puissances amies et alliées. Eloigné comme Je suis de toute ambition et ne desirant que d'être utile à une Republique dont je suis un membre, Je serois infiniment charmé si, en prouvant à la Nation Polonoise l'inalterable attachement dont Je me sens animé envers elle, Je pourrois en même tems concourir en quelque façon, par mes amis et par leur Credit, à faciliter le dessein de mon frere, dont les sentimens fraternels pour moi, ainsi que les qualités personnelles, meritent toute mon attention. C'est à cet éffet que Je m'empresse

de vous engager non seulement à y contribuer Vous même, mais encore à employer tout le Credit et influence que Vous avés dans les differants Palatinats pour disposer les Esprits en Sa faveur. Je ne vous dis rien de l'obligation que Je Vous aurai, mon Cher Comte, de cette nouvelle marque de Votre attachement pour moi. Mais, pour peu que ma facon de penser à Votre egard Vous soit connûe, vous ne sauriés nullement douter que ma reconnoissance n'en reponde entierement aux sentimens de la plus sinsere amitié, ainsi qu'à ceux de la très parfaite estime avec laquelle Je suis inalterablement, etc., etc.

XVII

A Dresde, le 3 novembre 1763.

MONSIEUR,

Vous accusant la bonne reception de Votre très obligeante Lettre du 11 d. p., Je m'empresse avec un plaisir tout particulier de Vous en témoigner ma plus vive reconnoissance. Des marques convaincantes que Vous m'y donnés, Mon Cher Comte, de Votre amitié pour moi, ainsi que du zèle pour mes intérêts, sont un

éffét de ces sentimens inalterables que Je vous connois d'ancienne date à mon égard.

Soyés persuadé que J'en sais aprecier toute la valeur, et que, ne pouvant repondre à vos politesses que par de simples paroles, Je suis très fâché de me voir privé des moyens de le faire par mes actions. Mais, si un juste retour de mon amitié pour Vous Vous puisse tenir lieu, comme je m'en flatte, d'une reconnoissance réelle, Vous pouvés être assuré que vous l'avés tout entiere.

Voilà, Mon cher Comte, ce que J'ai de plus essentiel à Vous dire en reponse de Votre susdite Lettre, quelque envie que j'aye d'ailleurs de repondre aux autres points de son contenû, le triste evenement qui nous accable maintenant ayant changé non seulement tout le systeme des affaires, mais encore un partie mes Esperances. Je me borne à vous faire mes plus sincerés remercimens des soins infaticables que Vous continüés à prendre pour mes interets. Une chose qui m'a cependant fort charmé, et dont Je ne saurois m'empêcher de Vous marquer ma satisfaction, c'est le recit que Vous avés la bonté de me faire de la bonne disposition de la plus grande partie de la Noblesse Courlandoise pour moi, même de ceux qui, par des sinistres principes, se sont laissés seduire à se soumettre à l'Usurpateur. Si ce changement de leur conduite est fondé sur la reconnoissance de leur faute, et les intensions qu'ils font paroître apresant stables et constantes, Je ne puis que regarder tout ceci comme un bon augure pour mes affaires à l'avenir. Il ne s'agit que de me causer ces sentimens de leur part, et pour peu que cette Noblesse les accompagne d'une

fermeté digne d'Elle, J'ai tout lieu de croire que les affaires de mes Duchés se termineront à la fin à ma satisfaction et à celle de Ses abitants, surtout à la prochaine diète d'Election. Je vous en ai déjà dit quelque chose dans ma dernière, et apresent je ne fais que Vous prier, Monsieur, de concourir par Vôte credit, que Vous avés scû si bien établir en Courlande, à me conserver l'attachement de ma Noblesse et à la ranimer à une digne et constante fermeté à mon égard.

Me raportant au reste, quant aux vûes que Mon frere l'Electeur a formé sur la Couronne vacante de Pologne, à ce que j'ai eu le Plaisir de Vous en marquer dans ma precedente du 24 d. p., Je suis charmé de vous reiterer ici mes instances a ces sujet. Je connois trop bien les Sentiments que Vous avés de tout tems témoigné pour la famille du feu Roi mon Père pour ne pas m'attendre à un Concours amiable et efficace de Votre part dans cette occurence, d'autant plus que Vous pouvés compter sur une reconnoissance des plus vives de notre coté.

C'est dans cette persuasion que Je Vous prie, mon cher Comte, de me continuer Votre Chere amitié et d'être entierement assuré de la durée de la mienne, ainsi que de la plus parfaite, Estime et Consideration distinguée avec laquelle Je suis inalterablement, etc., etc.

XVIII

Dresde, ce 22 novembre 1763.

MONSIEUR,

Si quelque chose pouvoit adoucir les chagrins et l'affliction dont mon ame est encore penetrée par la perte irreparable d'un Père cheri, je Vous assure, mon cher Comte, que ç'auroient été les consolations que Vous cherchés à me donner dans votre très obligeante lettre du 31 Octobre. Les assurances que Vous m'y donnés de la continuation de Vos sentimens d'amitié envers moi me sont d'autant plus cheres que je vois avec plaisir que je ne me suis pas trompé en comptant sur la constance de Vôte amitié et solidité de vos bons sentimens, que le changement des circonstances ne sçauroit ébranler. Vous m'en donnés une preuve si indubitable en me demandant mes intentions sur ce que je desirois que Vous fassiés pour moi, que penetré de reconnoissance et animé de cette confiance que j'ai en Vous, mon cher Comte, je vous prie de vouloir bien soutenir et apprecier les souhaits reunis de toute notre maison, qui sont dirigés et ont pour bût la satisfaction de notre cher frere l'Electeur. Ses lettres circulaires vous auront informé des vûes qu'il a sur la Couronne de Pologne. Secondés, mon cher Comte, c'est la plus grande preuve de Votre amitié que Vous puissiés me donner et la seule que je

vous demande. Ce cher frere, aiant de la confiance en moi , m'a demandé qui des Senateurs je croïois pouvoir porter à être favorable à ces vües. J'ai crü pouvoir vous mettre au nombre de ceux sur l'amitié de qui j'esperois pouvoir compter ; et j'espere que, si le bon Dieu secondant mes souhaits donne mon frere pour Roi à la Pologne, j'aurai toujours quelque influence sur son esprit, et même assés pour lui faire distinguer les personnes de vrai merite de ceux qui n'en ont que les apparences ou point du tout. Vous croirés bien, mon cher Palatin, qu'en ce cas je n'oublierai pas tous ceux que j'ai eu lieu de reconnoitre en vous, et que je me ferois un de mes principaux devoirs de Vous témoigner la reconnoissance pour tout ce que Vous avés fait en tant d'occasions pour moi, le cas que je fais de Votre chere amitié, et la sincerité de celle que je conserverai *inviolablement* pour Vous, ainsi que la plus parfaite *estime* avec la quelle je suis, etc., etc.

XIX

Dresde, ce 15 décembre 1763.

MONSIEUR,

Les mesures que je vois prendre à ceux qui m'ont toujours été contraires, et qui le sont maintenant aux vües de mon frere l'Electeur, me donnant tout lieu d'a-

prehender qu'ils pensent à faire donner à la Diette de Convocation l'Exclusion à mon frere l'Electeur, j'ai recour à votre chere amitié, mon cher Comte, et c'est avec cette confiance que m'inspirent les preuves que vous m'en avés données en tant d'occasions que je vous demande encore celle de vouloir bien ne point donner de promotion et vôtre appui pour quelqu'un qui voudroit être nonce de Dietines du Duché de Livonie qu'à ceux pour lesquels je vous prierai par M^r le Chambellan du dit Duché, qui partira dans peu d'ici, et que je chargerai de vous dire de bouche tout ce que je ne saurois confier à la plume. La priere que je vous fais par ces lignes s'étand encore à vouloir bien avoir soin, dans toutes les Dietines ou vous avés de l'Influence, que ce projet d'exclusion ne puisse pas être un point d'instruction pour la Diete de Convocation, et que les choix des nonces (dont tout depend) puissent tomber sur de vrais amis de la patrie, qui preferassent de prendre un Roi dans la personne de mon frere l'Electeur que d'en accepter un des mains de la Roussie qui seroit toujours et en tout point dependant des volontés de cette puissance. Quand à mes interets touchant la Courlande, je crois n'avoir pas besoin de vous les recommander, étant pleinement persuadé que votre amitié pour moi vous portera à avoir soin qu'il ne puisse rien être conclu de prejudiciable à mes droits. Je souhaite que vous soïés pareillement persuadé de la sincerité de la mienne pour vous, ainsi que de la plus parfaite estime avec laquelle je suis, etc., etc.

XX

Dresde, ce 17 décembre 1763.

MONSIEUR,

La main sensible du Tout-puissant vient de me frapper un coup pas moins affligeant que celui du 5 octobre, parce que la petite verole m'a enlevé mon frere l'Electeur ce matin, à deux heures, n'ayant gardé le lit que depuis le 14 d. c. au soir ; un frere que j'ai si tendrement cheri que je le regrette comme un Pere. Je ne saurois douter un instant que, par les sentimens que vous conservés pour toute la Famille Roïale, vous voudrez bien, mon cher Comte, prendre part à ma vive et juste douleur. Dans ces circonstances, cependant, il ne m'est pas possible d'oublier la Pologne, que je regarde comme mon autre Patrie. J'ai raison de la plaindre en même tems de ce qu'elle n'a pu jouir des fruits des bonnes intentions que ce Prince avoit pour Elle. Les desseins de la Providence étant impenetrables en cette occasion, je vois que les peines que je me suis données pour cette fin restent par là sans effet, et la perplexité dans laquelle nous nous trouvons est d'une nature à ne nous point permettre à songer, dans ces premiers momens, à aucune autre chose si non qu'à me reco-

mander à la continuation de votre chere amitié, et à vous prier d'être persuadé de la sincerité de la mienne envers vous, ainsi que de la très parfaite estime avec laquelle je suis inalterablement, Monsieur, etc., etc.



LETTRES
DU COMTE DE BRÜHL

PREMIER MINISTRE DU ROI AUGUSTE III

ADRESSÉES AU COMTE PLATER

PALATIN DE MSCISLAW



Varsovie, ce 2 mars 1763.

MONSEIGNEUR,

JE profite du renvoy d'un Courier pour accuser à Votre Excellence la reception de l'obligeante lettre qu'Elle m'a fait l'honneur de m'écrire le 25 d. c., et que l'ordre de ce matin vient de m'apporter.

Plus j'y trouve, et dans les autres lettres et rapports qui nous sont parvenues, de nouvelles traces de l'illégalité, violence, et des indignités avec lesquelles un injuste usurpateur continue d'établir ses prétentions et de les faire valoir, et plus nôtre attention pour le maintien possible des droits indubitables du Roi et de la République doit se reveiller, afin que, même en cedant à une force supérieure, on conserve du moins le fondement de ces mêmes droits et la dignité de la couronne et de

son legitime feudataire. Je ne cesse de faire remarquer et agréer à Sa Majesté les soins que Votre Excellence et Monseig^r son Collegue se donnent pour ce bût. Ce sera sans doute aussi celui de principales deliberations du Conseil du Senat, dont l'ouverture est à présent fixée pour Lundi prochain. Les mesures qu'on y prendra, et dont Votre Excellence sera exactement informée, regleront et epauleront en même tems les travaux qu'Elle aura à continuer en Courlande. Nous sommes en attendant, fort impatientes d'apprendre l'impression des representations de M. le Chambellan de Borch. Je me fais encore un devoir d'accéder par mon suffrage aux éloges que Votre Excellence donne à la fidelité et noble fermeté de M. le Land-Hoffmeister. Il merite d'autant plus d'applaudissemens et de justes attentions, que sa conduite loyale couvre de honte ceux que la seduction ou aprehension a égarés de leur devoir et engagements les plus sacrés.

J'ai l'honneur d'être, avec la consideration la plus distinguée et un très parfait et sincere devouement, Monseigneur, de Votre Excellence, le tres humble et tres obeissant serviteur,

BRÜHLL.

P. S. du 3^{me} Mars.

Le Courier que Votre Excellence nous a depeché du 27 d. p., et qui m'a aporté aussi sa tres honorée lettre de cette date, étant arrivé encore hier au soir avant le

depart de Malaspina, nous avons aretté celui-ci jusques à ce matin. Me raportant aux notions prealables qu'il pourra vous apporter, Monseigneur, de la part du Ministère, sur les remarques que Votre Excellence vient de lui communiquer, et qui merite toute l'attention et la plus mure reflexion, je ne puis que Lui reiterer pour le présant les assurances du zèle et de la vivacité avec lesquels tous les bienintentionnés s'appliquent aux mesures les plus justes et les plus efficaces à prendre sur l'affaire importante en question, et du gré très gracieux que le Roi vous sait, Monseigneur, et à S. E. M^r son Collegue, de Vos bons soins et peines.

II

A Dresde, ce 2 may 1763.

MONSEIGNEUR,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Votre Excellence m'a fait celuy de m'écrire le 28 d. p., et quoique mon indisposition me prive encore du bonheur de m'acquitter en personne de l'exactitude de mes devoirs et services auprès du Roi N. A. M., par les ordres du quel et les conseils de la faculté je suis obligé de garder la chambre, je n'ai pas cependant manqué de

faire parvenir à la connoissance de S. M. le detail contenu dans le rapport que V^{otre} Excellence m'avoit adressé.

Il est vrai que les marques que la Cour de Roussie nous avoit déjà données de l'impetuosité de sa predilection pour l'usurpation Bironienne ne pouvoient que nous préparer à une suite ulterieure de toute sorte d'attentats et de violence; mais il n'en est pas moins étonnant qu'on soit allé jusqu'aux voyes de force militaire pour vous deloger, Monseigneur, et S. E. M^r Votre Collegue, du Palais qu'Elles occupoient, et même de la maison dite la Fabrique, laquelle, étant achetée des propres deniers de S. A. R. Mgr le Duc, n'a rien de commun avec la Chambre Ducale et ses appartenances, dont on se croit permis de disposer arbitrairement.

Nos dernieres lettres de S. A. R. étoient datées de Czerwony Dwov du 30^e du p., et nous ne saurions que nous savoir gré de ce que, par nos conseils, ce cher et Auguste Prince s'est enfin soustrait aux indignités auxquelles on auroit pû se porter, selon toute probabilité, contre sa haute personne.

Quand à la conduite qu'il plaira à Vos Excellences d'observer ulterieurement, celle qu'Elles ont tenue jusques ici dans ces occurences critiques, avec autant de zèle et de fermeté que de prudence, justifiera toujours parfaitement les determinations qu'Elles jugeront à propos de prendre. Et puisqu'il n'y a guères d'apparence qu'on veuille menager d'avantage par la suite Leur dignité et caractère respectable, dans leur présente Commission nous ne voyons rien ici qui doive les engager à les ex-

poser plus longtems et à ne point se décider en conséquence du dernier très gracieux Rescript que le Roi vous a adressé de Varsovie et qui leur permet de ceder aussi à une force supérieure, en attendant que des tems et conjonctures plus favorables puissent faire valoir plus efficacement les droits du Roi, de la Republique et de Mgr le legitime Duc; à la reservation et maintien des quels Vos Excellences ne manqueront d'ailleurs point de pourvoir par toutes les Reservations et Manifestations convenables et publiques assorties à ces facheuses circonstances.

Comme c'est à elles seules que le peu de succès des soins infatigables et zélés de votre Excellence et de S. E. M. de Castellan est uniquement à attribuer, il ne sauroit non plus diminuer d'aucune façon les mérites que Vos Excellences se sont acquis, dans cette occasion très désagréable et épineuse, auprès du Roi et de la Patrie. Je me fais un devoir de vous en renouveler, Monseigneur, de la part de Sa Mté, les formelles assurances, et j'y ajoute celle de la constance invariable, des sentimens de la consideration très distinguée et du respectueux attachement avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc., etc.



LETTRES

DU COMTE BROWNE

GÉNÉRAL AU SERVICE DE LA RUSSIE, GOUVERNEUR DE LA LIVONIE

ADRESSÉES AU COMTE PLATER

PALATIN DE MSCISLAW



I

A Riga, ce 20 de févr. v. st. 1763.

MESSIEURS,

J'AI eu l'honneur de recevoir celle que Vos Excellences Excellences m'ont bien voulu adresser au sujet des différens survenüs par l'arrivée d'un detachment de Dragons que Vos Excellences Excellences ont fait venir à Mietau.

Comme une maladie, qui me tient depuis dix jours au lit, m'a obligé de differer ma réponse, j'espere que Vos Excellences Excellences me tiendront justifié à l'égard de ce délai.

Quand à l'affaire meme, je n'y puis entrer que pour autant que cela concerne le service militaire de Sa Majesté Imperiale. Or ayant vu par les rapports du Lieutenant Colonell Schröder que la troupe en question ayant été, à son arrivée, sommée par la sentinelle de

faire halte à la porte, jusqu'à ce que l'Officier de garde en puisse être averti, n'a pas daigné y faire attention, mais qu'elle est entré tambour battant sans prévenir de sa marche ni l'Officier de garde, ni le Commandant des troupes Imperiales, qui sont actuellement en garnison à Mietau ; je ne sçauois dissimuler à Vos Excellences Excellences que ce procédé m'a d'autant plus surpris que l'usage militaire reçu dans toutes les troupes de l'Europe en ordonne autrement. Je suis même persuadé que les lumières de l'Equité de Vos Excellences ne sçauront approuver une démarche ou l'on a si ouvertement manqué aux égards dûes au service de Sa M. I. ma tres gracieuse souveraine.

Pour ce qui regarde les difficultés qui ont pu empêcher M^r de Simolin a ne pas se conformer aux desirs de Vos Excellences Excellences, je sçauois d'autant moins en décider que son Ministère ne m'est aucunement subordonné, mais qu'il relève uniquement du Département des affaires étrangères de notre cour. Toutefois j'ai lieu de me promettre que ce Ministre, étant pleinement instruit des intentions équitables de Sa Majesté Imperiale sur les affaires de la Courlande, d'une part, et de ses sentiments amicaux pour l'illustrissime Republique, de l'autre, ne se sera point refusé à tout ce que Vos Excellences Excellences auront pu exiger de lui, à moins qu'il n'y aye eu des circonstances qui auroient pu altérer le bon Ordre dans un pays aussi proche des Etats de Sa Majesté et dont, par conséquent, la tranquillité Lui sçauroit être indifferente. Je me tiens en même tems assuré que M^r de Simolin aura mesuré ses

demarches sur les informations qu'il doit avoir de la nature et validité de la Commission, sur la quelle Vos Excellences Excellences prétendent s'appuyer et sur la quelle il se sera sans doute expliqué avec Elles.

J'ai l'honneur d'etre, Messieurs, de Vos Excellence Excellence le tres humble et tres obeissant serviteur,

G. BROWNE.

II

A Riga, ce 1^{er} de mars 1763.

MESSIEURS,

La derniere lettre de Vos Excellence Excellence m'informe d'un accident que les rapports de M^r le Lieutenant Colonel Schröder m'exposent bien differemment.

Comme je me ferai toujours une loy essentielle de me conformer à l'amitié et à la bonne intelligence qui regne entre Sa Majesté Imperiale ma très gracieuse Souveraine et la Serenissime Republique de Pologne, je crû ne pouvoir mieux faire que d'envoyer le Major Jordan, officier habile et de probité, à Mitau, auquel, comme j'ai ordonné, on y joindra un autre Officier de nos troupes pour examiner du monde le plus exacte-

ment le fait en question. Et pour ôter dans cet examen toutes les apparences de partialité, j'ai choisi exprès pour cette Commission deux Officiers qui ne sont point du Bataillon que commande M^r de Schröder.

Vos Excellence Excellence choisiront en consequence un Officier aussi; toutefois, sans le prendre de ceux qui commandent le Detachement destiné à Leur garde, pour éviter pareillement toute ombre de partialité, afin d'entamer ensemble la Commission de l'affaire dont il s'agit et de confronter les deux parties dans le meme tems.

Les deux Officiers aux quels je commets l'Examen de l'affaire en question y iront le droit chemin; et je ne manquerai pas de punir les coupables qui par eux seront reconnus et déclarés pour tels, selon la teneur des loix militeures. Justice que je me promets également de la part de Vos Excellence Excellence, si les agresseurs et vrais coupables se trouvent parmi les Soldats de leur garde.

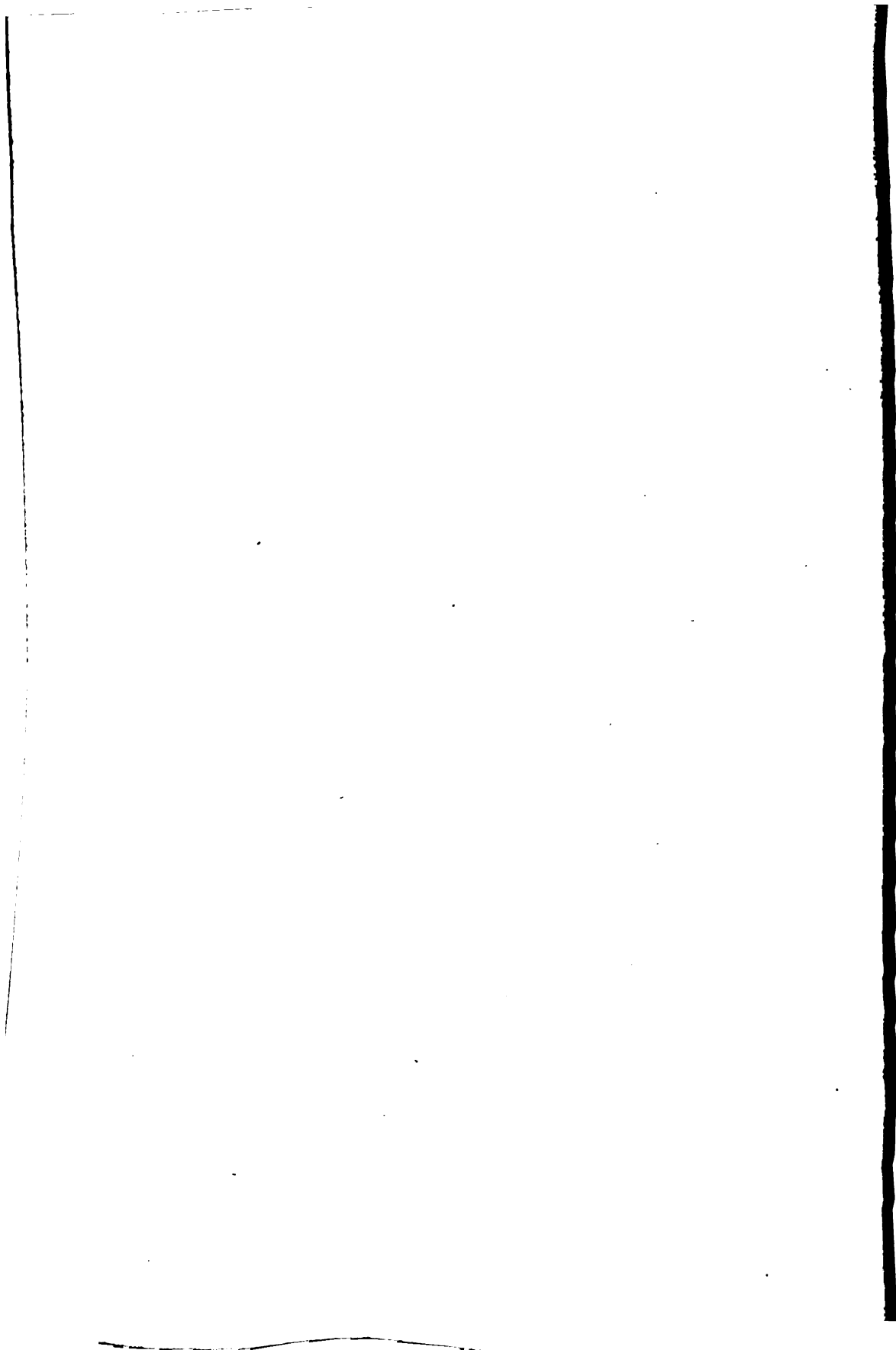
Au reste, j'ai l'honneur d'être, etc., etc.

Apostille,

Vos Excellences Excellences sentiront bien que, si dans ma précédente il s'est glissé quelque méprise à l'égard du titre de la Sérénissime République, cela ne sauroit être regardé que comme une faute de plume.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

LETTRES RÉVERSALES
OCTROYÉES PAR LE DUC CHARLES
LE 25 OCTOBRE 1759
A LA NOBLESSE ET AUX ÉTATS
DE COURLANDE





NOUS, CHARLES,

PAR la grâce de Dieu, Prince Royal de Pologne et de Lithuanie, etc., Duc de Saxe, etc., ainsi que de Livonie, de Courlande et de Semigalle, etc., etc.

Faisons savoir par la présente, pour Nous, Nos héritiers et successeurs, ainsi que pour tous :

Comme il a plu à la suprême volonté de Dieu que Sa Majesté Royale de Pologne, Notre très gracieux Roi et maître et très vénéré Père, *in fundamento* de la Constitution de 1736 et avec l'agrément de Son Sénat, ainsi qu'en considération des vœux très soumis de la Noblesse et des États des provinces exprimés à Notre égard par l'instruction additionnelle donnée à leur délégué à la Diète, M. Johann Ernest Schoppingk, seigneur héréditaire

ditaire d'Illitz, le 13 septembre 1758, ait daigné déclarer Nous donner en fief les duchés de Courlande et de Semigalle, en manifestant en même temps, par le diplôme provisionnel à Varsovie, le 16 novembre 1758, Sa Gracieuse sollicitude pour le maintien des droits des duchés, et particulièrement de toute la Noblesse, ce que Nous avons désiré Nous même; Nous avons par conséquent, à l'exemple de Nos Glorieux Ancêtres aux duchés, et particulièrement pour le cas présent, jugé de toute équité de garantir à tout le pays en général, et à la Noblesse et aux États en particulier, leurs droits, privilèges, immunités et prérogatives, *tam in ecclesiasticis quam in politicis, tenore conditionum primæve conditionis*; à quelle fin Nous avons délégué en Courlande M. Eberhardt Christophe de Mirbach, Conseiller royal privé actuel et chevalier de l'ordre de Saint Alexandre Newsky, muni de pleins pouvoirs écrits pour s'aboucher avec les Conseillers, la Noblesse et les États, à l'Assemblée du 5 Décembre 1758, afin de s'entendre sur certains articles à faire entrer dans nos Lettres reversales; ils ont, en effet, respectueusement reçu Notre gracieuse intention et se sont accordés sur certains points avec Notre susdit

délégué et les ont respectueusement présentés à Notre ratification par leurs délégués, MM. Frédéric de Korff, Staroste de Rossitten, chevalier de l'ordre de Saint André, et Guillaume Alexandre de Heyking, seigneur héréditaire d'Oxeln. Mais, comme il est entré dans les sus-mentionnées Lettres reversales certaines choses que Nous ne pouvons confirmer, pas plus que Sa Majesté Royale, Nous avons, par conséquent, au lieu de la ratification, après avoir reçu solennellement, le 8 janvier 1759, l'investiture vassale, donnée à Varsovie, le 12 février 1759, à Notre féale Noblesse et aux États, entre autres, l'assurance de les écouter avec soin à la prochaine assemblée des États généraux du pays, devant précéder la prestation du serment de fidélité à Notre personne, d'autant plus que, d'après le § 6 des susdites Lettres reversales, il avait été réservé à ceux des membres de la Noblesse et des États qui n'ont point assisté à l'acte des susdites Lettres de Nous présenter plus tard de justes réclamations pour le maintien de leurs droits. Nous avons, par conséquent, conformément à Notre promesse non-seulement communiqué à notre féale Noblesse et aux États un nouveau projet de Lettres reversales,

lors de la première assemblée des États généraux qui précédait la prestation du serment de fidélité, mais encore, après qu'ils en eurent de Notre consentement délibéré dans les paroisses et qu'ils Nous eurent respectueusement présenté tout ce qu'ils avaient désiré faire entrer dans lesdites Lettres, et enfin, après avoir mûrement pesé toutes leurs sollicitations, en tant qu'elles étaient compatibles avec la constitution de l'État, nous avons irrévocablement décidé que :

I

Toutes les conventions passées en 1561 avec le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Lithuanie, à titre de *pacta publica et primæ subjectionis*, considérées comme les bases fondamentales de l'État, la *Formula Regiminis*, ainsi que toutes les décisions commissoriales, et *lauda publica*, établies dans le sens des lois fondamentales du pays, et *in fundamento* des premières conventions, comme aussi le diplôme provisionnel qui Nous fut accordé sur l'avis du récent *Senatus*

Consillii in fundamento de la Constitution de 1736, et enfin Notre Investiture Ducale, serviront désormais de bases indubitables aux Lettres actuelles, en Nous engageant, conjointement avec Notre aimée Noblesse et les États, de maintenir en tout temps inviolablement le lien contracté *tempore subjectionis* sous de si heureux auspices.

II

Notre aimée Noblesse et les États s'engageant à Nous rester fidèles et favorables comme à leur Maître, par la Grâce de Dieu et élu par leurs propres suffrages, Nous Nous engageons de même à les protéger dans toutes les éventualités et à ne les abandonner dans aucun cas de malheur.

III

Nous promettons de maintenir inviolablement dans tout le pays et envers ses habitants toute

liberté de religion d'après la Confession d'Augsburg, ainsi qu'il en était suffisamment stipulé dans les *Pactis primæve subjectionis* et conformément aux engagements des ducs de Courlande mes prédécesseurs.

En considération des circonstances actuelles, Nous promettons également que dans toutes les affaires de religion et dans tout ce qui en dépend, la compétence sans appel du Tribunal consistorial, composé de Premiers Conseillers et de Conseillers de la Confession d'Augsburg, du Surintendant et d'employés, sera strictement observée et maintenue, et que tout ce qui entre dans l'administration des églises sera du ressort du susdit Tribunal. Dans les églises des campagnes ou des villes qui jouissaient du patronage d'un Duc de Courlande seul ou conjointement avec des copatrons, Nous n'entreprendrons aucun changement, ni quoi que ce soit de préjudiciable à la religion protestante et aux églises. Nous promettons, au contraire, de laisser subsister toutes les églises et paroisses de la Confession d'Augsburg dans leur destination primitive, ainsi que dans la jouissance des biens qui leur ont été accordés jusqu'aujourd'hui, des salaires pour les personnes

qui en recevaient précédemment des revenus ducaux, conformément aux premiers pactes, et de conserver les églises en bon état par des réparations nécessaires, ou de faire reconstruire celles qui se trouveront en état de vétusté — en tant que le comporte Notre *Jus patronatus*. Quoique Nous soyons en pleine possession du même *Jus patronatus* dont jouissaient tous les Ducs de Courlande, Nous en abandonnons l'exercice, en Notre nom, aux premiers Conseillers et aux Conseillers de la Confession d'Augsburg, en ce qui concerne la vocation des prêtres — c'est-à-dire la fixation des examens, l'ordination et l'introduction; en Nous réservant cependant la faculté de nommer à des charges d'église des individus recommandables, et de donner des dispenses dans des affaires de mariage, même selon les droits de l'église protestante. Abandonnant, ainsi qu'il est dit plus haut, les affaires consistoriales aux Conseillers, Nous entendons maintenir les dispositions de feu Son Altesse le Duc de Courlande Frédéric Casimir, établies par la convention passée en 1684 avec la Noblesse et les États, confirmée par Sa Majesté Royale de Pologne à la Diète et renouvelée à l'Assemblée des États généraux de 1692,

concernant la composition du Consistoire, les syndics des églises et des écoles, et toutes les personnes qui y appartiennent, lesquelles doivent être et rester de la Confession d'Augsburg. Nous maintenons les personnes appartenant à la Noblesse dans la jouissance inaliénable, non-seulement du *Jus patronatus*, mais encore du *Jus compatronatus* dans les églises des paroisses, ainsi que de tous les droits qui en découlent, et accordons en outre aux individus de la religion réformée le libre exercice de leur culte, ainsi qu'ils en jouissaient jusqu'à présent. Nous promettons, en outre, solennellement, après Nous être entendu avec la noblesse et les États, d'accepter et de ratifier par une sanction de la Diète les nouveaux règlements pour les églises récemment révisés, en tant qu'ils ne contiennent, ainsi que Nous l'espérons, rien de contraire à Notre dignité de Souverain, lesquels serviront de base pour toutes les confessions provenant de celle d'Augsburg; jusque là, les règlements actuels resteront en vigueur.

Après avoir ainsi, en signe de Notre affection pour la Noblesse, les États et tous les habitants de ces Duchés, suffisamment témoigné Notre ferme intention de maintenir la liberté du culte de la

Confession d'Augsburg et de n'y faire entrer aucun changement, Nous promettons encore de n'accorder, à aucun titre et d'aucune manière, au clergé de la confession catholique-romaine, des charges ducales, ni l'acquisition des biens immeubles tant aux campagnes que dans les villes des Duchés, ni l'introduction d'une Société de Jésus, ou d'autres ordres, collèges et sociétés, mais de veiller plutôt à ce que dans aucun endroit des frontières des Duchés, désignées dans les *Pactis subjectionis*, il ne soit érigé aucun siège épiscopal; et bien que Monseigneur l'Évêque de Livonie jouisse du droit d'inspection *in vitam, doctrinam et mores ministrorum Ecclesiæ Romanæ Catholicæ*, Nous n'y donnerons aucune extension, ni n'accorderons aux églises catholiques le droit d'asile; et, tout en laissant au clergé catholique la liberté de l'enterrement public, Nous ne lui permettrons pas de faire, hors des églises et, contrairement aux conventions précédentes, des processions publiques.

IV

Nous promettons encore, conformément aux articles 1 et 2 de ces lettres, à notre amée et féale Noblesse et aux États en général, et à chacun de leurs membres en particulier, de sauvegarder en tout temps leurs intérêts, relativement à leurs privilèges, prérogatives, immunités, indults et concessions, en les confirmant par la présente et en garantissant à tous et à chacun la libre et tranquille possession de tout ce qui leur avait été accordé à quelque titre que ce fût par les grands maîtres, les ducs et les rois précédents, et Nous engageons, par conséquent, à veiller à ce qu'aucun des habitants ne soit lésé ni troublé dans la jouissance légitime de ses biens et droits.

V

En promettant à Notre amée et féale Noblesse et aux États le maintien de tous leurs droits,

Nous y comprenons aussi le *Jus indigenatus*, et Nous Nous engageons à n'accorder les grandes dignités et charges revenant, d'après les lois fondamentales, à la Noblesse indigène, qu'aux individus nobles du pays.

VI

Nous promettons de même, à l'exemple de nos glorieux ancêtres au Duché, d'accorder de préférence aux membres de la Noblesse indigène les bailliages et biens ducaux à titre de biens arrentés ou autre.

VII

Pour manifester Notre bienveillance à Notre amée et féale Noblesse et aux États concernant les Premiers Conseillers, les Grands Chefs et les Chefs, Nous promettons pour Nous et Nos héritiers, ainsi qu'il a été dans un cas pareil accordé .

par la Couronne de Pologne, qu'il n'y aura dorénavant, quant aux dignitaires de la Confession catholique-romaine, qu'un seul Premier Conseiller, un Grand Chef et un Chef de cette confession, de sorte qu'il y ait toujours au moins trois premiers Conseillers, trois Grands Chefs et quatre Chefs de la religion protestante.

VIII

Enfin, quant à l'acquisition des biens allodiaux, Nous ne pouvons, à défaut d'informations suffisantes, Nous prononcer là-dessus pour le moment, en Nous réservant d'en faire l'objet d'une conclusion ultérieure, où Nous aurons en vue autant qu'il se pourra le bien de Notre amée et féale Noblesse et des États.

Ces Lettres reversales ainsi stipulées, Nous promettons solennellement, pour tous les temps, de conserver et de protéger le pays et de ne rien conclure contre les intérêts de la Noblesse; Nous Nous empresserons plutôt de solliciter incessamment auprès de Sa Majesté Royale la confirmation

de ces Lettres reversales et de les octroyer à la Noblesse et aux États ; et en vue des prochaines négociations de paix, Nous ne négligerons rien de ce qui peut contribuer à la sûreté et la prospérité du pays, avec le concours puissant de Sa Majesté le Roi de Pologne, Notre très-vénéré Père et Maître, que Nous ne manquerons pas de solliciter. En foi de quoi Nous avons revêtu ces Lettres reversales de Notre seing en y apposant Notre sceau ducal. Fait à Mittau le 25 octobre 1759.

CHARLES, DUC DE COURLANDE.



EXTRAIT
DU DIPLOME ROYAL
QUI CONFÈRE AU PRINCE CHARLES
LE DUCHÉ DE COURLANDE ET DE SÉMIGALLE



*Extractum ex diplomate Investituræ dato Principi
Regio Carolo die 8 Mensis Januar. 1759.*

SIMILITER et Serenissimus Reginus Princeps Carolus Dilectus filius Noster, Curlandiæ et Semigalliæ in Livonia Dux, circa receptionem Feudalis vexilli Juramentum Fidei et Fidelitatis Nobis et Reipublicæ explevit, de tenore tali : Ego Carolus, Dux Curlandiæ et Semigalliæ in Livonia, juro super hanc S. Jesu Christi Crucem quod ab hac hora deinceps, usque ad ultimum vitæ meæ diem, ero fidelis et obediens Tibi Serenissimo Principi Augusto III, Dei Gratia Regi Poloniæ, Magno Duci Lithvaniæ, et sicuti meo naturali et Hæreditario Domino et Successoribus legitimis Tuis, Regibus, et Regno Poloniæ, Dominis meis, contra omnem hominem, nemine prorsus excepto, et quod nunquam ero scienter in consilio, vel auxilio, vel in facto, ex quo (quod absit) amittas vitam vel membrum aliquod, vel per quod accipias in Persona aliquam læsionem, vel contumeliam, aut injuriam, vel per quod amittas aliquem honorem, quem

nunc habes, vel post habebis, et si scivero vel audivero de aliquo qui velit aliquid istorum contra Te et Regnum hoc Poloniæ facere, pro posse meo, ut non fiat, impedimentum præstabo, et si impedimentum præstare nequeo, quam cito potero, Tibi nunciabo, et contra eum juxta Pacta auxilium Tibi et Regno præstabo. Et si contigerit Te rem aliquam, quam habes, vel post habebis, casu aliquo amittere, eam recuperare curabo, in recuperataque retinenda. Te omni tempore juvabo. Et si scivero contra aliquem velle Te publico consilio arma sumere, et de eo generaliter vel specialiter fuero requisitus, meum Tibi secundum Pacta præstabo auxilium. Et si aliquid mihi de secreto manifestaveris, illud sine Tua licentia nemini pandam, neque quidquam, per quod pandatur, faciam. Et si consilium a me super aliquo facto postulaveris, illud Tibi dabo consilium quod Tibi Dominiisque Tuis judicavero maxime expedire, et nunquam ex persona mea aliquid scienter, quod pertineat ad Tuam, vel Regni Dominiorumque Tuorum injuriam vel contumeliam, faciam, imo honorem, dignitatem, commodaque Tua et Regni tuebor et conservabo, et, quod maxime potero, augebo. Denique etiam Pacta priora antiqua omnia et singula a Prædecessoribus meis Ducibus Curlandiæ et Semigalliæ cum inclyto hoc Poloniæ Regno et M. D. Lithuanæ conventa, tum et Formulam Regiminis, præteritas Transactiones et conditiones cum Serenissimis divæ memoriæ Regibus Poloniæ, et M. Ducibus Lithuanæ factas, constitutiones Annorum 1726 et 1736 de Ducatibus Curlandiæ et Semigalliæ sancitas, servabo, adimplebo, et nihil in contrarium eisdem atque Legibus faciam, ac præterea omnium et singulorum Equestris Ordinis ac Privatorum Ducatus Curlandiæ et Semigalliæ Incolarum, et Civitatum Jura,

Privilegia, libertates et Immunitates, sartas, tectas integerrime servabo, nec quidquam in contrarium eorundem præjudicii ac derogationis faciam, aut fieri permittam. Sic me Deus adjuvet, et Sancta Crux Jesu Christi, etc.

Cumque inter cætera et hoc inter Serenissimum Prædecessorem nostrum D. Sigismundum Augustum et Illustritatis ejus Proavum convenit, ut permutatione Episcopatus Curoniensis pro Sonneburga, Arce, Curiis Leal et Madzel Illustris Dux Magnus contentetur, et ad eam rem prædictus D. Sigismundus Augustus, Serenissimi Stephanus Sigismundus III, Vladislaus IV, Joannes Casimirus, Michael, Joannes III et Augustus II, operam receperunt, et nos recipimus, ut cum reliqua Curonia Episcopatu Curoniensi Serenissimus quoque Regius Princeps Carolus, Dux Curlandiæ et Semigalliæ in Livonia, potiatur. Postea vero cum vivente Duce, sic dicto Magno, permutatio ea perfecta non fuisset, gravissima autem de Episcopatu eo controversia inter D. Prædecessorem nostrum Stephanum et Serenissimum Daniæ Regem exorta, tandem Serenissimus quondam Daniæ Rex, per Transactionem ex certis conditionibus, Serenissimo Prædecessori nostro jus suum, quod habere se in eo Episcopatu existimabat, cessisset, nihil hoc tempore statuere ea de re possumus, rem omnem in eo statu, in quo ante sub Serenissimis Regibus Sigismundo Augusto, Stephano Sigismundo III, Vladislao IV, Joanne Casimiro, Michæle, Joanne III et Augusto II, desideratissimo Parente, et Prædecessore Nostro, atque tempore Regiminis Nostri fuit, eam relinquendam esse censuimus, prout relinquimus, etc. Caverat etiam Divus Sigismundus Augustus Illustrissimo olim Gotthardo de Kettler, cum ante sexennali bello tam suæ Illustritatis quam et Nobilitatis Curo-

niensis vires exhaustæ essent, relaxata ut esset sua Illustritas et Nobilitas ab onere belli, et ut hoc saltem præstarent, quod commode pro modulo suo possent, alio autem tempore eam habendam rationem, quam Illustrissimi olim Ducis in Prussia. Divus. vero Stephanus Prædecessor noster se quoque pro eo bello, quod tum gerebat iis copiis, de quibus cum Illustritate ejus sibi convenerit, contentum fore permittebat. In posterum autem in vim perpetuæ obligationis Illustrissimi olim Duces Curlandiæ et Semigalliæ ad observandum onus assumpserunt, ut, tempore expéditionis bellicæ, unam cohortem Equitum cum servitiis Equestribus Nobilium, quoties iis opus fuerit, intra fines Curlandiæ et Semigalliæ præstarent, et quoties vero publica aliqua necessitate bellica postulante in Regno publicæ contributiones decretæ fuerint, toties Duces Curlandiæ et Semigalliæ summam decem millium florenorum Polonicalium in Thesaurum Reipublicæ inferrent, hoc videlicet Pacto, quod, licet una sive plures contributiones in Generalibus Comitiiis sciscerentur, Duces Curlandiæ et Semigalliæ in locum sive unius, sive plurium, prætactam decem millium florenorum Polonicalium summam, et non plus, accepta desuper quietatione Dominorum Thesaurariorum, solvere adstricti essent. Secus vero, si, publica expeditione sic exigente, Duces Curlandiæ et Semigalliæ Vasallagium Equitum cum suis Nobilibus misissent, in hoc casu, pro eo tempore, etiam si contributiones in Comitiiis scitæ fuissent, liberi et immunes Duces a persolvenda decem millium florenorum Polonicalium contributione fore. Cum vero constitutio Anni 1736 post decessum stirpis Ketllerianæ pro re et interesse Reipublicæ duo principaliter objecta habuit, ad continuationem in Curlandia et Semigallia Regimen

Ducum primum, videlicet ut eliberentur bona mensæ Ducalis in rem et emolumentum Feudi ab oneribus, et subsidia militum augeantur, eaque ratione Commissionem 1727 prorogavit quæ, Gedani continuata, loco unius Cohortis centum Equitum, duas Cohortes unamquamque et centum Equitibus compositam, vel loco Equitum quingentorum, Peditum subministrationem Articulo IV vix invenit. Quare et Nos non posse ultra obligari Serenissimum Regium Principem Carolum, Ducem Curlandiæ et Semigalliæ censemus, videlicet ut, requirente Serenissimo Rege et Republica, duas Cohortes Equitum, unamquamque ex centum Equitibus compositam, vel loco Equitum quingentos Pedites in vim subsidii militum ultra servitia equestra Nobilium, secundum tenorem et modum antiquum, statuatur, etc...

Pariter, quæcunque Vasalii et Feudales Principes erga suum naturalem superiorem et directum Dominum fidelitatis, observantiæ servitiorumque studia et officia præstare tenentur, Serenissimus Princeps Regius Carolus, Curlandiæ et Semigalliæ Dux, erga Nos, Regnumque Nostrum et Magnum Ducatum Lituaniæ præstabit, itidemque Hæredes legitimi in hoc Feudo Successores præstabunt. Nos quoque Serenissimum Principem Regium Carolum dilectum Filium Nostrum, Ducem Curlandiæ et Semigalliæ, tum ejus Successores Masculos recta linea de lumbis descensuros, omni patrocinio, amore et benevolentia supremi directique Domini complecti, et in Juri-bus, Immunitatibus et Privilegiis illorum servare tenebimur, et Successores nostri tenebuntur. Cum vero dies mortalium dispositioni Dei omnipotentis subsunt, idcirco quotiescunque copia aperturæ Feudi Ducatus Curlandiæ et Semigalliæ fuerit, tum Successores Masculi linea recta

de Iumbis Serenissimi Regii Principis Caroli, Ducis Cur-
landiæ et Semigalliæ, memoratum Feudum a Nobis et
Serenissimis Successoribus nostris Regibus Poloniæ uti
naturalibus et directis Dominis petere, Juramentum fide-
litas et subjectionis præstare, modo successorio aggredi,
et plenarie absque tamen omni Ducatus dismembratione
possidere, omnibusque Juribus Ducalibus realiter frui
debeant, attamen ut ea fidelitatis et obsequii officia, quæ
in Vasallis requiruntur, præstent, etc.



RESCRITS ROYAUX

AU

COMTE PLATER, PALATIN DE MSCISLAW

ET AU

CASTELLAN LIPSKI

PLÉNIPOTENTIAIRES DE S. M. DANS LES DUCHÉS DE COURLANDE

ET DE SÉMIGALLE



I

AUGUSTUS TERTIUS, Dei Gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanix, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernichoviæq., necnon Hæreditarius Dux Saxoniæ et Princeps Elector.

SIGNIFICAMUS præsentibus Literis Nostris quorum interest, Universis et Singulis, quatenus cum ad manutenenda Jura Nostra Majestatica et Rei Publicæ in Ducatus Curlandiæ et Semigalliæ, et ad eosdem in Constitutione sua antiqua Conservandos, necnon ad dissidia interna tollenda ibidem hucusque a malevolis fomentata, Nobis expositum sit ut Certos Senatores in hos Ducatus ablegemus ad invigilandum Juri- bus Nostris Regiis et Reipublicæ ; exploratis ad hoc

Amplissimorum Senatorum et Ministrorum Nostrorum sensibus, designavimus, quem ad modum præsentibus designamus Magnificum Constantinum Plater, Palatinum Mscislaviensem, et Generosum Thadæum Lipski Castellanium Brzezinsensem, Iisdem plenam potestatem dantes ut quam primum Mitaviam se Conferant ibidemque quam diligentissime perquirant numquid Juribus Nostris et Reipublicæ in hos Ducatus Contrarium a quopiam fuerit attentatum, sive Commissum, et si quid a Jure supremi Dominii Nostri et a Constitutione antiqua horum Ducatum deviatum esse invenerint, Omnia Juribus Nostris nociva Convenientissimo quo fieri poterit modo amovere studeant, pacatumque his Ducatibus statum reddant, omnique ratione invigilent ut salva ubiq. ac illæsa maneant nostra et reipublicæ antiquissima in hos Ducatus Jura, et quæ in Fundamento illorum et horum Ducatum Jurium ac Constitutionis ibidem fuere ordinata atque sancita; mandantes insuper ut ad tenorem Juris et Justitiæ omnia peragant, expédiant atq. exequantur, vel si negotiorum magni momenti ratio exigeret ut ad nos recurratur, et habita ac percepta sufficienti de super informatione, exactissimam Nobis exhibeant relationem, illa dispositioni ac decisioni Nostræ relinquant, quæ nos pro rum gravitate et urgentia resolvemus. Ut igitur supra dictis delegatis Nostris Plenipotentariis, in omnibus quæ juxta præscriptum Mandatum Nostrum, in rebus atq. negotijs ad statum Curlandiæ Ducatus pertinentibus, peragent, plena fides habeatur, et imprimis a generosis Consiliariis, Majoribus et Minoribus Capitaneis, atq. a toto Generoso Equestri Ordine, in omnibus rebus ad Delegationem Illorum pertinentibus, debitus honor, reverentia atq. obedientia exhibeatur, Auctoritate Nostra regia vigore

Supremi Directi Dominii Nostri Clementer injungimus,
atq. Maioris Fidei Causa præsentes Manu Nostra subscri-
ptas, Sigillis Regni et Magni Ducatus Lithuaniae com-
muniri jussimus. Datum Varsaviae, die XII Mensis Xbris
Anno Domini MDCCLXII, Regni vero nostri XXX anno.

AUGUSTUS REX.

(L. S.)



II

AUGUSTUS TERTIUS, Dei Gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Masoviae, Samogitiae, Kijoviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czernichoviaeq., nec non Hæreditarius Dux Saxoniae, Princeps et Elector.

MAGNIFICIS Constantino Plater, Palatino Mscislaviensi, et Thadæo Lipski Castellaneo Lanciensi, in Ducatibus Curlandiæ et Semigalliæ Plenipotentariis Nostris Sincere Nobis dilectis, Gratiam Nostram Regiam. Magnifici Sincere Nobis dilecti, quo difficiliores rerum in Curlandiæ circumstantiæ fiunt juxta relationes Sinceritatum Vestrarum, eo Nobis acceptior et commendatior se exhibet vigilantia quam in custoditione Jurium Nostrorum Reipublicæ et Serenissimi Ducis Filii Nostri Dilectissimi Sinceritates Vestras adhibuisse intelleximus. Habent mala ipsa et excessus fines

suos, quos Divina Providentia prætergredi non patitur et, exinde sperandum Sinceritatibus Vestris est attentata quæ non sine maximo animi dolore contra jura Manifesta auctoritatemque Nostram Regiam et Rei Publicæ gravius in diem exerceri mirantur, suum tandem etiam finem habitura. Nitimur justitiæ et mediis, quæ ubique convenientius ut rei necessitas exigebat adhibere non prætermisimus nec prætermitemus. Senatum Convocavimus ut in hanc Feudi usurpationem nobiscum consuleret, et statuum suo tempore in Comitibus Convocandorum sensum exploravimus. Interea quæ ex concluso Senatus Sinceritatibus Vestris per agenda commissimus Eisdem, experta sua fide, et amore erga Nos et erga patriam pro juribus et auctoritate Nostra et Rei Publicæ, quam prudentes et non intermissa dilligentia porro impleturas esse non dubitamus, in quantum Dignitas Senatoria et Rei Publicæ Sinceritates Vestras officia sua inter arma externa exercere patiatur, Dignitas Serenissimi Princeps Curlandiæ Ducis, Filii Nostri Dilectissimi, quæ Dignitati Nostræ adhæret, curæ Sinceritatum Vestrarum præcipue est commendata. Quæ quoniam Eidem consiliis adesse debent, non sinent illam violentiarum acerbitati expositam manere, præterea cum opus sit, juxta rerum et circumstantiarum urgentiam, ut ante discessum Nostrum in Saxoniam, quæ præsentiam Nostram exigit, cum Serenissimo Principe Filio Nostro conferamus de mediis quæ Eidem et Ei fideliter addictæ nobilitati utilia esse poterunt, et desideria Nostra Serenitati suæ significaverimus circa suum opportunum ad nos adventum, a Sinceritatibus Vestris optamus, ut, subsequente discessione Serenitatis suæ, ad Palatium et Residentiam Ducalem se incontinenter transferant, Illamque una cum reliquis Ducalibus habitationibus Dicto Palatio

attinentibus occupent, nostramque taliter auctoritatem atque serenitatis suæ possessionem tueantur; nunquam immemores gestorum Sinceritatum vestrarum eadem Gratia Nostra Regia et Munificentia ex animo remunerabimus. De cætero, solitudini, officiis et dexteritati Sinceritatum Vestrarum una cum Juribus Nostris et Rei Publicæ negotia Serenitatis suæ Ducatum et generosæ Nobilitatis, quam pro fidelitate sua laudabili in specialem protectionem Nostram Regiam suscipimus et efficaci assistentiæ Sinceritatum Vestrarum in exercitio Muniorum suorum contra omnem usurpatam Jurisdictionem committimus, de melliori commendamus. Datum Varsoviæ, die II Mensis Aprilis, Anno Domini MDCCLXIII, Regni vero Nostri XXX Anno.

AUGUSTUS REX.

(L. S.)



III

AUGUSTUS TERTIUS, Dei Gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Roussiae, Proussiae, Mascoviae, Samogitiae, Kijoviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachie, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czernichoviaeq., necnon Hæreditarius Dux Saxoniae et Princeps Elector.

MAGNIFICI Sincere Nobis Dilecti, Resultatum Senatus, quod Sinceritatibus Vestris a Cancellaria Regni in Copia Authentica communicari facimus, satis testatur, in puncto Curlandiae, laudabilem Senatui nobisque acceptissimam fuisse operam quam in custodiendis Juribus nostris, Reipublicae et Serenissimi Principis Curlandiae Ducis Filii nostri Dilectissimi diligenter navarunt. Patebit ex eodem Resultato quid ulterius a Sinceritatibus Vestris desideratur in manutentionem præfatorum Jurium et tuitionem Generosae Nobilitatis contra Oppressiones quas patitur ob ser-

vatam Nobis, **Rei Publicæ** et **Serenissimo** Duci suo fidelitatem. **Perspectum** habentes **zelum Sinceritatum** **Vestrarum** pro patria et erga nos, non dubitamus, quin ea, quæ par est, **prudentia**, et **consilio**, ea præstent **Sinceritates** **Vestræ** quæ **Iisdem** ex **Resultato** injunguntur. **Gratia** et **remuneratione** nostra **Regia** **Eisdem** certiores facimus, **Earundemque** gesta pro integritate **Jurium** nostrorum et **Reipublicæ** in **Ducatibus** **Courlandiæ** et **Semigaliæ** singulariter **Gratiæ** nostræ et **protectioni** **Commen-**
data habentes, **Sinceritatibus** **Vestris** bonam **Valentudinem** ex animo **precamur**. **Dabantur** **Varsaviæ**, die **XIX** **Mensis** **Martii**, **Anno Domini** **MDCCLXIII**, **Regni** vero **Nostri** **XXX** **Anno**.

AUGUSTUS REX.



IV

*Messieurs les Senateurs Plenipotentiaires le Palatin
de Mscislaw et Castellan de Leczye.*

LES rapports qui M'ont été succesivement faits de la dexterité, prudence et du zele patriotique, avec lesquels vous vous êtes apliqués jusques ici en vertu vôte Commission à maintenir autant qu'il a dependû de vous, dans leur integrité les droits de Ma Couronne sur son fief de Courlande, et ceux du legitime Duc le Prince Mon Fils, n'ont pû que M'être très satisfaisants, et vous servir d'un nouveau merite auprès de Moi et de la Patrie. Etant bien aise de vous le temoigner encore specialement par Ma presente, de même que le gré que Je vous sçais, tant de l'assistance loyale et empressée que vous avez pretée au Duc Mon cher Fils, au milieu des procedés aussi audacieux qu'indecons qu'une injuste et arbitraire usurpation, abusant de l'apuy surpris d'une Puissance étrangère, ose exercer contre lui et sa legitime possession,

que du succès avec lequel vous avez soutenu dans le devoir de leur serment et fidélité une bonne partie de la plus considerable Noblesse des Duchés de Courlande et de Semigalle, à la tête de la quelle se trouvent, à leurs grands et justes éloges et à l'approbation generale meritée, les dignes Land Hofmeister von Howen, une couple de Grand Drossarts, la plupart des Drossarts, et d'autres Officiers publics du pays, que vous assurerez tous et un chacun de Ma protection et bienveillance Royales. Je me raporte dailleurs, quant à la continuation ulterieure et necessaire de vos mêmes soins et louables efforts, au dernier Rescript, en conformité du Resultat du Conseil de Senat, qui vous confirme et maintient dans cette même fonction utile et indispensable, et vous autorise à la continuation de ces mêmes soins et offices, de façon qu'à couvert par cette commission et caractère sacré, et par celui de vôtre dignité Senatoriale, il n'est point à presumer que qui que ce soit osât insulter à vôtre personne et à ce double caractère respectable dont vous êtes révetûs, dans une Province feudataire de la Republique. Ce sont là autant de motifs qui augmentent la confiance que Je ne cesse de mettre en vos sentimens et bons soins, quand même les circonstances facheuses que le Duc Mon Fils a soutenu jusques ici avec autant de fermeté que de circonspection, au milieu des gênes, empechements et attentats aux quels ni sa naissance ni son bon droit n'auroient jamais dû l'exposer, et d'autres considerations essentielles devroient M'engager à le rappeler pour un tems auprès de Ma Personne, tant pour Me rendre un compte exact et détaillé des affaires de ses Duchés, que pour concerter en sa presence les mesures les plus convenables et les moyens ulterieurs propres à soutenir ses droits et possessions contre les attentats

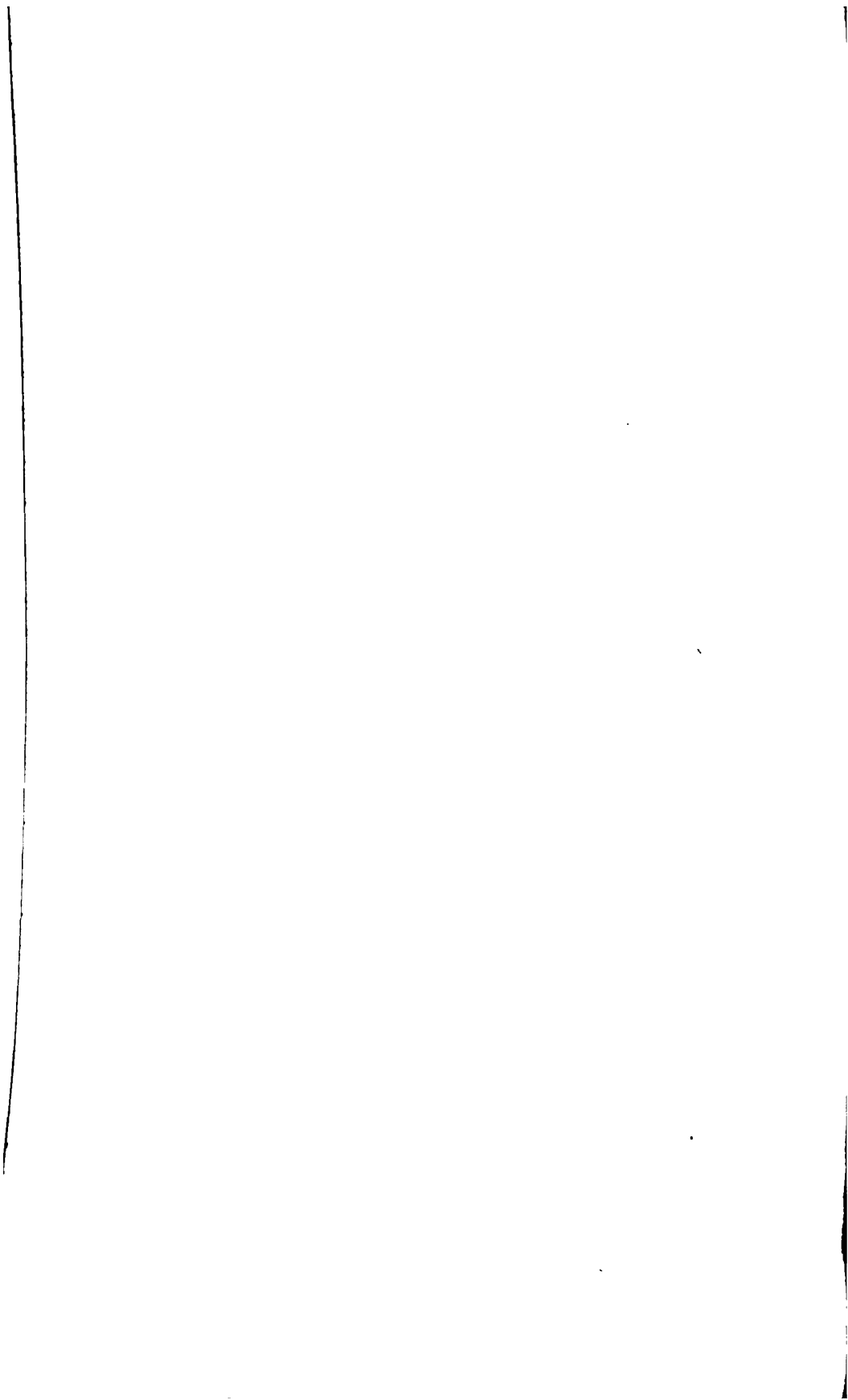
qu'on continue de leur opposer temerairement, et au mépris de Mon autorité suprême, de celle de la République, de la part de Biron et de ses adherants seduits et coupables. Mon intention étant en ce cas que vous alliez occuper l'un et l'autre de Ma part, et en vertu de vôtre commission, le Palais du Duc Mon Fils et la Maison y appartenante dite la fabrique, pour y résider convenablement avec votre suite pendant la dite absence. Je ne doute d'ailleurs point, que vous ne répondiez aussi alors, tout comme par le passé, à l'expérience que Moi, le Senat et la Patrie avons déjà faite jusques ici de vos lumieres, prudence, zèle et application dans cette conjoncture aussi critique que très interessante. J'espère de plus que les representations et instances que je ne discontinue de faire faire auprès de la Cour Impériale de Russie, et les autres motifs et mesures autorisées par le Conseil du Senat, ne produisent enfin l'impression et l'effet désiré, et ne secondent aussi toujours plus efficacement vos offices, peines et travaux dans le pays même.

Sur ce, vous assurant] derechef du souvenir très gracieux que Je vous conserverai particulièrement de ces bons services et merites, et dont Je serai bien aise de vous donner à la première occasion des marques effectives et satisfaisantes, Je prie, au reste, Dieu qu'Il vous ait, Messieurs les Plenipotentiaires, le Palatin de Mscislaw et Castellan de Lezczyc, en sa sainte et digne garde.

Fait à Varsovie, le 3 avril 1763.

AUGUSTE ROI.

RESCRIT ROYAL
AUX ÉTATS DE COURLANDE
ET DE SÉMIGALLE





AUGUSTUS TERTIUS, Dei Gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanicæ, Russicæ, Prussicæ, Masovicæ, Samogiticæ, Kijovicæ, Volhynicæ, Podolicæ, Podlachicæ, Livonicæ, Smolenscicæ, Severicæ, Czernichovicæq., nec non Hæreditarius Dux Saxonicæ, Princeps et Elector.

GENEROSIS supremis Consiliariis, præsertim Landhoffmeitero, Maioribus Capitaneis, præsertim Seelburgensi et Mitaviensi, et Minoribus, præsertim Doblinensi Frauenburgensi, Candauiensi, Schrundensi et Dusbensi, totique generoso Equestri Ordini Ducatum Curlandicæ et Semigallicæ, fideliter Nobis dilectis, Gratiam Nostram Regiam. Generosi fideliter nobis dilecti. Ad eum actum devenisse percepimus Joannem Ernestum de Biron, unde Feudi Possessio statuenda erat, si quid sibi Juris ad illud acquisitum habuisset ad ea nempe homagii præstatione, quam post spacium viginti duorum annorum a Fidelitatibus Vestris Eundem quærere

intelleximus. Concessimus quidem Anno Millesimo septingentesimo Trigesimo nono benevolæ petitioni Pie defuncte Gloriosissimæ memoriæ bonæ Nostræ amicæ et Fœderatæ Imperatricis Annæ Collationem Feudi Ducatum favorem, Ejusdem Joannis Ernesti; hujus autem erat Vasallagii munera implere, non Nostri; sed voluntaria Ejusdem ab illis defectio omnem nexum inter dantem et accipientem, inter Directum Dominum, et Vassallum, præpedivit, ad hanc usque diem: ab horum enim præstatione Juris ad Feudum acquisitio dependebat. Recuperata tamen, licet contra omnem expectationem, ab ipso libertate, una cum bonis suis in Curlandiæ allodialibus, ad hæc revertendo, crimini Eidem haud vertissemus quod usus fuisset intercessionem apud nos circa Feudum Sacræ Imperialis Majestatis Catharinæ Feliciter Regnantis, vel quod ex subditis nostris invenirentur, quos æque partem puderet Illius prætensorum Jurium Fautores quam universo leves et in Beneficia Nostra ingrati videri. Sed quod, Jurium omnium immemor, non petita, nec accepta ex nobis quavis restitutione qua saltem omnimodo opus fuisset prætenso Vasallo, Armis exteris Ducatus aggrediatur, tanquam ad subigendas Fidelitates Vestras, Directo Dominio Nostro attentare audeat, et Serenissimi Ducis Principis Regii Filii Nostri dilectissimi Legitimam et pacificam Feudi possessionem, atque fidelitates vestras circa officia, munera et juramenta sua vexare, et violentiis urgere, hæc sunt quæ Senatus ipse, qui maximorum votorum pluralitate, Sententiarum æquitate, pro Patria, pro Juribus, pro Libertate, pro Regia Nostra auctoritate et Reipublicæ præstantiæ distinguitur, nullo modo toleranda esse consuluit; unde Ipsum Ernestum cæterosque Fidefragos vocari mandavimus actus gravitatem ad Com-

mitia usque Extraordinaria perducturi. Interea, loco implorandi Clementiam Nostram, præfatus Ernestus, sibi suadens perpetuis armis fidelitates vestras obstringere, ultiores ausus prosequitur, et, necdum adhuc adepta ab Ipso Feudi possessione, nec ad adipiscendam restitutus, quasi ac pro occupatione et usurpatione Ducatum homagio vestro opus haberet, illud a fidelitatibus vestris sibi reddi pretendit et conventum ad hoc publicum convocare præsumpsit. Per huncmet actum Ipse non adeptam adhuc Feudi possessionem fatetur; qua propter repugnat relationi, æquitati, libertati, Juribus et Privilegiis, ut quis ex Fidelitatibus Vestris Simili Convocationi Joannis Ernesti sub nexu mandatorum Nostrorum existentis pareat, quod superest, ne illi attendant, Eisdem Universis et Singulis interdiciamus, et inhibemus auctoritate Nostra Regia et vigore supremi et directi Dominii Nostri, sint Fidelitates Vestræ fidei et Juramentorum suorum memores, atque patriæ, libertatis, sibi que inter cætera pro ratione constituent Instructiones, quas ex conventu publico ante Comitiali Friderico Vilhelmo de Korff ad nos in Comitibus Regni, Anno Millesimo septingentesimo quadragésimo, Delegato dederunt. Sinant Usurpatorem solum suis pervolvi violentiis, et si metus, vel alia necessitas, alicui ex fidelitatibus Vestris sensus incussit a fide alienos, Eundem in Paterna Nostra Clementia confidere volumus. Eam de cætero Fidelitatibus vestris Gratiam et opem spondemus, quæ a nobis et a Regia Nostra auctoritate dependeat et dependere possit. Dabantur Varsoviæ, die XV Mensis Aprilis, Anno Domini MDCCLXIII, Regni vero Nostri XXX Anno.

AUGUSTUS REX

(L. S.)

LETTRE
DU DUC CHARLES
A MESSIEURS LES SÉNATEURS
PLÉNIPOTENTIAIRES DU ROI



*Magnifici Generosi Domini Senatores, Amici
Honoratissimi,*

PERSPECTA ex Litteris Magnificarum Dominationem Vestrarum die 20 præsentis ad Me datis, quum dementissima S^æ R^æ M^{tis} pro conservanda in hisce Ducatibus tranquillitate publica, cura, tum quoque Dom^{tum} Vrarum ad hunc finem adque invigilandum Regis et Reipublicæ juribus in Curlandiam Delegatione, non possum non qui Ipsi plurimas pro facta mihi hac de re notificatione haberem ageremq. gratias. Curlandiæ et Semigalliæ Ducatus speciali semper Augustissimo Monarchæ Nostro fuerunt vigilantia, et tot tantaq. mihi sunt tutelaræ hujus Clementiæ Documenta ut verba mihi deficiant quibus pro novo hoc paterno Ejus in me Affectu S^æ R^æ M^{tis} gratissimam Meam testificari valeo; mentem quare solum illa semper summa pietate summaq. devotione veneraturum fore dicere mihi sufficit.

Denominationem autem Mag^{sum} D^{num} Vrarum ad hoc negotium quod attinet, eo magis exinde et lætor et gaudeo quod Illarum dexteritatem, in rebus gerendis Peritiam,

ac sua deniq. in Regem et Rempublicam obsequia, admodum mihi habeam perspecta atq. cognita. Quod cæterum Præsens Curlandiæ Status, quum Aula Imperialis Russica omnibus horum Ducatum Proventibus, illis ipsis qui ad sustentationem Aulæ Meæ Ducalis quotidianumq. Meum victum suppeditant non exceptis, per Ministrum suum sequestri titulo potiri non dubitaverit, talis est ut commissum Dombus Vris Magfcis negotium numquam satis cito, numquam satis prompte peragi posse videatur. Hisce rationibus adductus et Magfrum Dnum Vrarum Mitaviam adventum tamquam salutare omnino, quod rebus sic stantibus convenit remedium, existimans, hunc ut Illæ, quantum fieri poterit et accelerare et approperare velint, summopere rogo.

Quod reliquum est, constanti Magfrum Domnum Varum Me commendatum volens, amicitiae omni cum studio ac æstimationis cultu permaneo

Magnificarum Dominationum Vestrarum

Addictissimus Amicus

CAROLUS.

Mitaviæ, die 31 xbris 1762.



LETTRE
DU COMTE KEYSERLIGK
CHANCELIER ET CONSEILLER SUPRÊME
DES DUCHÉS DE COURLANDE ET DE SÉMIGALLE
ADRESSÉE A M. LE COMTE PLATER
ET AU CASTELLAN LIPSKI
PLÉNIPOTENTIAIRES DU ROI



*Perillustres, Magnifici atque Generosissimi Domini
Senatores.*

*S^æ R^{iæ} M^{tis} Legati Plenipotentarii longe honoran-
dissimi!*

NON dubito quin Perill^{res} et Magnificæ Excellen-
tiæ Vestræ in opinionem sint adductæ quod
me hisce diebus talem non præbuerim qualem
me gerere jus fasque fuisset.

Equidem, ob id quod, primo intuitu rei, ejusmodi
cogitationes Serenitatis Suæ Regiæ et Excellentiarum Pe-
rill^{ium} Vestrarum animos commovere potuerint, haud
Illas reprehendere valeo; valeo tamen aperire dolorem
quo premor, dum talia de me forsán sentiri conjectura
prospicio.

Mihi diu multumque in rebus hisce arduis mecum
agitanti obvenit omnino officiorum collisio, quæ, ut ita
dicam, statera aurificis, non trutina examinavi populari.

Placeat, quæso, Perill^{bus} et Magn^{ficis} Excellentiis Vestris oculis Suis subijcere manifestationem hic adjunctam, ex qua jam, vel aliqua ad minimum ex parte, constabit me, secundum præsentem rerum situm neminem inter nos latentem, haud aliter me gerere decuisse, quam ut, dum officia in collisione se mihi præberent, iis ego cederem, quæ fortius me obstringunt, et quibus satisfaciens non solum obedientiæ erga leges fundamentales debita, sed et saluti patriæ ceu legi supremæ accommodatius prospicere valerem.

His ad præcepta legum fundamentalium diligenter perpensis, et examinatis acie tam mentis quam prudentiæ reliquis circumstantiis, quid mihi, quæso, agendum fuisset, quo, DEO judici nostro supremo et ultimo rationem gestorum meorum reddens, reddere quoque potuerim animam pro posse meo intaminatam : ex consulto et ex industria contra conscientiam meam, vel quoque erroneam, agens, actiones mea non ea animi, qua gaudeo, fiducia Divino subijcere possem iudicio.

Perillustribus et Magnificis Excellentiis Vestris omnia secundum æquitatem dijudicantibus facile apparebit tantum abesse ut in indignationes S^æ R^{iæ} Majestatis et Serenissimi Principis Regii Ducis Caroli merito incurrerem, ut potius ad expectandam mihiq^{ue} promittendam benigniorem interpretationem pro officiis a me adimpletis ac pro justitia et æquitate ansa mihi præbeatur.

Benevolentia et amicitia Perill^{rium} et Magn^{ficarum} Excellarum Vrarum erga me luculenter demonstratæ totus confido, Ipsas mihi officium humanitatis non esse denegeturas, quod ab Illis iterum iterumque rogo ut nimirum dignentur Sam R^{iam} M^{tem} S^{rnssmum} Principem R^{ium} Ducem Carolum Perillustresque et Magn^{fcos} D^{nos} Senatores

atque Ministros Reipublicæ suo tempore et loco informare de iis quæ me rationibus devictum ad recognoscendum regimen Celsissimi Ducis Ernesti Joannis non potuerunt non commovere, incitare atque compellere.

Quod reliquum est, me Ipsarum memoriæ benevolæ de meliori nota commendans, debito cum venerationis cultu et respectu ad cineres usque permano.

Perillium atque Mgn^{ficarum} Excellentiarum Vestrarum

Servitor humillimus et ad quævis officia paratissimus

DITERICUS A KEYSERLINGK

Cons. supr. et Cancel. D^{cum} Curl. et Semigalliæ.

Mitaviæ, die 22^{me} febr. 1763.



LETTRE
DE M. DE HEYKING
A MESSIEURS LES SÉNATEURS
PLÉNIPOTENTIAIRES DU ROI



*Illustres ac Magnifici Domini Domini Senatores,
Plenipotentiarum Regii et Serenissimæ Reip., Do-
mini mei gratiosi*

EXCELLENTIIS Vestris pro debito meo Officio re-
ferre me obligatum habeo quod hesternæ die,
hora 4^{ta} pomer., Quatuor Nobiles ex sua De-
putatorum staba delegati, concomitante Notario
publico Werner dicto, me adeuntes, interrogabant me,
nomine Deputatorum ex ordine Equestri:

1. An pro Officio Capitanei maioris Mitaviensis ad pro-
movendam Justitiam, nomine Ducis Ernesti Johannis,
Judicia celebrare, et insimul Ernestum Johannem pro
vero Duce Curlandiæ agnoscere velim?

Responsio erat quod non! quia Dux et Dominus meus Carolus, absens, cui Juramento duplici obstrictus solummodo obedientiam præstare semel pro semper declaravi; nec simul plus Uno Duci in Curlandia Fidem servare valeo.

2. An modernam stabam Deputat^{um} pro vera et legitima, et congregatos Deputatos tanquam Confratres ignorare velim.

Ad. 1. Resp. Quod non! quia Officio meo, Districtum Mitaviensem convocandi, de facto privatus in absentia Ducis, Dictam celebratum, ignoro, et Legibus Patriæ contrariam judico, si existeret.

Ad. 2. Resp. Ex Confraternitate Ordinis Equestris me excludere nefas esse puto, et si Fratres errantes haberem.

Post hæc abeuntes Spatium deliberandi per 4 septimanas mihi concedebant illico.

Nomina Ablegatorum.

1. Generosus de Bolschwing, Cubicularius Principis extranei, et hereditarius Poss. de Warenbrock.
2. Gen. de Schroeders, heredit. Poss. de Dubben.
3. Gen. de Bockum.
4. Gen. de Schroeders.
5. Prænobilis Werner, Notarius publicus.

Excellencias Vestras personaliter comparendo salutare
non valeo, id quod tamen hisce persolvens, in observantia
debita, persevero.

Illustritatum et Excellent^m V^m

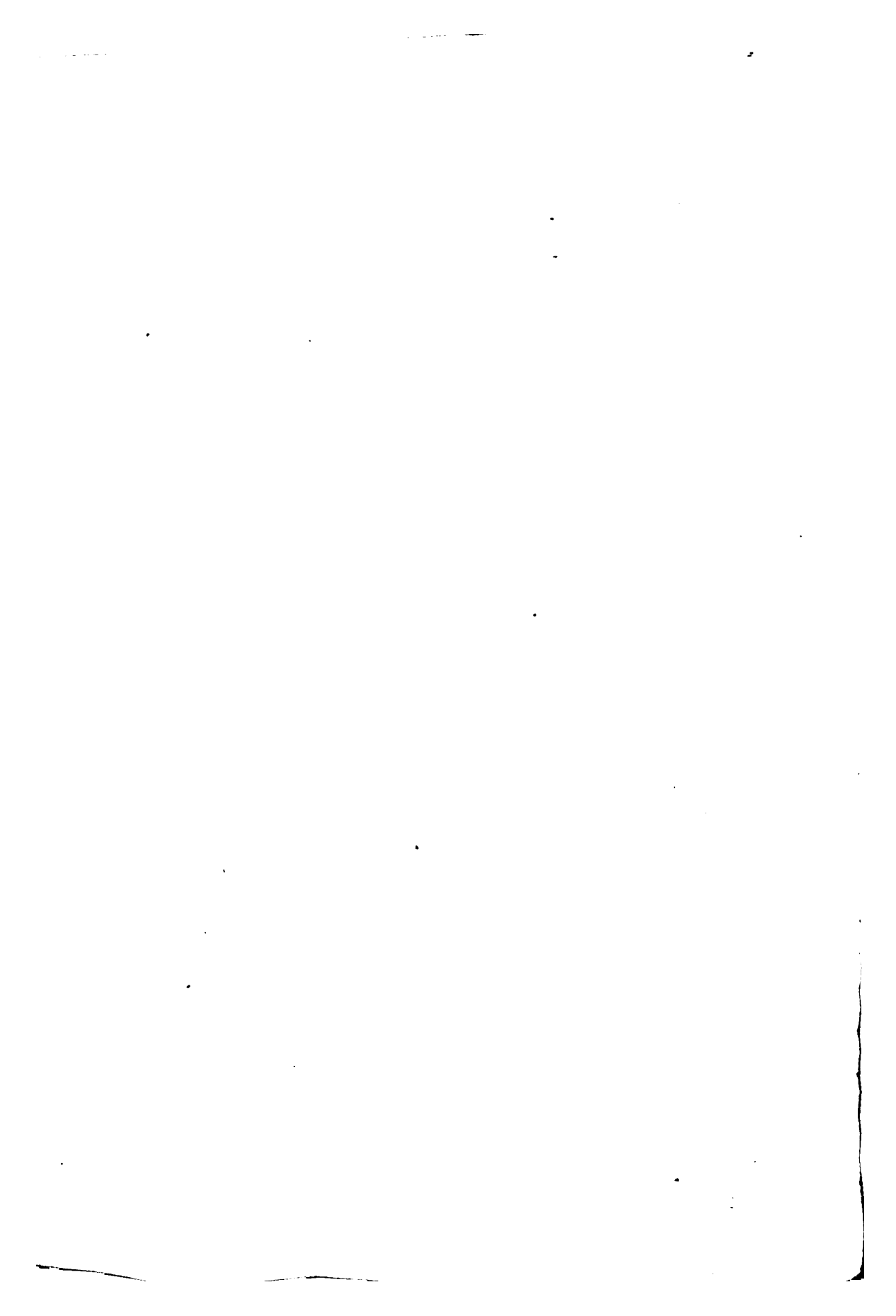
Servitor paratissimus,

Benedictus H. de Heyking,

Cap. Maj. MITAV.

Mitaviæ, die 7^{ma} Julii 1763.





COURLANDE

e-Thérèse-Louise, née
 1843. Épouse, le 30 jan-
Napoléon-Joseph-Char-
naparte, prince français.

- 1 *Napoléon-Victor-Jérôme-Frédéric*,
né le 18 juillet 1862.
- 2 *Napoléon-Louis-Joseph-Jérôme*, né
le 16 juillet 1864.
- 3 *Marie-Lætitia-Eugénie-Catherine-*
Adélaïde, née le 20 décembre 1866.

er-Charles-Emmanuel,
 Piémont, né le 14 mars
 e royal d'Italie. Épouse,
 1868, *Marguerite-Marie-*
enne, Princesse de Sa-
 20 novembre 1851, fille
 Gènes.

- Victor-Emmanuel-Ferdinand*, Prince
de Naples, né le 11 novembre 1869.

and-Marie, Duc d'Aos-
 mai 1845. Épouse, le
 7, *Marie-Victoire*, fille
Charles-Emmanuel dal
Cisterna, née le 9 août

- Emmanuel-Philibert-Victor*, Duc des
Pouilles, né le 13 janvier 1869.

-Marie, Duc de Mont-
 e 11 juillet 1846, † le
 66.

- Charles-Ferdinand*, Duc de Bragance,
Prince royal, né le 28 septembre
1863.

e le 16 novembre 1847,
 procuration, le 27 sep-
 a personne le 6 octobre
 dom *Louis* de Portugal.

- Alphonse-Henri*, Duc d'Oporto, né le
31 juillet 1865.

CHARLES-CHRISTIAN-
JOSEPH, Prince de Saxe
 et de Pologne, Duc de
 Courlande, né le 13 juil-
 let 1733, † le 16 juin 1796.
 Épouse, le 21 mars 1760,
FRANÇOISE, Comtesse
CORVIN KRASINSKA,
 née en 1742, † en 1796.

arie-Thérèse-Jeanne,
 novembre 1851, mariée
 yal d'Italie.

-Victor de Savoie, Duc
 é le 6 février 1854.



TABLE

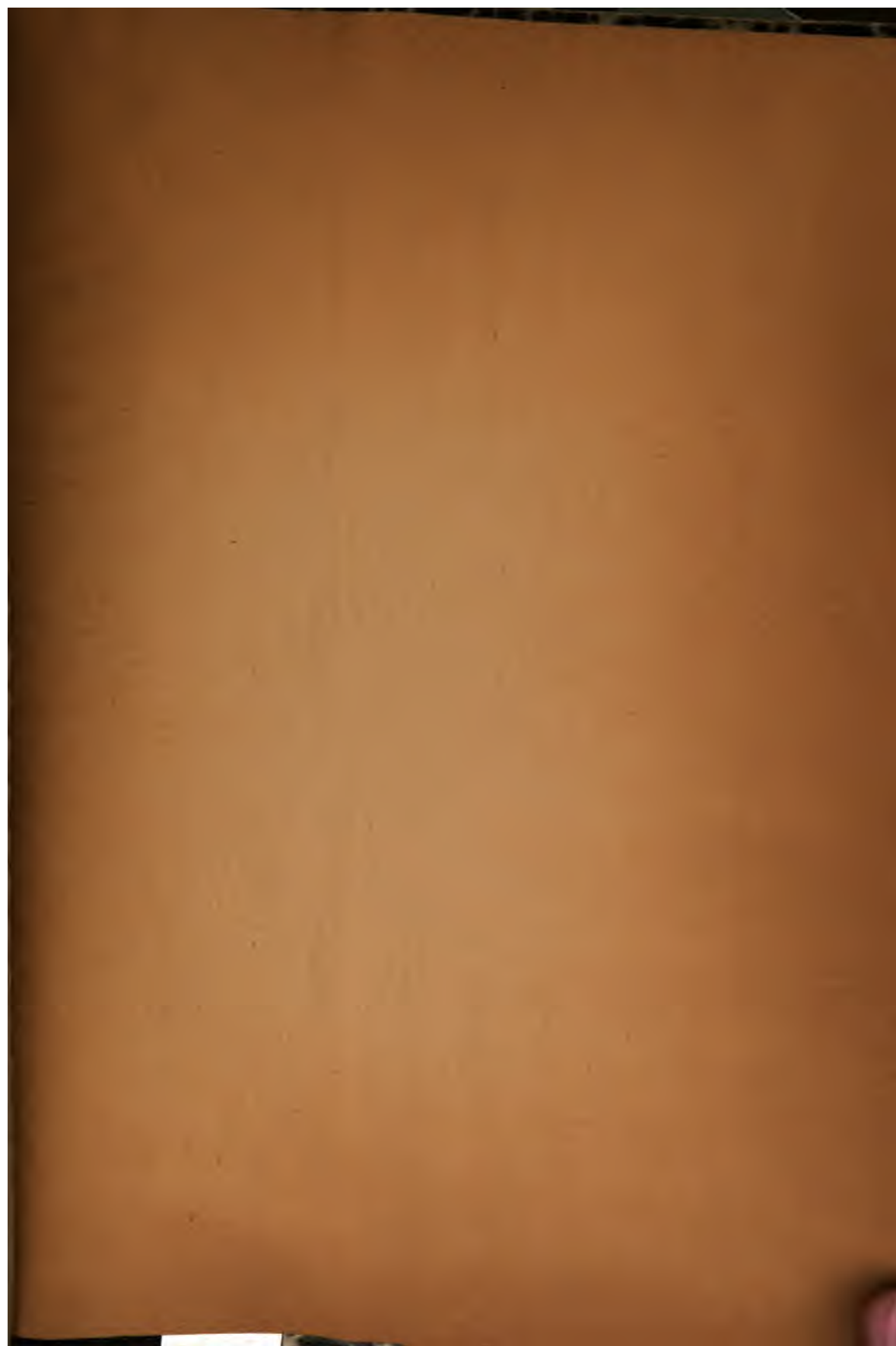
	Pages
BIOGRAPHIE.	
Le duc de Courlande	3
CORRESPONDANCE.	
Lettres adressées à M. de Zabiello, général major et chambellan de S. M. le roi de Pologne	57
Lettres adressées au comte Plater, palatin de Mscislaw.	69
Lettres du comte de Brühl, premier ministre du roi Auguste III, adressées au comte Plater, palatin de Mscislaw	123
Lettres du comte Browne, général au service de la Russie, gouverneur de la Livonie, adressées au comte Plater, palatin de Mscislaw	131
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	
Lettres réversales octroyées par le duc Charles, le 25 octobre 1759, à la noblesse et aux États de Courlande.	139
Extrait du diplôme royal qui confère au prince Charles le duché de Courlande et de Sémigalle	155

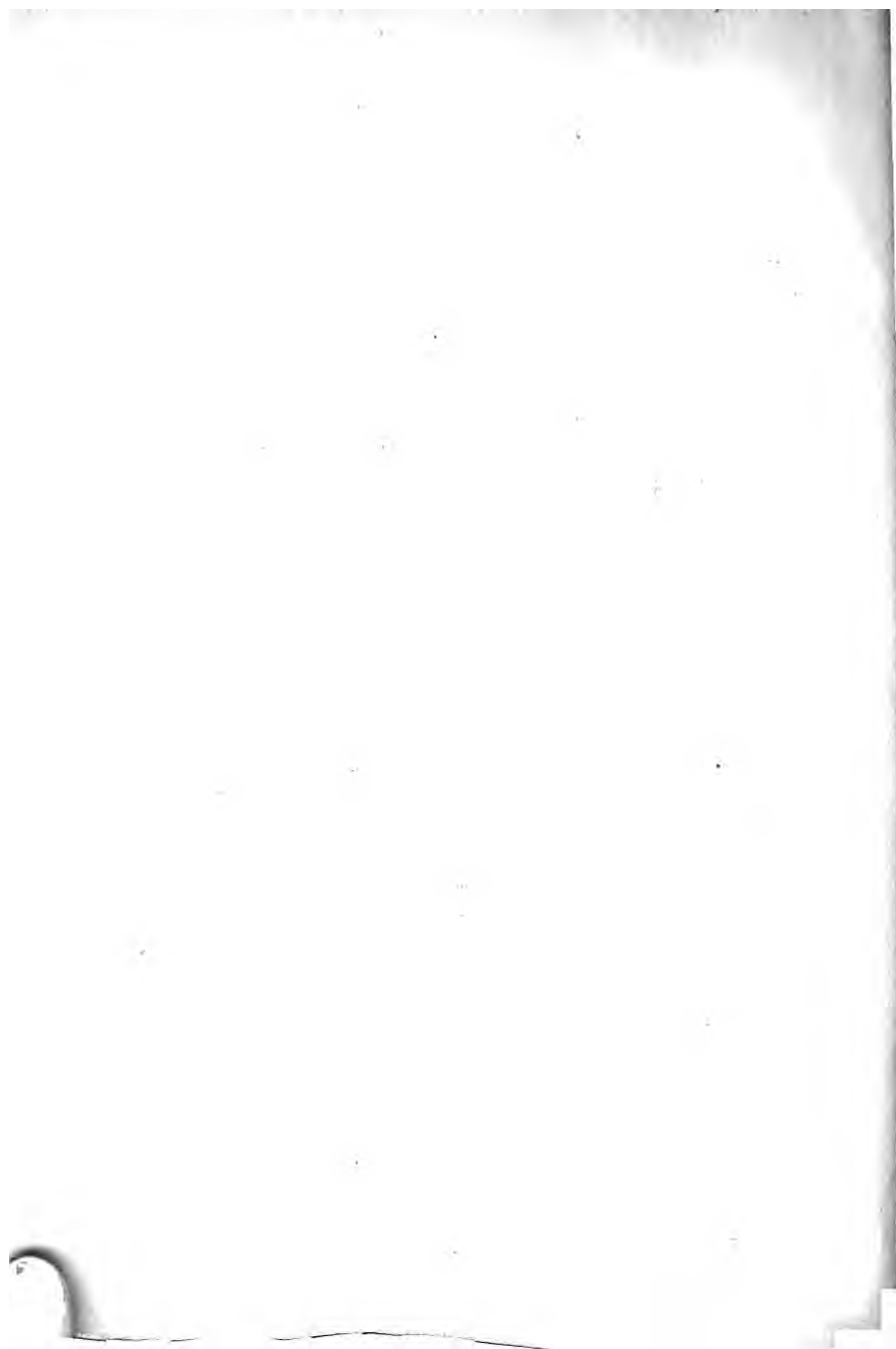
	Pages
Rescrits royaux au comte Plater, palatin de Mscislaw, et au castellan Lipski, plénipotentiaires de S. M. dans les duchés de Courlande et de Sémigalle	163
Rescrit royal aux États de Courlande et de Sémigalle. .	177
Lettre du duc Charles à Messieurs les Sénateurs pléni- potentiaires du Roi	183
Lettre du comte Keyserligk, chancelier et conseiller suprême des duchés de Courlande et de Sémigalle, adressée au comte Plater et au castellan Lipski, plé- nipotentiaires du Roi.	187
Lettre de M. de Heyking à Messieurs les Sénateurs plé- nipotentiaires du Roi	193

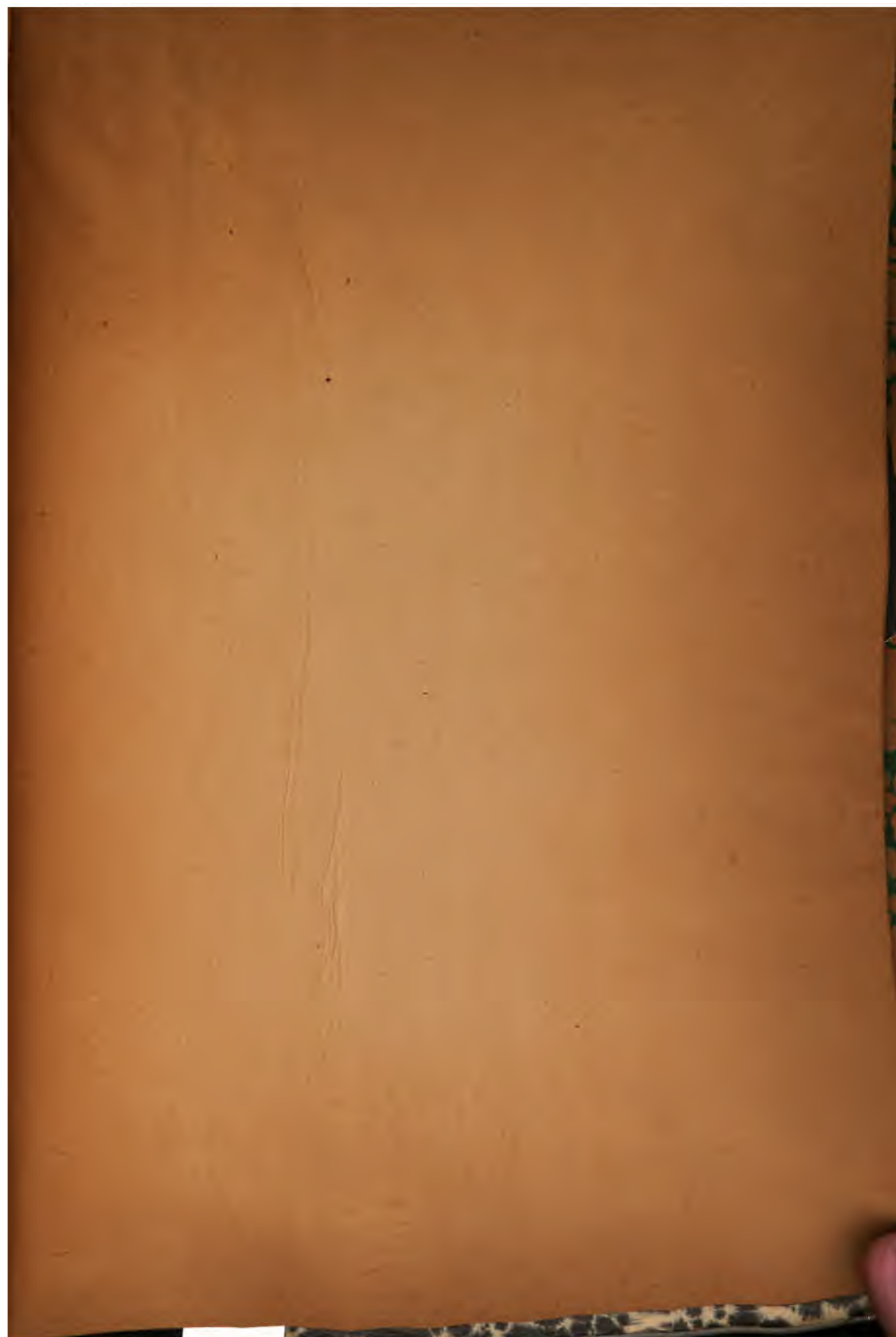


25517

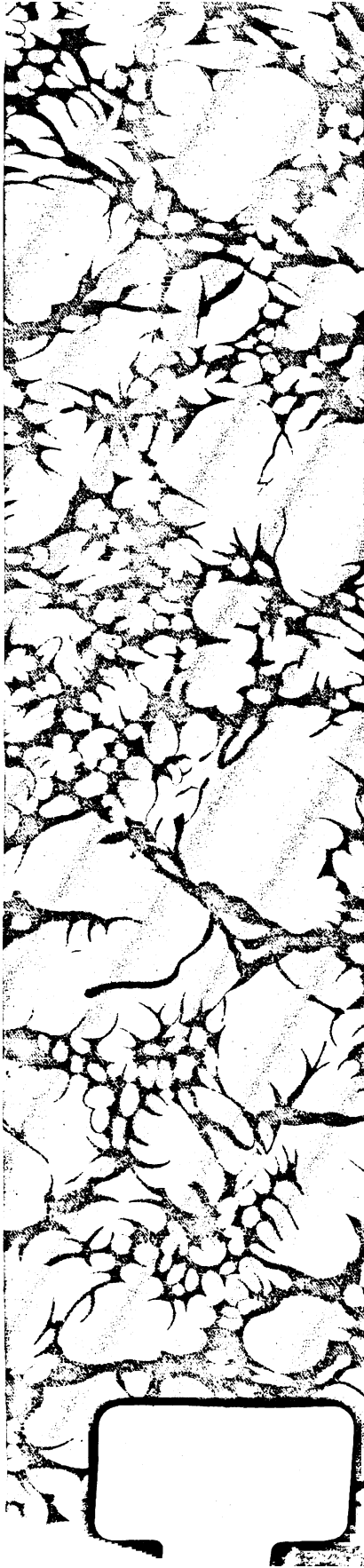








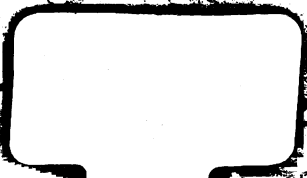




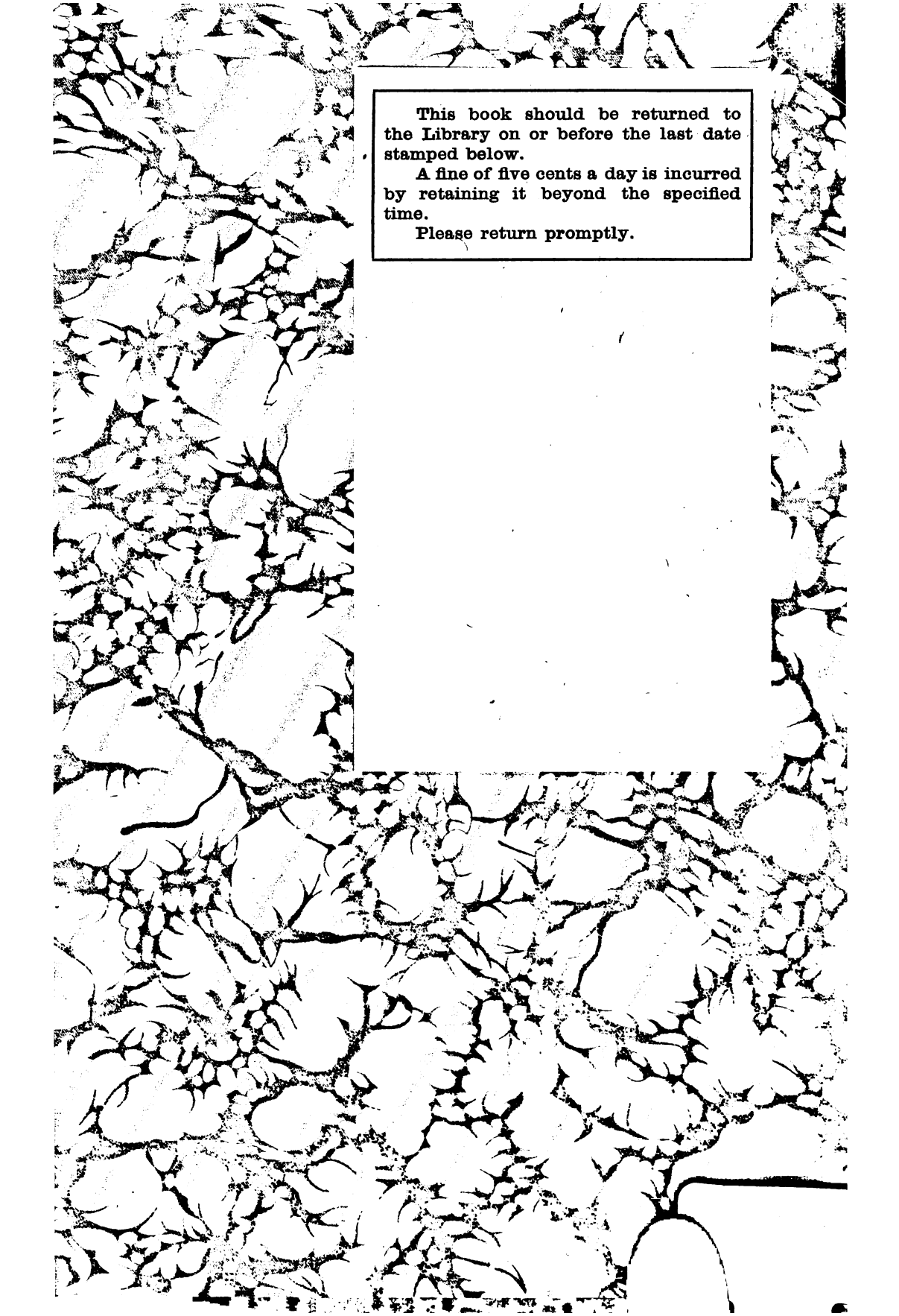
This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.







This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.





This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.



This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.

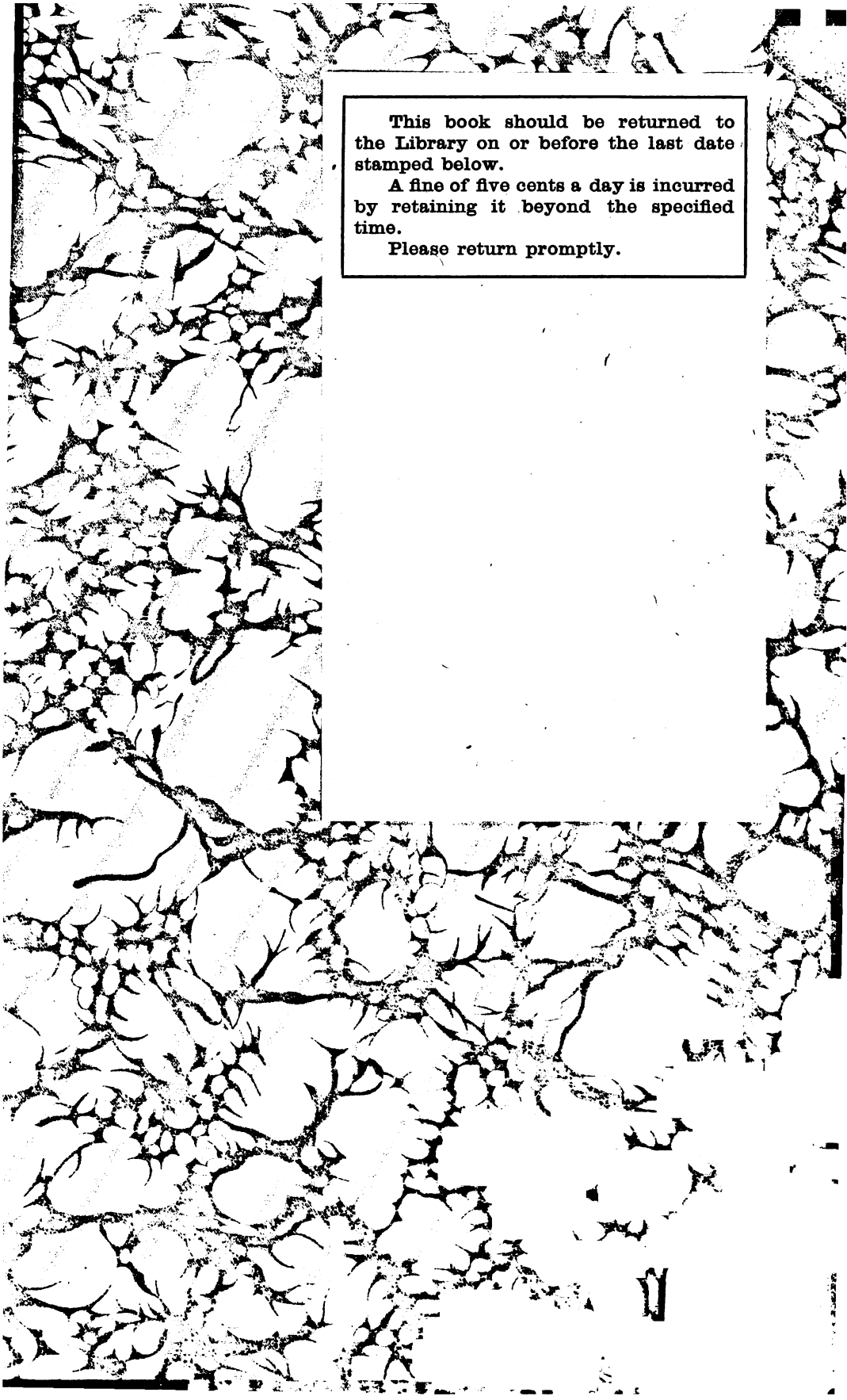


This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.





This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.